

## L'ONU en majesté

**M.** Perez de Cuellar ne réussira probablement pas à tenir le délai de dix jours qu'il s'était fixé pour parvenir au cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, mais cet échec relatif n'empêchera rien à son égard ni à celui de l'organisation qu'il dirige. Bien au contraire, l'ONU vit actuellement une période faste : son rôle et celui de son secrétaire général sont maintenant ouvertement reconnus par tous comme précieux, voire indispensables, par toutes les puissances.

Le temps est loin où le général de Gaulle affichait son mépris pour ce qu'il appelait le « machin » des Nations « dites unies », où Krouchtchev tirait à boulets rouges sur le secrétaire général Hammarskjöld, et exigeait, au nom du principe que « l'objectivité n'existe pas », que la fonction soit confiée à un triumvirat représentant les trois « camps » de l'Est, de l'Ouest et des non-alignés.

Aujourd'hui, le retour en majesté de l'ONU est dû précisément, du moins en grande partie, à l'évolution d'une nouvelle direction soviétique, qui a abandonné le dogme d'une coexistence pacifique basée sur la lutte de classes, et proclame officiellement, par la voix de M. Chevardnadze, que « l'affrontement des deux systèmes sociaux opposés n'est plus la tendance dominante de l'époque moderne ». Déjà, l'an dernier, M. Gorbatchev avait promis à l'ONU et à ses mécanismes annexes un rôle beaucoup plus important, allant, par exemple, jusqu'à demander que soit reconnu le caractère obligatoire des décisions de la Cour internationale de justice.

Il reste encore beaucoup à dire, il est vrai, sur les faiblesses et insuffisances de l'ONU. Si les joutes oratoires des Assemblées générales — tant annuelles que « spéciales » — restent un utile exutoire aux frustrations des uns et des autres, elles font encore moins recroquer qu'auparavant, personne ne s'intéressant aux innombrables motions votées à New-York et ailleurs. Ainsi l'échec de la récente session sur le désarmement n'a réellement affligé personne, alors pourtant qu'il contrastait avec les progrès réalisés parallèlement — et sans l'ONU — par les Deux Grands sur ce même dossier.

**D.** même, à propos des conflits régionaux, le rôle-clé joué par M. Perez de Cuellar entre l'Irak et l'Iran, et celui, non moins important, joué par l'émisssaire onusien Diego Cordovez dans la conclusion de l'accord sur l'Afghanistan ne sauraient faire oublier l'impuissance de l'Organisation dans d'autres affaires. Il y a longtemps que l'ONU ne fait plus rien à propos du conflit israélo-arabe ; elle ne participe pas, ou de fort loin, aux conversations en cours sur l'Angola, le Cambodge ou l'Amérique centrale, même si les résolutions votées régulièrement par ses Assemblées générales ont pu, pour une fois, exercer d'indirectes pressions sur certains belligérants (le Vietnam à propos du Cambodge, par exemple) pour les amener à changer d'attitude.

En fait, l'ONU ne peut jouer un rôle efficace qu'à la condition que les puissances concernées, surtout les grandes, le veulent bien, et seulement si elles ont besoin d'un intermédiaire. Mais, dans ce cas-là, tout le monde est bien heureux qu'elle existe.

M 0147 - 0729 0 - 4,50 F



3790147004500 07290

## Le président Mengistu à Moscou

### M. Gorbatchev presse l'Éthiopie de régler le conflit de l'Erythrée

En visite à Moscou, le président éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, s'est vu rappeler par M. Mikhaïl Gorbatchev la nécessité de trouver des « règlements politiques » dans la corne de l'Afrique, notamment une « juste solution » en Erythrée, où un conflit armé oppose depuis plus d'un quart de siècle les autorités d'Addis-Abeba aux « séparatistes ».

Un appel discret à la négociation ? M. Mikhaïl Gorbatchev, lors d'une réception, le mardi 26 juillet, en l'honneur du président éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, en visite à Moscou, a évoqué devant son hôte la nécessité de « règlements politiques » dans la corne de l'Afrique.

Il s'est dit partisan d'une « solution juste » dans le conflit qui oppose les rebelles érythréens aux autorités d'Addis-Abeba.

Depuis plusieurs années, des négociations secrètes ont eu lieu, notamment en Italie et au Proche-Orient, entre les représentants du gouvernement éthiopien et les « sécessionnistes » du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL).

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 3.)

## Le réaménagement des accords d'Evian

### Les Algériens n'auront plus accès aux écoles de la mission française

Les parents d'élèves algériens des établissements sous tutelle française en Algérie se sont vu notifier, le mercredi 27 juillet, que leurs enfants n'y seraient désormais plus admis. D'autre part, le lycée Descartes à Alger a été remis aux autorités locales. Un protocole d'accord entre les deux pays sur le statut des établissements français demeure en cours de négociation.

Le 30 juin, Alger avait notifié à Paris sa volonté de récupérer tous les établissements scolaires gérés par l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA). C'est ainsi que le lycée Descartes, notamment, a été transféré aux autorités locales.

Les écoles, collèges et lycées qui resteront sous contrôle français ne pourront plus accueillir de ressortissants algériens et de binationaux, ces derniers parce que le gouvernement algérien ne reconnaît pas leur double nationalité.

Des négociations, pour le réaménagement des accords d'Evian dans ce secteur, continuent entre Paris et Alger pour préciser le statut des établissements français qui, de toute façon, seront réservés aux élèves français et étrangers.

(Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER.)



MM. Giscard d'Estaing et Chirac débattent, jeudi 28 juillet, des moyens de renforcer la cohésion de l'opposition. Lire pages 24 et 6 les articles d'ANNE CHAUSSEBOURG et d'ANDRÉ PASSERON.

## La lutte contre le régime et les actions terroristes en Afrique du Sud

### Des Blancs en guerre contre l'apartheid

Les Noirs ne sont pas seuls à se révolter contre l'ordre établi en Afrique du Sud. Des Blancs aussi, des afrikaners, se battent pour la disparition du régime nationaliste.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Les Blancs qui luttent contre l'apartheid ne restent pas tous dans les frontières étroites de la République. Certains, ils sont encore peu nombreux à devenir des membres actifs de la lutte armée, des adhérents de l'ANC (Congrès national africain), mais leur nombre s'est indéniablement accru. C'est du moins ce qu'affirment, en mai, la direction du mouvement on en fait état pour autant fournir de chiffres à l'appui.

Officiellement, un seul Blanc est membre du comité exécutif de cette organisation, Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste sud-africain, même si quelques autres sont étroitement associés aux activités de l'ennemi numéro un du gouvernement de Pretoria. Les attentats de ces dernières années ont démontré également que les poseurs de bombes étaient quelquefois issus des milieux blancs. Des « traitres » à leur race, des rebelles qui ont épousé la cause du nationalisme noir. Dernièrement encore, certains indices fragiles ont laissé supposer

que les auteurs de l'attentat à la voiture piégée au stade de Johannesburg, le 3 juillet (deux morts) pourraient être deux Blancs (le Monde du 5 juillet).

La tête de Heinrich Grosskopf, fils d'un universitaire afrikaner respecté, a été mise à prix. Une prime de 140 000 F a été offerte à toute personne fournissant des renseignements qui permettraient d'appréhender cet homme de vingt-quatre

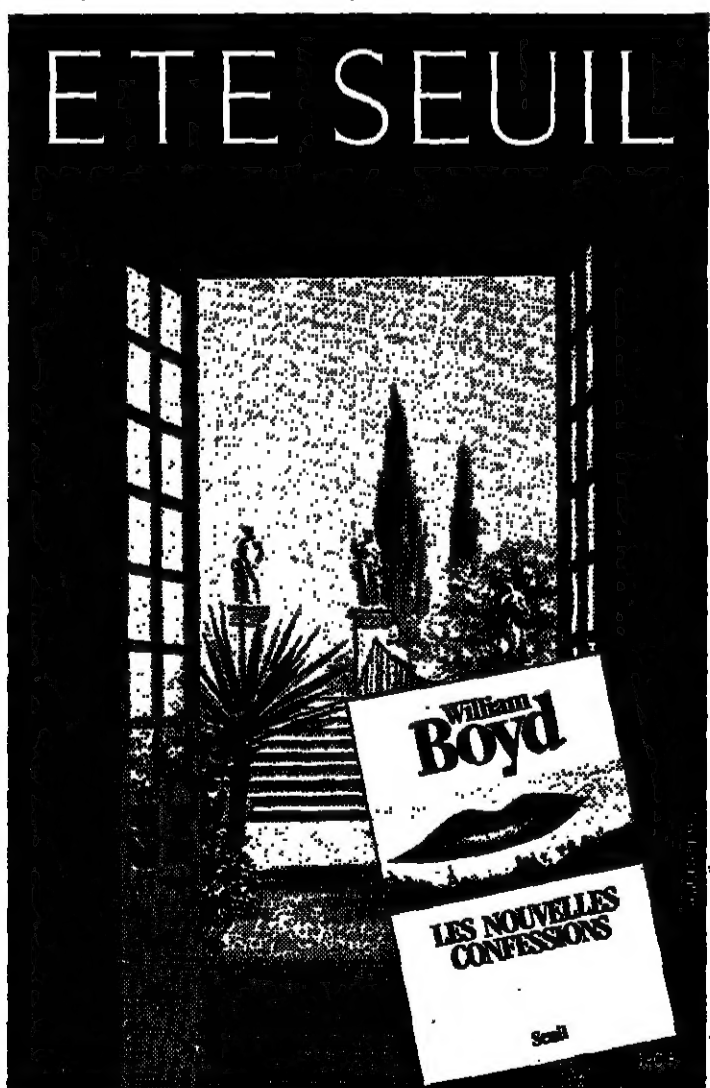
ans, soupçonné d'être à l'origine de l'attentat de Krugersdorp, en mars dernier, qui avait fait trois victimes. Il a peut-être également, selon la police, commis celui perpétré contre les locaux de l'état-major de l'armée à Johannesburg en août 1987 (soixante-dix blessés).

L'arrestation, le 8 mai, de quatre membres blancs d'une cellule secrète de l'ANC à Broedersdorp, à proximité de Pretoria, et la saisie de la plus importante cache d'armes

jamais opérée ont jeté la consternation dans la communauté blanche. Pour la première fois, une fusée SAM-7 était découverte. Un motif supplémentaire d'inquiétude d'autant que le repaire était situé à 5 kilomètres du centre de recherche nucléaire de Pelindaba.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 3.)



## « La Tétralogie » dirigée par Daniel Barenboïm

### Dieux désinvoltes à Bayreuth

Une vigoureuse direction d'acteurs, une formidable distribution, une brillante interprétation musicale, telle semble la cuvée 1988 de « la Tétralogie » à Bayreuth qui a commencé mercredi 27 juillet.

Un véritable déluge à quelque peu troublé le cérémonial de la colline verte et la présentation des nouvelles robes, se mettant ainsi à l'unisson du prologue cosmique de l'Anneau du Nibelung. Mais la nouvelle production due à Daniel Barenboïm, Harry Kupfer et Hans Schavernoch (pour les décors) a remporté un franc succès, presque unanime.

Après la fantastique percée « révolutionnaire » de Chéreau et de Boulez, Bayreuth en était resté au stade broquet naturaliste de Peter Hall, promptement abandonné par Solti. Kupfer, grand metteur en scène d'Allemagne de l'Est, lui apporte une interprétation délibérément moderne, jeune, désinvolte, habile à ne pas prendre de front les gardiens du Temple, dont on ne sait pas encore si elle tiendra la route jusqu'au bout de la pensée wagnérienne.

Avant toute note de musique, une image : celle de Siegfried étendu, mort, au milieu

d'hommes et de femmes immobiles en parterres ou imperméables mastic, très gangsters de Chicago. Sur cette vision prémonitrice commence le « récit » de la création du monde, le prélude de l'Or du Rhin qu'illustrent un rayon laser vert, puis plusieurs, puis tout un faisceau délimitant l'espace scénique où coule le fleuve, à vrai dire quelque peu sinistre dans cette obscurité d'égoût.

Au deuxième tableau, la silhouette imprécise du Walhalla, une tour de miroirs semble-t-il, vient s'implanter dans le cratère central où Alberich a dérobé aux filles leur précieux trésor. Mais l'on s'intéresse surtout aux personnages (costumés par Reinhard Heilmann), longs manteaux de voyageurs, valises en plastique transparent, guirlandes de fleurs polynésiennes, une bande de fêtards peu recommandables avec leur chef Wotan, aux cheveux roux, bandeau sur l'œil à la Filochard et lance au poing.

Quant à Loge, c'est le rocker androgyne du show-business, costume noir de petit abbé dix-huitième et crête de cheveux blonds jusque dans le cou.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 14.)

**Le Monde**

**LIVRES**

■ Lettres italiennes : Giancarlo Marini, très sage et très extravagant ; Giuseppe Pontiggia et les maléfices de la trahison. ■ Freud meurtrier de ses fils ? : psychanalyse et nazisme. ■ La revanche des Arméniens. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech. Pages 9 à 13

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 9 400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,80 cr. ; Suisse, 1,90 f. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

كتاب من الصحف



# CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

17 juin 1789

Le lundi 15 juin 1789, l'abbé Sieyès pose une question apparemment futile mais essentielle : comment appeler cette Assemblée qui va se constituer et qui représente « quatre-vingt-seize centièmes au moins de la nation » ? « Assemblée des représentants connus et vérifiés de la nation française », dit-il. Pas du tout, répond Mirabeau, disons simplement : « Assemblée des représentants du peuple français ». Non, répond Mounier, disons : « Assemblée légitime des représentants de la majeure partie de la nation, agissant en l'absence de la mineure partie ». En fin de compte Sieyès revient sur sa première dénomination et propose... « Assemblée nationale », terme adopté par la grande majorité des Communes. C'était « la révolution elle-même », commente M<sup>me</sup> de Staël.

par MICHEL WINOCK

LES représentants du Tiers Etat s'étaient donc appliqués à la vérification des pouvoirs, baillière par baillière ; l'opération était achevée le 15 juin, tandis qu'une douzaine de curés étaient venus se joindre les uns après les autres aux Communes. Chacun de ces ralliements était accueilli par une chaleureuse approbation. Notons que le Tiers, dans sa résolution, bénéficiait d'un atout matériel qui avait pris force symbolique. Tandis que les deux autres ordres siégeaient en des Chambres séparées, prévues à cet effet, ses propres députés étaient restés dans la grande salle des Menus, là où avait eu lieu la cérémonie d'ouverture, là où s'étaient assis des milliers de spectateurs, là où normalement devaient se dérouler les débats communs. Le ministère, de son propre point de vue, avait commis une faute dans cette répartition des locaux : rejoindre les représentants du Tiers s'imposait comme une évidence logique. Pour ne leur avoir pas attribué de salle spécifique, Necker avait permis d'attirer les regards vers des bancs vides et encouragé le désir de les voir occuper. La séparation des ordres avait pris, par cette topographie, un caractère encore plus incongru. Sommes d'en finir avec elle le clergé et la noblesse s'étaient mis à rien décider.

Le lundi matin 15 juin, alors qu'un nombreux public s'entassait dans les galeries, et après qu'on eut entendu un nouveau curé — cette fois celui de Grasse — expliquer son adhésion, l'abbé Sieyès aborda le premier la grande question qui devait, pendant trois jours, inspirer le débat le plus intéressant et le plus passionné qui ait eu lieu depuis la convocation des Etats généraux. La vérification des pouvoirs était faite, il importait de se constituer sans délai en Assemblée : les représentants des « quatre-vingt-seize centièmes au moins de la nation » la composaient déjà et pouvaient, et eux seuls, interpréter et présenter la « volonté générale de la nation ».

Là-dessus, tout le monde dans la salle était d'accord en apparence, mais Sieyès ajoutait deux autres propositions qui allaient provoquer la mêlée. D'abord, il récusait toute espèce de veto entre le trône et l'Assemblée. Ensuite, il proposait, pour celle-ci, la dénomination d'« Assemblée des représentants connus et vérifiés de la nation française », la seule possible à ses yeux, dans « l'état actuel des choses ». Mirabeau aussitôt jeta toute son éloquence contre cette double idée, dans un discours ardemment modéré.

Où en était-il à l'heure présente ? Déjà le bruit courait, comme en témoignait le journal de Duquesnoy, qu'il s'était « vendu » au ministère. En fait, il avait bien tenté une démarche auprès de Necker, il n'en était encore rien sorti. L'entourage du roi méprisait le « comte plébien », et le ministère avait fait montre à son endroit d'une froideur désarmante. Cependant, Mirabeau n'était pas isolé. Entouré d'un véritable *brain trust* où l'on trouvait le marquis de Cazeaux, Duroveray, Clavière et quelques autres Genevois bannis, publicistes péné-

trés des « idées anglaises », il ne laissait pas le soin de ses discours au seul ressort de ses improvisations. La réponse qu'il opposa à Sieyès était solidement argumentée. L'orateur la plaça sous les auspices de la raison politique, la « prévoyance de l'habileté », le refus d'une précipitation dangereuse. Nous avons tous le même but, disait-il en substance, c'est de donner à la France une Constitution, envers et au besoin contre les classes privilégiées. Seulement, il fallait pour cela suivre une ligne qui mit l'Assemblée hors de tout danger de dissolution.

En premier lieu, on ne pouvait se passer de la sanction royale. Sans celle-ci, on risquait non seulement la dissolution mais tout ce qui s'ensuivrait, l'anarchie et finalement le despotisme auquel elle conduirait. Donc, il fallait prendre un titre qui n'effrayât point. Mirabeau l'avait trouvé : « Assemblée des représentants du peuple français ». L'expression était suffisamment élastique pour ne pas décréter l'irréparable, elle évitait « les chocs dangereux ». Là-dessus, Mirabeau proposait une série de résolutions constitutives de l'Assemblée, non sans donner une petite leçon de réalisme à son ami Sieyès, qu'il voulait faire passer pour un excellent philosophe mais un piètre politicien.

« La métaphysique, voyageant sur une mappemonde, franchit tout sans peine, ne s'embarrasse ni des montagnes, ni des déserts, ni des fleuves, ni des abîmes ; mais quand on veut réaliser le voyage, quand on veut arriver au but, il faut se rappeler sans cesse qu'on marche sur la terre, et qu'on n'est plus dans le monde idéal ».

C'EST dans un semblable état d'esprit mais en faveur d'une autre dénomination qu'intervint Mounier, qui, appuyé par son ami Barnave, suggéra, lui : « Assemblée légitime des représentants de la majeure partie de la nation, agissant en l'absence de la mineure partie ». C'était une façon subtile de faire reconnaître implicitement les deux Chambres à l'anglaise. Thouret, qui appuyait cette proposition, dénonça l'ambiguïté du mot « peuple » avancé par Mirabeau : c'était trop dire ou pas assez. Trop, si « peuple » était pris dans le sens de *populus*, et alors c'était toute la nation ; pas assez, s'il voulait dire *plebs*, ce qui était nous faire revenir aux ordres séparés. Outre la nuance péjorative du mot qui déplaît à beaucoup, le terme trop équivoque pouvait laisser entendre que l'Assemblée restait celle du Tiers Etat.

Mirabeau reprit la parole pour balayer toutes ces objections : « Cette qualification du peuple français, je l'adopte, je la défends, je la proclame, par la raison que la fait combattre. Oui, c'est parce que le nom de peuple n'est pas assez respecté en France, parce qu'il est obscurci, couvert de la rouille du préjugé ; parce qu'il nous présente une idée dont l'orgueil s'alarme, et dont la vanité se révolte ; parce qu'il est prononcé avec mépris dans les Chambres des aristocrates. C'est pour cela même que nous devons nous imposer non seulement de le relever, mais de l'ennoblir, de le rendre désormais respectable aux ministres, et cher à tous les cœurs ».

« Cette qualification de peuple français, je l'adopte, je la défends... Oui, c'est parce que le nom du peuple n'est pas assez respecté en France... Parce qu'il est prononcé avec mépris par les Chambres des aristocrates... C'est pour cela même que nous devons nous imposer non seulement de le relever, mais de l'ennoblir. »

Comme le lui reprochait Sieyès, qui avait été titillé sur sa « métaphysique », Mirabeau n'ajoutait que de la rhétorique à sa démonstration. Cependant, l'argumentation de Mirabeau en faveur du veto royal était plus forte et méritait d'être méditée :

« Pour moi, messieurs, je crois le veto du roi tellement nécessaire, que j'aimerais mieux vivre à Constantinople qu'en France s'il ne l'avait pas ; oui, je le déclare, je ne connais rien de plus terrible que l'aristocratie souveraine de six cents personnes qui, demain, pourraient se rendre inamovibles, après demain héréditaires, et finiraient, comme les aristocrates de tous les pays du monde, par tout envahir ».

Michelet se montre sévère à ce propos (« Le roi, le roi ! pourquoi abuser toujours de cette vieille religion ? »). Pourtant, sans citer le nom de Montesquieu, Mirabeau avait défendu le principe de la séparation des pouvoirs : là où le pouvoir arrête le pouvoir, là est la liberté. Si le pouvoir de l'Assemblée n'a pas besoin de la sanction royale, tout lui est permis. — Interprète de la « volonté générale », selon l'expression de Sieyès, cette Assemblée était en mesure d'imposer une nouvelle forme de despotisme, si rien ne devait balancer ses attributions. Le conflit du libéralisme et du jacobinisme était en germe ; Mirabeau en avait une intuition prémonitrice. Quand bien même ses propos eussent été intéressés, ceux-ci n'en étaient pas moins une mise en garde qui prend, avec le recul, une pertinence historique. Pour l'heure, néanmoins,



Député du Tiers-Etat et porte-parole de la bourgeoisie libérale montante, Barnave fut un des orateurs les plus brillants de l'Assemblée nationale constituante.

ses prudences passaient aux yeux de beaucoup pour de la trahison : le roi ne disposait-il pas de la force armée ? Malouet, qui parla après le député d'Aix, inclina un peu plus les députés à conclure que Mirabeau avait « pacifié », comme l'écrivait Duquesnoy. Malouet, en effet, passait, à juste titre, pour un ami de Necker.

autres désignations sont longues, inintelligibles pour la plupart de nos concitoyens. Et Mirabeau, en possession de toute sa verve, d'entourer de nouveaux les mérites du mot *peuple*, afin de persuader ses collègues. Mais il en fait trop. On commence à murmurer ; on s'agite ; on se plaint ; on crie : « Aux voix ! Aux voix ! ». La salle, aiguillonnée par les spectateurs qui ne restent pas muets, paraît vouloir délibérer sur les diverses résolutions présentées. Alors Sieyès, tout à trac, reprend la parole. L'auteur de la première motion dit s'être navié. Il propose de substituer à la dénomination de représentants connus et vérifiés de la nation le titre lapidaire d'Assemblée nationale.

C'est un coup de barre, suivi d'un coup de foudre. Certes, l'expression n'est pas nouvelle. Elle avait été employée avant les élections. Il est piquant de savoir que Mirabeau lui-même avait renoncé à Sieyès de ses brochures, en février 1789, par ces mots : « Il y a donc un homme en France ! Et certes un homme appelé à nous servir de guide dans l'Assemblée nationale qui va décréter notre destinée ». Au cours du débat, un député du Berry, Legrand, avait proposé la formule. Mais son intervention n'avait provoqué aucun intérêt sur le coup. Le soir, cependant, l'expression avait pris faveur au Club breton, où se réunissaient de nombreux députés, et dans la foule du Palais-Royal. On reprochait à Sieyès d'être resté en deçà de ses anciennes déclarations.

De fait, n'avait-il pas écrit dans sa célèbre brochure sur le Tiers Etat que celui-ci était « la nation », et qu'en cette qualité « ses représentants form[er]aient toute l'Assemblée nationale » ? N'avait-il pas déjà répondu à l'objection selon laquelle le

1. Nous sommes tous décidés à nous constituer promptement en Assemblée active.

2. Notre Assemblée n'est et ne peut être les Etats généraux.

3. Il nous faut trouver une autre dénomination.

4. Nous voulons éviter toute scission, tout veto des ordres privilégiés.

Précisément, c'est pour éviter le veto aristocratique qu'il faut défendre le veto royal ! Quant à notre désaccord sur la dénomination à donner à l'Assemblée, ce que je vous propose, dit-il, c'est la plus simple ; les

## 14. La naissance de l'Assemblée nationale

Tiers ne pouvait pas être à lui seul les Etats généraux ? — Eh ! tout mieux ! il composera une Assemblée nationale ». Ainsi défini, Sieyès, le lendemain, sans effet d'éloquence, comme s'il avait corrigé une formule par une autre sans que cela prît à conséquence, avait présenté de nouveau son projet de résolution devant ses collègues, en y glissant cette variante, « comme si, dit Paul Bastid, il se fût agi d'un changement sans importance ».

Peut-être l'abbé Sieyès, en bon stratège, n'avait-il pas voulu asséner tout de suite à la face de ses collègues une motion contenant une formule trop forte qui les eût intimidés ; peut-être est-ce lui-même qui avait lancé Legrand, avant de reprendre la formule à son compte. En tout cas, le modéré Duquesnoy est entré d'enthousiasme dans les vues de Sieyès. Pourtant, une forte minorité a protesté, en voulant prolonger la discussion. Duquesnoy rapporte à ce sujet un incident qui inquiète. Dans le tumulte qui mettait aux prises ceux qui voulaient voter, ceux qui voulaient continuer la discussion, ceux qui voulaient clore la séance, une voix s'est fait entendre, un cri impétueux : « Assis, les bons citoyens ! ». Or, à peu près quatre cents personnes se sont assises incontinent ; quatre-vingts sont restées debout. A celles-ci, le public crie de sortir. La minorité faisait de l'obstruction, mais la distinction entre les bons citoyens et les autres aurait pu donner l'alarme : la liberté des débats et la neutralité du public étaient devenues sujettes à caution.

Notre député de Bar-le-Duc, qu'on devine avoir été de la majorité des « assis », rapporte toutefois ceci le 17 juin : « L'intérêt que prend le public aux discussions des Communes est vraiment inconcevable. Hier, plusieurs personnes ne sont pas sorties de la salle de toute la journée ; les cour, les vestibules, sans remplis, et des femmes, jeunes, très belles, faites par d'autres plaisirs, animées par leurs discours et leurs regards le patriotisme de ceux qui pourraient avoir besoin d'être excités par autre chose que par l'importance de l'objet ». Qui plus est, un début de terrorisme commence à s'instaurer sur la minorité. Des listes circulent dans le public. La maison d'un député de Paris désfavorable à la motion de Sieyès est à deux doigts d'être incendiée. Conclusion redoutable de Duquesnoy, exprimant déjà le pouvoir de la peur : « Il faut être de la plus grande circonspection, et, lorsque l'on n'est pas de la grande majorité, peut-être vaut-il mieux se taire que de heurter sans espoir de succès et en se compromettant personnellement ».

HEUREUSEMENT, un premier frein est mis à ce mécanisme implacable par Bailly. Alors qu'on lui demandait d'exiger les signatures des membres en faveur de la motion qui devait l'emporter, le doyen avait répondu que sa signature et celles des secrétaires suffisaient, parce qu'elles représentaient l'Assemblée unanime. On évita ainsi de mettre au pilori les quatre-vingt-dix députés, parmi lesquels Malouet et Target (Mirabeau ne prit pas part au vote), qui repoussèrent, le 17 juin, la résolution de Sieyès. Par quatre cent quatre-vingt-onze voix, les Communes devaient l'Assemblée nationale. M<sup>re</sup> de Staël en apprécia la puissance nouvelle : « Ce décret, dit-elle, était la révolution elle-même ».

L'Assemblée nationale constituée restait ouverte aux députés des autres ordres qui voudraient la rejoindre. En attendant, on organisait la prestation de serment. Six cents députés, la main levée, entourés de quatre mille spectateurs immobilisés dans un silence religieux, déclarèrent : « Nous jurons et promettons de remplir avec zèle et fidélité les fonctions dont nous sommes chargés ». Puis, sous la présidence de Bailly, qu'on avait réélu, les députés entrèrent en séance pour une première délibération. La question financière les avait ordés ; ils délibérèrent sur la question financière. En termes royaux : « L'Assemblée entend et décide... ». En attendant la réforme, elle autorisait la perception provisoire des anciens impôts, se portait garante de la dette publique, en même temps qu'elle décidait la mise en place d'une commission aux fins de rechercher les meilleurs moyens d'action contre la disette et la misère.

Un peu plus tard, tandis qu'on attendait le retour d'une délégation qui mettait au point l'adresse qu'on voulait faire au roi, un député de Paris s'employa à dénoncer les conditions malsaines du travail de l'Assemblée, l'air pestilenciel de la salle, l'inconfort des banquettes, l'insalubrité générale dans laquelle avaient lieu les débats. L'homme était médecin à Paris. Il était destiné à devenir l'hygiéniste de la Révolution. On le chargea « avec empressement » de présider « à tous les changements nécessaires ». Il s'appela Joseph Guillotin.

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Jeu 28 juillet : « La naissance de l'Assemblée nationale », avec Guy Chaussinand-Nogaret

Vendredi 29 juillet : « Le serment du Jeu de paume », avec Guy Chaussinand-Nogaret.

Demain : Le serment du Jeu de paume (20 juin 1789)

## Algériens et bi-nationaux ne les établissements scolaires

L'OUCA, organisme algérien de promotion de la culture arabo-islamique, a lancé une campagne de sensibilisation des enseignants algériens et bi-nationaux à l'égard des établissements scolaires. L'OUCA, organisme algérien de promotion de la culture arabo-islamique, a lancé une campagne de sensibilisation des enseignants algériens et bi-nationaux à l'égard des établissements scolaires. L'OUCA, organisme algérien de promotion de la culture arabo-islamique, a lancé une campagne de sensibilisation des enseignants algériens et bi-nationaux à l'égard des établissements scolaires.

Le 17 juin, l'Assemblée nationale constituante a adopté la dénomination d'Assemblée nationale. Cette décision a été prise à l'unanimité, après un débat intense. L'Assemblée nationale constituante a adopté la dénomination d'Assemblée nationale. Cette décision a été prise à l'unanimité, après un débat intense.

La décision algérienne a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Elle a été accueillie avec enthousiasme par les Algériens et les bi-nationaux. La décision algérienne a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Elle a été accueillie avec enthousiasme par les Algériens et les bi-nationaux.

Le président M... M. Gorbatchev... de régler le problème. Le président M... M. Gorbatchev... de régler le problème. Le président M... M. Gorbatchev... de régler le problème.

La constitution... M. Gorbatchev... de régler le problème. La constitution... M. Gorbatchev... de régler le problème. La constitution... M. Gorbatchev... de régler le problème.

Le président M... M. Gorbatchev... de régler le problème. Le président M... M. Gorbatchev... de régler le problème. Le président M... M. Gorbatchev... de régler le problème.



## Algériens et bi-nationaux ne peuvent plus fréquenter les établissements scolaires français d'Algérie

ALGER  
de notre correspondant

« C'est un génocide culturel ! » Le cri vient du cœur. La colère de ce père algérien s'explique. Ses deux fils suivent brillamment les cours du lycée Descartes, à Alger, un établissement sous tutelle de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA). Il vient d'apprendre que, dès la rentrée prochaine, ses enfants réintégreront le système scolaire algérien, dont personne ne peut dire si des aménagements spéciaux lui permettront d'être compatible avec l'enseignement dispensé jusqu'à présent au lycée Descartes.

Les accords d'Evian, signés entre la France et l'Algérie le 18 mars 1962, s'ils n'ont jamais été véritablement appliqués, prévoyaient que « chacun des deux pays pourra, sur le territoire de l'autre, ouvrir des établissements d'enseignement public ou privé ».

L'Algérie, faute de moyens, n'a jamais entrepris en France de système éducatif. En revanche, la France, des l'indépendance, a mis sur pied en Algérie un Office universitaire et culturel. Ce dernier, l'OUCFA, scolarisait, bien évidemment, des élèves français, mais aussi des étrangers francophones et des jeunes Algériens, principalement des enfants de diplomates.

Au long de ces vingt-cinq dernières années, le nombre d'élèves français n'a cessé de décroître tandis qu'augmentait proportionnellement le nombre d'élèves algériens, provenant peu à peu d'autres milieux que la diplomatie, notamment des professions libérales et du personnel politique, qui restaient tous soumis à la double obligation d'obtenir une dérogation délivrée par le ministre algérien de l'éducation nationale et de pratiquer l'arabe comme première langue vivante.

Tout a été brutalement remis en question il y a dix-huit mois lorsque l'Algérie a fait connaître à la France son désir de reprendre les sites occupés par l'OUCFA, mais rien de précis n'était venu, jusqu'à la fin de cette année scolaire, bousculer la vie des trente-cinq établissements (1) gérés par l'Office en Algérie. Il a fallu que, le 30 juin, Alger mette les points sur les « i », en notifiant à Paris sa volonté de récupérer tous les sites et matériels utilisés par l'OUCFA, d'une part, et, d'autre part, tous les élèves algériens scolarisés dans ces établissements. Cette dernière mesure concerne aussi les enfants nés de parents algériens et français et qui sont algériens en Algérie. Car Alger ne reconnaît toujours pas la double nationalité, du moins sur son territoire.

### Protocole d'accord

La décision algérienne a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Elle venait contredire des assurances données verbalement que quelques semaines auparavant sur un nouveau saut d'un an, ce que chacun estimait être le temps nécessaire aux deux partenaires pour venir à bout du contentieux engendré par l'échec des négociations gazifiées (2), point de passage obligé pour gonfler l'ensemble des problèmes bilatéraux.

raux, au dire de plusieurs ministres algériens.

L'OUCFA, prenant en compte les injonctions algériennes, maintenait son personnel administratif en place, persuadé d'être contraint de rendre les sites du lycée Descartes dès le 2 juillet. Des négociations sur ce délicat dossier continuaient néanmoins et le président Mitterrand assurait le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, du prochain assouplissement de la position française. Après la visite de M. Ibrahim à Paris, le président Chirac, dans un message personnel à M. Mitterrand, mettait à la disposition de l'OUCFA le lycée Mustapha-Khalaf à Ben-Aknoun (quartier périphérique d'Alger) précédemment dévolu à l'éducation nationale algérienne, pour en faire un « lycée à vocation internationale ».

Le 9 juillet, des diplomates français, les responsables de l'OUCFA et le proviseur du lycée Descartes visitaient le lycée Mustapha-Khalaf en compagnie d'une délégation algérienne des ministères de l'éducation nationale et des affaires étrangères. L'établissement paraissait « digne d'intérêt » aux représentants de l'Etat français, qui faisaient connaître rapidement leur opinion à Paris. Les négociations continuaient, mais sur de nouvelles bases cette fois, l'OUCFA étant assuré d'avoir à sa disposition un site « quasi équivalent » au lycée Descartes bientôt restitué à l'Algérie.

### Le problème des équivalences

Tout n'était pas réglé pour autant et les discussions échouaient toujours sur plusieurs points. Quel serait le statut juridique du nouvel établissement ? Par quel serait-il fréquenté ? Un protocole d'accord circule actuellement entre les deux parties. La France, souhaitant privilégier la prépondérance de sa présence en Algérie, a dû céder sur ce qui lui paraissait secondaire, en l'occurrence la scolarisation des élèves algériens et bi-nationaux. Il semble acquis maintenant, à un mois et demi de la rentrée scolaire 1988-1989 que ces deux catégories d'élèves se trouveront exclues sinon des établissements gérés par l'OUCFA du moins de lycées français d'Algérie sans qu'aucune des familles concernées ait été jusqu'à présent informée officiellement de la situation.

Seule la partie algérienne avait, au mois de juin, demandé aux parents des enfants algériens scolarisés à Descartes de les inscrire à Mustapha-Khalaf. La majorité d'entre eux l'avaient fait, réinscrivant toutefois aussi leurs rejetons à Descartes. Deux promotions valent mieux qu'une et, à la suite d'un chassé-croisé surréaliste, les Français quitteront Descartes le 1<sup>er</sup> septembre pour aller s'installer à Mustapha-Khalaf tandis que les Algériens passeront de... Mustapha-Khalaf à Descartes. Dans ces conditions, il est d'ores et déjà certain que la rentrée scolaire n'aura pas lieu le dimanche 11 septembre comme prévu (3) mais beaucoup plus tard, lorsque les travaux entrepris à Mustapha-Khalaf seront terminés.

Cette solution ne règle pas pour autant la question au fond : Que

deviendront les autres établissements de l'OUCFA ? Les élèves algériens et bi-nationaux qui resteront scolarisés dans le système français l'an prochain seront-ils contraints de le quitter à la rentrée 1989, voire en cours d'année scolaire ? Le problème posé par les enfants de couples mixtes — qui sont Algériens en Algérie et Français en France — sera-t-il réglé dans un sens qui permette à ces jeunes de faire indifféremment leurs études d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée ? Le brassage des élèves d'origines et de cultures différentes (4), qui faisait l'originalité des établissements de l'OUCFA, se trouve-t-il définitivement banni d'Algérie ?

Enfin, au moment où les énergies régionales convergent pour parvenir à la construction d'une ensemble maghrébin cohérent, où la Tunisie fait en sorte d'arriver à scolariser un plus grand nombre de ses jeunes dans les structures de la mission française, l'Algérie peut-elle se mettre en marge d'un système qui ouvre les portes des universités et des grandes écoles occidentales à ses enfants ? La question vaut d'être posée.

Dès l'ouverture des frontières européennes en 1993, le baccalauréat français sera reconnu *ipso facto* dans onze autres pays européens, ce qui ne saurait être le cas pour le baccalauréat algérien, sanctionnant les trois cycles de l'école fondamentale, fruit de la campagne d'arabisation de ces quinze dernières années et dont le niveau ne cesse de décliner. Le comité central du FLN, réuni le 21 juin, a décidé que des « réformes importantes » seraient mises en place et que l'ouverture sur le monde se ferait à travers les langues étrangères. Le terme « bilinguisme » n'est pas utilisé dans le discours du président ni dans la résolution finale consacrée à l'enseignement où, pourtant, il est question « de définir le rôle réservé aux langues étrangères à côté de la langue nationale ».

Mais, il est bien évident que cette année, qui s'achève sur le sixième congrès du FLN, est celle de tous les enjeux pour les tenants de l'ouverture économique et de la libéralisation de la société. Les plus pragmatiques d'entre eux sont contraints, pour continuer d'avancer, de faire quelques concessions au dernier carré des doctrines, fussent-elles symboliques comme peut l'être, à six semaines de la rentrée des classes, la restitution à l'Algérie du lycée Descartes, l'un des fleurons de l'enseignement français en Algérie.

FREDERIC FRITSCHER.

(1) L'OUCFA gère en Algérie 35 écoles primaires, 5 collèges (Alger et Constantine) et 1 lycée (Alger, Assaba et Oran). Sur une population scolaire totale de 6200 élèves, 3000 sont dans le primaire. Le lycée Descartes abrite pour sa part 1650 élèves dont 250 Français et le collège de l'Algérie, 300 bi-nationaux et 900 Algériens.

(2) Depuis juillet 1986, l'Algérie et la France sont engagées dans une négociation de leurs contrats gaziers. Un différend oppose toujours les deux parties sur le calcul du prix du gaz liquéfié algérien livré à la France.

(3) En Algérie, comme dans de nombreux pays musulmans, les jeûs et vendredis sont les jours de repos hebdomadaires.

(4) Le lycée Descartes accueillait près de soixante-dix nationalités différentes.

## La lutte contre le régime et les actions terroristes en Afrique du Sud

## Des Blancs en guerre contre l'apartheid



(Suite de la première page.)

Ce coup de filet prouve que la grande famille blanche peut se défaire des « fils perdus » qui se retournent contre elle. Quatre « renégats », trois garçons et une fille, qui correspondaient régulièrement par radio avec le quartier général de l'ANC à Lusaka (Zambie).

Le chef du groupe, Damian De Lange, est un ancien journaliste. Il avait quitté le pays en 1981 en compagnie d'une consœur, Marion Sparg, et de Karl Niehaus, un étudiant, tous en rupture de ban avec un système contre lequel ils ont milité en tant qu'étudiants. Il sera condamné en 1983 à quinze ans d'emprisonnement en compagnie de son amie Janine Louw, libérée depuis, après avoir purgé quatre ans de détention. Tous deux sont issus de familles traditionnelles. Ils furent parmi les premiers à être condamnés pour avoir adopté les thèses de l'ANC. Karl Niehaus, qui avait pour mission d'identifier des cibles de sabotage, était engagé après avoir découvert dans la township d'Alexandria, aux portes de Johannesburg, les conditions de vie des Noirs.

Marion Sparg fut condamnée, en novembre 1986, à vingt-cinq ans d'emprisonnement. Reconnaissable de trois attentats, elle n'a jamais caché appartenir au bras armé de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (la lance de la nation), dont elle avait décidé de faire partie à la suite du raid meurtrier de l'armée sud-africaine au Lesotho en décembre 1982. En prononçant le verdict, le président de la cour lui avait indiqué qu'il considérait comme « une circonstance aggravante le fait qu'elle soit une Sud-Africaine blanche ayant épousé la cause de la révolution ». « Cela aurait été plus compréhensible si un Noir avait entrepris de telles actions », fit remarquer le magistrat. « Mes actes, avait-elle répondu, relèvent du patriotisme et non de la trahison. En tant que Sud-Africaine blanche, je ne me sens rattachée à aucune loyauté envers un gouvernement qui ne s'appuie pas sur la volonté du peuple ».

Damian De Lange, autre révolté, voulait « aider le monde, faire quelque chose pour l'humanité ». L'un de ses amis raconte qu'il pensait que « personne n'était innocent dans ce

pays, que chacun était responsable par le seul fait de sa présence sur ce territoire ». Revenu en Afrique du Sud sous un faux nom, ce dissident avait constitué la cellule de Broderstrom, dont les objectifs n'ont pas été dévoilés mais qui, selon Craig Williamson, ancien chef de la sécurité, préparait « un coup spectaculaire », un attentat qui aurait fait sensation. Une liste de noms, cibles potentielles, aurait également été retrouvée.

Se présentant comme un artiste, De Lange avait loué une ferme dans un coin tranquille. Le groupe des quatre activistes menait une vie paisible, s'occupant des animaux, jardinant. Ils furent surpris dans leur sommeil. Susan Westcott, de nationalité britannique, était la petite amie de De Lange. Née au Swaziland où son père dirige un collège technique, dans ce royaume en bordure du Mozambique, elle haïssait l'apartheid mais abhorrait la violence.

Les deux autres, Iain Robertson et Hugh Lugg, deux anciens étudiants, avaient quitté l'Afrique du Sud pour échapper au service militaire, ce qui est fréquemment le cas parmi les recrues blanches de l'ANC. Tous deux étaient des militants anti-apartheid, d'anciens syndicalistes appartenant à des familles qui n'ont jamais caché leur hostilité au régime. L'acte de Robertson, le professeur Eddie Roux, avait été interdit d'enseignement, car pro-communiste. Lugg avait travaillé à mi-temps dans une mine d'or, ce qui lui avait fait prendre conscience des conditions de vie difficiles des mineurs noirs.

Tous appartenaient à la bonne société, à des milieux aisés ou moyens. Leur procès permettra d'en savoir un peu plus sur les raisons qui les ont fait basculer dans l'activisme politique et la lutte armée. Ils ont rejoint en prison l'un des premiers Sud-Africains blancs condamnés pour avoir subi un entraînement militaire par l'ANC, Eric Folsch, qui s'est vu infliger sept ans de prison en février 1986 à l'âge de vingt et un ans. Encore un inconnu à qui il était reproché d'avoir introduit des armes clandestinement en Afrique du Sud. « Je ne voulais pas faire partie d'une force qui occupe illégalement

la Namibie, a-t-il déclaré à son procès, d'une armée qui déstabilise les pays voisins ».

Eric Folsch, premier Blanc depuis deux décennies à faire officiellement partie d'un mouvement armé destiné à renverser le régime blanc, ajoute son nom à quelques figures célèbres comme Bram Fischer, fils d'un magistrat, qui dirigea le Parti communiste et qui vint d'être gravement blessé lors d'un attentat récent à Maputo, et Dennis Goldberg, condamné à la prison à vie avec Nelson Mandela, libéré en mars 1985. Il y eut aussi Breyten Breytenbach, poète et écrivain aujourd'hui naturalisé français après avoir passé sept ans en prison pour avoir entrepris de fonder une branche blanche de soutien à l'ANC, le mouvement Oikela. Et bien d'autres comme Barbara Hogan, condamnée à dix ans de réclusion en octobre 1982 pour haute trahison, c'est-à-dire collaboration avec l'ANC.

La liste de ces « renégats à leur race », comme le pouvoir les a appelés, est loin d'être exhaustive. Elle s'est singulièrement étoffée au cours de ces dernières années. Des Blancs se retournent contre le régime les armes à la main, posent des bombes pour soutenir la cause de ceux que Breytenbach a désignés comme « ses frères de l'ombre ». Un phénomène qui reste malgré tout marginal. Le pas n'est pas franchi facilement au sein de la communauté africaine où l'on apprend aux enfants à ne pas poser de questions, à ne pas remettre en cause l'autorité, au sein de laquelle le conformisme est une vertu.

### Des « têtes brûlées »

« Vous êtes structurés idéologiquement, psychologiquement, pendant des années », explique Nico Smith, un prêtre africain qui a rompu avec l'établissement pour vivre dans une township. Les africains sont capotés du pouvoir, ils croient qu'ils sont supérieurs, qu'ils sont un peuple élu de Dieu, qu'ils ont une mission spéciale en Afrique... La déstabilisation, la prise de conscience, ne viennent donc pas aisément, encore moins la rébellion ouverte... Le délice se fait souvent au moment où les jeunes doivent aller se battre ou lorsqu'ils découvrent la réalité des ghettos noirs lors des opérations de maintien de l'ordre.

Tom Lodge, universitaire spécialiste de l'ANC, pense que le phénomène s'est amplifié depuis la révolte de ces années passées, le Parti national n'offrant plus d'avenir, plus de solution acceptable de remplacement. Il vient un moment où il faut prendre position : pour ou contre le gouvernement. Tel est le débat qui anime les discussions d'étudiants. Même le libéralisme bon teint n'offre pas une réponse satisfaisante, il faut s'engager, et pas seulement refuser passivement.

Ces prises de position rejoignent l'ANC, organisation multiraciale qui cherche à diviser la communauté blanche et à convaincre ses membres que la vérité et l'avenir sont de son côté. La dissidence n'est, toutefois, le fait que de quelques éléments isolés. Chaque fois, le pouvoir tente de réduire ces défections à un ramassis de « paumés », de « têtes brûlées », tombées dans le piège du « combat de la liberté », des « déracinés », des « illuminés », des « éternels fragiles qui se sont fait bernés ». L'histoire jugera.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Le président Mengistu à Moscou

## M. Gorbatchev presse l'Ethiopie de régler le problème de l'Erythrée

(Suite de la première page.)

Mais elles ont toujours buté sur la revendication d'indépendance avancée par le FPLP. Les autorités centrales n'ont jamais voulu aller plus loin que la reconnaissance du principe d'autonomie régionale, inscrit dans la nouvelle Constitution dont le pays s'est doté l'an dernier.

Les forces gouvernementales ne cessent de lancer des offensives dans le nord du pays ou de répondre, comme ce fut le cas en avril dernier, aux attaques de leurs adversaires. Mais aucun camp n'a réussi à marquer des points décisifs sur le terrain. Les autorités d'Addis-Abeba ont même ordonné, il y a quelques mois, l'évacuation des organisations humanitaires des régions en guerre, « pour leur propre sécurité ».

Le FPLP, d'obédience marxiste, qui reçoit le soutien de certains pays arabes comme la Syrie, a conclu des alliances tactiques avec les forces régionalistes, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) notamment, qui combattent le régime, lui aussi marxiste, du président Mengistu. Les deux parties en conflit n'ont jamais pu s'entendre sur un cessez-le-feu qui aurait permis aux organisations humanitaires de venir en aide aux populations locales menacées par la famine.

La continuation d'un conflit qui prend des allures de guerre de cent ans a fini par créer un malaise profond au sein de l'armée, lasse de combattre sans voir d'issue. Le président Mengistu, lui-même, a admis que l'armée gouvernementale et la milice du peuple « paient un lourd tribut » à la lutte. Il n'empêche qu'en avril dernier la grippe parmi les militaires s'est brutalement traduite par la révolte, voire l'exécution de plusieurs officiers supérieurs.

L'Ethiopie est le pays du tiers-monde qui reçoit de l'Union soviétique l'aide la plus massive. Sa dette militaire dépasserait 3 milliards de dollars et sa dette civile serait supérieure à 2 milliards. Malgré tout, le Kremlin ne s'est jamais dévié de son soutien à Mengistu, les moyens nécessaires pour venir à bout des diverses insurrections qui agitent le pays.

Jusqu'à maintenant, le président Mengistu est resté sourd à tous les appels à la négociation, comme s'il comptait sur la lassitude de ses adversaires pour arriver à ses fins. Etait-ce le signe d'un dégel ? En avril dernier, l'Ethiopie signalait, enfin, un accord de paix avec la Somalie voisine, dix ans après le conflit de l'Ogaden qui les avait

durement opposés. Les deux « sœurs ennemies » acceptaient de rétablir leurs relations diplomatiques et de rapatrier les prisonniers de guerre. Certains observateurs estimaient alors entendre que les autorités d'Addis-Abeba cherchaient ainsi la possibilité de dégarnir leur front sud pour être mieux à même de combattre les « Nordistes » érythréens et tigréens.

L'Ethiopie, qui, comme l'Angola, avait appelé à son secours un contingent militaire cubain, fort de plusieurs milliers d'hommes, peut-elle rester indéfiniment indifférente aux appels à la paix ? Si les autorités angolaises cherchent, aujourd'hui, le moyen de rétablir la sécurité dans leur pays avec le concours des deux Super-Grands, pourquoi celles d'Addis-Abeba ne subiraient-elles pas les pressions de leur allié soviétique pour tenter de trouver un terrain d'entente avec leurs ennemis de l'intérieur, qu'ils soient séparatistes ou simplement régionalistes ? Pour parvenir à ses fins, le Kremlin doit, en tout cas, faire preuve d'un grand doigté car, tout marxiste qu'il soit, le président Mengistu est aussi un farouche nationaliste qui n'aime pas se faire dicter de l'extérieur sa conduite.

JACQUES DE BARRIN.

## PIERRE VILBREAU

PIERRE VILBREAU  
L'indiscrétion



Flammarion

Une enquête au cours de laquelle, de page en page, le mystère s'épaissit... Un style aigu, sec, précis... Il serait dommage de ne pas faire le détour.  
Josyane Savigneau - Le Monde.



## Diplomatie

M. Grosz à Washington

M. Reagan a été « impressionné »  
par l'« ouverture d'esprit » du numéro un hongroisWASHINGTON  
de notre correspondant

Le nouveau numéro un hongrois, M. Karoly Grosz, a été récompensé d'avoir choisi Washington pour sa première visite dans un pays occidental : il a eu droit, mercredi 27 juillet, à des paroles particulièrement amicales de la part du président Reagan, qui s'est dit « impressionné par l'ouverture d'esprit » (de ses visiteurs hongrois) « aux nouvelles idées », et a estimé « encourageant le fait que les Hongrois reconnaissent que les réformes économiques ne peuvent pas réussir si elles ne vont pas de pair avec des réformes politiques ».

De son côté, un haut responsable anonyme de l'administration expliquait devant la presse que, pour Washington, la Hongrie constituait « l'exemple de pointe pour les réformes et la liberté ». Les Américains ont rappelé à leur interlocuteur toute l'importance qu'ils accordaient au respect des droits de l'homme, domaine dans lequel le comportement des autorités de Budapest n'est pas jugé tout à fait satisfaisant (Washington regrette que certains dissidents hongrois ne soient pas autorisés à voyager à l'étranger, et déplore l'attitude brutale de la police lors d'une récente manifestation à Budapest, à l'occasion de l'anniversaire de l'exécution d'Imre Nagy, symbole de l'insurrection de 1956).

Mais l'ambiance était plutôt à la congratulation. M. Reagan se montrant ravi d'entendre le nouveau chef du parti hongrois faire l'éloge de l'initiative privée, et insister sur son désir de faciliter des investissements américains dans son pays.

Avant d'entamer sa visite officielle, M. Grosz avait d'ailleurs passé une semaine aux États-Unis, pour rencontrer des hommes d'affaires et des banquiers (à l'occasion de la conférence de la dette extérieure hongroise - 17 milliards de dollars - est considérable), sans compter les responsables du Fonds monétaire international, dont la Hongrie fait partie depuis 1982.

Que M. Grosz ait accepté, avant toute autre invitation, celle des Américains, ne peut pas passer véritablement pour une audace vis-à-vis de Moscou. Les relations soviéto-américaines n'ont jamais été aussi

bonnes et M. Mikhail Gorbatchev a en quelque sorte ouvert la voie aux protégés de l'URSS en venant à Washington en décembre dernier. Il n'empêche que c'est la première visite d'un numéro un hongrois aux États-Unis depuis la deuxième guerre mondiale, et par la même occasion la première visite d'un numéro un est-européen à Washington depuis dix ans.

Réchauffement  
avec la Pologne

Autre signe que les temps ont bien changé : M. Grosz n'était pas encore parti que le ministre polonais des Affaires étrangères, M. Tadeusz Olechowski, arrivait à Washington, mercredi.

Même si le « rang » protocolaire du visiteur est moins élevé, cette visite est sans doute encore plus significative, les relations entre Washington et Varsovie ayant été, ces dernières années, infiniment plus mauvaises qu'entre Washington et Budapest.

M. Olechowski - qui a plus une réputation de diplomate courtois que de politicien - n'occupe son nouveau poste que depuis la fin du printemps, et lui aussi a commencé par prendre le chemin de Washington - sans même aller se présenter auparavant à Moscou ni à la capitale polonaise. Sa venue marque une nouvelle étape du lent réchauffement des relations américano-polonaises, complètement gelées après l'instauration de l'état de guerre en Pologne par le général Jaruzelski, en décembre 1981.

Les États-Unis avaient alors imposé des « sanctions » économiques à la Pologne tout en manifestant ouvertement et concrètement leur soutien à Solidarnosc, tandis que le général Jaruzelski et ses proches faisaient de Washington la source de tous leurs maux.

Ce n'est qu'à partir de 1986 que l'atmosphère a, très progressivement, commencé à changer - à la fois parce que l'opposition polonaise, de même que l'Église, avaient fait comprendre à Washington qu'il fallait à présent explorer d'autres voies, et parce que le régime de Varsovie était contraint de tenir compte du poids déterminant des États-Unis dans les instances financières internationales.

A l'automne 1987, tandis que les deux pays, après n'avoir été longtemps représentés que par des chargés d'affaires, décidaient enfin d'échanger des ambassadeurs, le vice-président George Bush s'était rendu en Pologne.

M. Bush s'est alors beaucoup montré en compagnie de M. Lech Walesa, sans que ses hôtes officiels ne cherchent sérieusement à s'y opposer : à l'inverse, lors de la brève flambée de grèves qu'a connue la Pologne au printemps, l'administration américaine a manifesté son soutien à l'opposition polonaise, mais en observant une certaine retenue.

C'est dans cet esprit « réaliste » et « constructif » que la partie américaine aborde la visite de M. Olechowski, tandis que les Polonais, de leur côté, soulignent qu'ils ne viennent pas à Washington réclamer un traitement de faveur, mais réclament un traitement « normal ».

Varsovie souhaite, en particulier, pouvoir au moins bénéficier de crédits commerciaux qui lui permettraient, entre autres, d'acquiescer des Boeing américains. Ce qui constitue aussi un signe de changement puisque jusqu'à une période récente aucun pays est-européen, à l'exception de la Roumanie, n'osait acheter d'avions de ligne ailleurs qu'en URSS.

JAN KRAUZE.

■ CANADA : M. Fortier, négociateur dans le conflit de la pêche avec la France, nommé ambassadeur à l'ONU. — M. Yves Fortier, négociateur canadien dans le conflit de la pêche avec la France, a été nommé ambassadeur du Canada aux Nations unies, en remplacement de M. David Lewis, dont le mandat expire à la fin de ce mois, a annoncé, mercredi 27 juillet, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures canadiennes, M. Joe Clark.

Avocat de formation, M. Fortier, cinquante-deux ans, avait été chargé, en août 1987, de diriger les négociations du Canada dans la « guerre de la morue » avec la France. Le conflit porte à la fois sur l'attribution des quotas de pêche et la délimitation des frontières maritimes au sud de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, qu'Ottawa et Paris se disputent. — (AFP)

Le dégel germano-soviétique

M. Genscher se rend à Moscou  
pour préparer la venue du chancelier KohlBONN  
de notre correspondant

Les grands desseins ne manquent pas à Bonn à la veille de la visite officielle en URSS de M. Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, attendu le vendredi 29 juillet à Moscou. La diplomatie ouest-allemande est une véritable ruée où l'on semble vouloir rattraper le temps perdu, ces six longues années durant lesquelles Moscou a boudé M. Helmut Kohl. La brouille est maintenant terminée : le chancelier fédéral se rendra au Kremlin le 24 octobre et le voyage de son ministre des Affaires étrangères sort avant tout de préparer cette rencontre.

Bonn veut faire de ce sommet un grand succès. « Cela pourrait devenir le voyage le plus important du chancelier », explique M. Horst Teltschik, conseiller de M. Kohl pour les questions de sécurité et de politique étrangère. Les services concernés travaillent d'arrache-pied depuis déjà trois mois. La RFA veut, comme l'a déclaré, mercredi, le porte-parole du gouvernement, « explorer comment développer à l'avenir les relations germano-soviétiques dans tous les domaines ». Bonn entend progresser à la fois sur les terrains politique, économique, scientifique, technique, culturel et humanitaire.

Selon M. Teltschik, Moscou, de son côté, attend beaucoup du retour du chancelier fédéral. Bonn y voit le signe d'une reconnaissance soviétique pour les positions allemandes dans le débat sur le désarmement et les rapports Est-Ouest. Les diplomates ouest-allemands pensent aussi que la semi-vacance du pouvoir aux États-Unis, alors que la campagne présidentielle bat son plein, fige momentanément les rapports Moscou-Washington, ce dont les Européens doivent profiter.

Concrètement, M. Kohl devrait se rendre en octobre au Kremlin avec sous son bras un « paquet » de propositions précises destinées à M. Mikhail Gorbatchev. Le chancelier a déjà offert l'aide de la RFA dans le domaine médical, de même qu'une coopération destinée à améliorer la sécurité des centrales nucléaires soviétiques. Il pourrait aussi proposer une collaboration

entre universités sur une vaste échelle et relancer son idée de former des ingénieurs et des gestionnaires soviétiques en Allemagne fédérale. Par ailleurs, la RFA serait prête à coopérer dans le domaine spatial avec l'URSS. M. Genscher se rend donc sur place pour tester l'accueil que réserveront les Soviétiques à ce catalogue. Il s'y rend aussi pour connaître les vœux soviétiques car, d'après M. Teltschik, la liste de leurs souhaits « ne cesse de s'allonger ».

Les « Allemands  
de Russie »

En contrepartie, la RFA espère obtenir des engagements sur plusieurs points. Elle veut notamment que l'URSS accepte automatiquement dans tout accord bilatéral l'inclusion de Berlin-Ouest. M. Kohl désire ensuite évoquer le sort des « Allemands de Russie ». Il souhaite non seulement que les procédures

d'émigration soient allégées (la situation s'est nettement améliorée depuis l'été 1987), mais aussi que ceux qui demeurent en URSS puissent obtenir des visas pour la RFA. Il espère enfin garantir pour eux la possibilité d'entretenir leur culture allemande. En outre, le chancelier évoquera les relations RFA-RDA et l'avenir de l'Allemagne dans son ensemble avec le numéro un soviétique.

Le menu de M. Genscher est copieux pour un séjour de quarante-huit heures. Nul doute pourtant qu'il abordera aussi les dossiers Est-Ouest, notamment les négociations de Vienne sur la réduction des armes conventionnelles. On espère à Bonn une réponse de M. Edouard Chevardnadze à la récente proposition franco-allemande de supprimer la pause estivale afin de progresser plus vite.

(Inédit.)

## Un plan de paix de l'ONU pour le Sahara occidental

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, devrait communiquer, la semaine prochaine, un plan de paix pour résoudre le conflit du Sahara occidental, qui oppose, depuis douze ans, le Maroc au Front Polisario, branche armée de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) depuis 1984. Ce plan prévoyait un cessez-le-feu, le gel de la présence marocaine et un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Il fait suite aux pourparlers indirects menés depuis 1983 par le P. Perez de Cuellar avec la coopération de l'OUA, après l'échec des efforts de cette dernière pour ramener la paix dans cette région.

Le rapprochement algéro-marocain esquissé il y a deux mois avec la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays devrait faciliter la négociation. Depuis le retour en décembre dernier d'une mission technique de l'ONU chargée d'étudier les modalités du référendum, des discussions séparées ont eu lieu dans la plus grande discrétion entre l'Organisation internationale

et les deux parties, le Maroc et le Front Polisario.

Après le cessez-le-feu, la présence marocaine ne serait pas suspendue mais « gelée », contrairement aux exigences du Front Polisario. Ce référendum, dont les préparatifs devraient durer près de six mois, mobiliserait sur place un personnel de deux mille personnes.

■ Nouvelle rencontre algéro-soviétique à Genève sur le Proche-Orient. — Le secrétaire d'État adjoint américain pour le Moyen-Orient, M. Richard Murphy, rencontrera son homologue soviétique les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> août à Genève, avant de se rendre en Israël, en Jordanie, en Égypte et en Syrie. Les deux hommes se réuniront régulièrement, leur dernier entretien remontant au mois de mars. Le porte-parole du département d'État, M. Charles Radman, a indiqué que M. Murphy discuterait avec M. Vladimir Pavlov, directeur du département Proche-Orient et Afrique du Nord au ministère soviétique des Affaires étrangères, de la paix entre Israël et les pays arabes et de l'évolution de la situation dans le Golfe. — (AFP)

M. Gorbatchev mettait en cause  
dès 1986 les doctrines brejnéviennes  
sur le rapport de forces

La mise en cause de la politique étrangère brejnévienne et de la responsabilité de l'ancienne direction soviétique dans la course aux armements avait commencé plus tôt qu'il n'était admis jusqu'à présent. M. Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, vient en effet de faire connaître une déclaration que M. Gorbatchev avait faite en mai 1986 devant une conférence de son ministère, mais qui n'avait pas été publiée à l'époque.

Parlant du rapport des forces, le secrétaire général du parti affirmait : « Le principe qui s'est ancré dans les esprits et les actions de certains stratèges, selon lequel l'Union soviétique peut être aussi forte que toute coalition potentielle des États qui lui sont opposés, est absolument incohérent ».

Suivre ce principe équivaut manifestement à agir contre les intérêts nationaux. Nous ne pouvons nous offrir le luxe de copier les États-Unis, l'OTAN et le Japon dans toutes leurs innovations technico-militaires ».

Sans doute M. Gorbatchev avait ajouté aussitôt que la sécurité du pays exigeait des « forces militaires d'élite équipées et entraînées », mais le message était clair : il n'était plus question de poursuivre la surarmement à tout va, entreprise au nom du principe - non proclamé ni non plus à l'époque - d'une supériorité de l'URSS sur l'ensemble uni de ses adversaires.

M. Chevardnadze, qui a pris la parole lundi 25 juillet à une nouvelle conférence du ministère des Affaires étrangères, et dont les propos sont résumés par la Pravda du 26 juillet, a également donné des précisions sur les mesures de démocratisation envisagées dans son secteur à la suite de la récente conférence du parti.

Selon lui, il convient désormais « que toutes les administrations chargées de l'activité militaire et de l'industrie militaire soient soumises au contrôle des instances supérieures d'État ».

autrement dit du Soviet suprême de l'URSS. Cela concerne, a-t-il poursuivi, « les questions de l'emploi de la force militaire hors des frontières nationales, les plans et la programmation militaires, l'ouverture des budgets militaires dans leur articulation essentielle avec le problème de la sécurité nationale ».

En bref, il ne devrait plus être possible d'envoyer des troupes dans un autre pays sans avis du Parlement, ou au moins de sa commission de la défense (qui n'existe pas actuellement).

M. Chevardnadze ajoute d'ailleurs que, « lorsqu'il s'agit du destin du pays, l'apparition de points de vue divers et parfois diamétralement opposés est un phénomène légitime ». Il note encore au passage que le retrait soviétique d'Afghanistan a donné naissance à une « réaction en chaîne » pour le règlement d'autres conflits régionaux.

Le ministre des Affaires étrangères démolit une autre vieille théorie sur la coexistence pacifique : « Dans le contexte de l'ère nucléaire, dit-il, c'est tout à fait à tort que nous nous rendons à juste titre que nous nous rendons à la lutte des classes. La coexistence fondée sur les principes de non-agression, de respect de la souveraineté et de l'indépendance, de non-ingérence dans les affaires intérieures, etc., ne peut être identifiée à la lutte des classes. Le combat des deux systèmes opposés n'est plus la tendance déterminante de l'époque moderne ».

A la différence de la doctrine sur le rapport des forces militaires, les formules incriminées sur la coexistence étaient, elles, tout à fait publiques et constituaient le B.A.B.A. de l'enseignement en matière de relations internationales. Les écoliers soviétiques ont déjà été privés de manuels d'histoire pour un an, il faudra sans doute procéder de même dans d'autres domaines.

M. T.

## Afghanistan

Violents combats  
sur plusieurs fronts

Un officier soviétique a été tué et trois autres ont été faits prisonniers, le 18 juillet, dans une embuscade tendue par des moudjahidines près de la grande base de Shindand (est de l'Afghanistan), en cours d'évacuation par l'armée rouge. Cette information a été fournie, mercredi 27 juillet, par la résistance, qui a annoncé que des tractions étaient en cours, sur le terrain, pour la libération des trois prisonniers.

Selon les mêmes sources, des combats ont fait une centaine de morts dans la province de Kandahar, dans le sud-est de l'Afghanistan, les pertes étant pratiquement égales dans les deux camps. Entre-temps, des sources diplomatiques occidentales à Islamabad (Pakistan) ont annoncé que les défenses de Kaboul avaient été renforcées à la suite des fins de requêtes du week-end dernier. L'Allemagne de l'Ouest envisagerait, pour des raisons de sécurité, une réduction de son personnel diplomatique à Kaboul. Washington a indiqué, de son côté, qu'aucune mesure de ce genre n'était prévue pour l'instant.

Enfin, selon Radio-Kaboul, deux groupes de résistants auraient été anéantis dans la ville de Mohammad-Agha, à 30 kilomètres au sud-est de Kaboul. Dans ce secteur, selon des diplomates occidentaux au Pakistan, dix-huit Soviétiques auraient été tués au cours de combats la semaine dernière. (AFP-Reuters.)

## Colombie

Le gouvernement refuse  
de participer  
au « dialogue national »

Le gouvernement colombien a annoncé mercredi 27 juillet son refus de participer à la rencontre de « dialogue national » proposée pour vendredi par l'Organisation de guérilla M-19. La communauté, publiée par le ministre de l'Intérieur, M. Cesar Gaviria, précise qu'un projet de loi d'amnistie pour les guérilleros sera présenté au Parlement, mais qu'il est impossible d'accorder, comme l'avait

demandé la veille le M-19, des sauf-conduits aux dirigeants de la guérilla pour qu'ils participent à une rencontre dans la capitale.

Le communiqué du gouvernement a été publié à la suite d'une entrevue entre le président Virgilio Barco et le président de la conférence épiscopale latino-américaine, Mgr Darío Castrillon, évêque de Pereira (centre ouest de la Colombie), qui couvre en tant que médiateur et avait invité le gouvernement à participer à la rencontre de vendredi. La « dialogue national », auquel devaient participer toutes les forces du pays - guérilla, parti, Église, syndicats - avait été envisagé après la libération par la guérilla du leader conservateur Alvaro Gomez Hurtado (le Monde du 27 juillet). — (AFP)

## Cuba

Fidel Castro :  
pas de « perestroïka »

Dans un discours prononcé à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'assaut de la caserne Moncada, M. Fidel Castro a réaffirmé, mardi 26 juillet, qu'il n'y aurait pas de « perestroïka » à Cuba, mais « une lutte pour la pureté de la révolution ». S'adressant aux Cubains qualifiés de « faibles d'esprit » qui regardent trop vers les solutions en cours à Moscou, le chef de l'État a lancé : « La révolution cubaine est créatrice et ne copie pas », en précisant que les différences avec l'Union soviétique ne constituent pas un problème dans les relations, qualifiées d'« excellentes », entre les deux pays.

En affirmant que l'île des Caraïbes « n'adoptera jamais la méthode du capitalisme » et qu'il n'y aura pas de pluri-partisme dans l'île, le numéro un cubain a, d'autre part, évoqué le menace de l'impérialisme qui tente d'« étouffer la révolution et [de] la diviser ». Ce discours, prononcé alors que le pays est depuis plus d'un an lancé dans un programme de « rectification » (le Monde du 28 juillet), intervient au moment même où le Sénat américain approuve l'octroi de 7,5 millions de dollars pour la création d'une station de télévision américaine dont les émissions seraient diffusées sur Cuba. Le projet, qui doit encore être examiné par une commission mixte du Congrès, permettra, selon l'un de ses défenseurs, le sénateur démocrate Ernest Hollings, d'« accélérer la libre diffusion d'information vers nos amis à Cuba ». — (AFP)

## Grèce

« City-of-Poros » :  
les armes provenaient  
de Libye

Les armes retrouvées à bord du bateau City-of-Poros et dans la voiture qui a explosé dans la banlieue athénienne sont d'origine libyenne et italienne ; elles avaient été achetées par la Libye, a confirmé mercredi 27 juillet le ministre grec de l'ordre public, M. Anastasios Silioti.

Citant Interpol, dont les autorités grecques ont demandé la collaboration, M. Silioti a précisé au cours d'une conférence de presse que les armes retrouvées sont un pistolet de type Browning fabriqué à Herstal (Belgique) et deux fusils Beretta automatiques italiens, faisant partie de lots achetés par la Libye (en 1975 et 1978) pour les Baretta, en 1980 pour le pistolet.

Le ministre grec a cependant souligné que la Grèce ne mettrait « aucunement » en cause la Libye, « il se peut et il est même très probable que ces armes ont été volées » ou « sont passées aux mains de terroristes sans le consentement du gouvernement libyen », a-t-il dit.

M. Silioti a souligné que l'ambassade libyenne, qui « s'est inquiétée » de ces informations, avait reçu l'assurance que « nous ne les impliquerions pas dans cette affaire ». Les relations entre la Grèce et le régime du colonel Kadhafi ont été longtemps plus que cordiales. — (AP, AFP)

## Panama

M. Reagan n'aurait pas  
renoncé à se débarrasser  
du général Noriega

Le président Ronald Reagan a critiqué publiquement, mercredi 27 juillet, le général panaméen Noriega, mais en refusant de faire tout commentaire sur des informations publiées le jour même par le Washington Post, selon lesquelles, la Maison Blanche aurait approuvé de nouvelles actions clandestines pour écarter l'homme fort du Panama.

Selon le Washington Post, qui cite des sources gouvernementales et parlementaires, le président américain aurait approuvé, par écrit, un document envisageant de nouvelles opérations secrètes contre M. Noriega. La Congrès et le président panaméen destitué Eric Delvalle, chassé du pouvoir le 26 février dernier, en auraient été informés à leur tour.

Selon la chaîne de télévision NBC, M. Reagan, dont la politique de sanctions économiques envers Panama n'a pas obtenu le résultat désiré, aurait également rejeté une proposition du secrétaire d'État George Shultz d'anéantir le général Noriega pour pouvoir le traduire en justice aux États-Unis où il est accusé de trafic de drogue. — (AFP)

## URSS

Mouvements  
de population  
entre l'Arménie  
et l'Azerbaïdjan

Quelque 20 000 Azéris vivant en Arménie, soit plus de 4 000 familles, se sont réfugiés en Azerbaïdjan depuis le début de l'agitation nationaliste en Transcaucasie, en février.

En sens inverse, 7 255 Arméniens, soit 1 600 familles, ont quitté au cours de la même période l'Azerbaïdjan pour s'installer en Arménie, selon les statistiques officielles fournies le 15 juillet. Les premiers ministres arméniens et azerbaïdjanais, MM. Fazel Sarkisjan et Gassan Seldov, se sont entretenus au téléphone, mardi 26 juillet, de ce problème des réfugiés des deux républiques, a rapporté, mercredi, la Pravda. Le quotidien a par ailleurs souligné que « la situation morale et psychologique demeure tendue » en Arménie.

Enfin, le militant nationaliste arménien Parviz Afkian, déchu la semaine dernière de sa nationalité soviétique (le Monde du 28 juillet), a obtenu l'asile politique aux États-Unis, après en avoir fait la demande auprès de l'ambassade américaine à Addis-Abeba. — (AFP)

## Proche

Après la

## L'Irak accentue sa

Le ministre irakien de l'Intérieur, M. Ibrahim al-Jabouri, a déclaré mercredi 27 juillet que le régime de Bagdad « ne se laisserait pas impressionner par les menaces américaines ». Il a souligné que l'Irak « ne craint pas la guerre » et qu'il « est prêt à affronter toute agression ». M. al-Jabouri a également déclaré que l'Irak « ne se laisserait pas impressionner par les menaces américaines » et qu'il « est prêt à affronter toute agression ».

Le ministre irakien de l'Intérieur, M. Ibrahim al-Jabouri, a déclaré mercredi 27 juillet que le régime de Bagdad « ne se laisserait pas impressionner par les menaces américaines ». Il a souligné que l'Irak « ne craint pas la guerre » et qu'il « est prêt à affronter toute agression ».

Le ministre irakien de l'Intérieur, M. Ibrahim al-Jabouri, a déclaré mercredi 27 juillet que le régime de Bagdad « ne se laisserait pas impressionner par les menaces américaines ». Il a souligné que l'Irak « ne craint pas la guerre » et qu'il « est prêt à affronter toute agression ».

Le ministre irakien de l'Intérieur, M. Ibrahim al-Jabouri, a déclaré mercredi 27 juillet que le régime de Bagdad « ne se laisserait pas impressionner par les menaces américaines ». Il a souligné que l'Irak « ne craint pas la guerre » et qu'il « est prêt à affronter toute agression ».

Les Kurdes irakiens et les Kurdes iraniens  
redoutent l'après-guerre

La décision de Bagdad et de Téhéran d'engager sous l'égide de Nations unies des négociations de paix a été accueillie avec une certaine réserve par les Kurdes irakiens et iraniens. Ils craignent que la guerre ne soit que temporairement suspendue, et qu'ils ne soient finalement abandonnés à leur sort.

Les Kurdes irakiens et iraniens craignent que la guerre ne soit que temporairement suspendue, et qu'ils ne soient finalement abandonnés à leur sort. Ils craignent que la guerre ne soit que temporairement suspendue, et qu'ils ne soient finalement abandonnés à leur sort.

Les Kurdes irakiens et iraniens craignent que la guerre ne soit que temporairement suspendue, et qu'ils ne soient finalement abandonnés à leur sort. Ils craignent que la guerre ne soit que temporairement suspendue, et qu'ils ne soient finalement abandonnés à leur sort.

Les Kurdes irakiens et iraniens craignent que la guerre ne soit que temporairement suspendue, et qu'ils ne soient finalement abandonnés à leur sort. Ils craignent que la guerre ne soit que temporairement suspendue, et qu'ils ne soient finalement abandonnés à leur sort.



## Proche-Orient

Après ses succès militaires

### L'Irak accentue sa pression diplomatique sur l'Iran

Fort de ses succès militaires, l'Irak fait monter les enchères sur le plan diplomatique. « J'affirme nettement que l'Irak ne se laissera pas intimider par les pressions étrangères », déclare le secrétaire général du POU, M. Javier Perez de Cuellar, le chef de la diplomatie irakienne. M. Tarek Aziz, a annoncé mardi 27 juillet, la fin de la phase de négociations directes avec les Iraniens.

Un climat tendu et difficile s'est instauré dans les négociations directes à New-York par le secrétaire général avec les ministres des Affaires étrangères des deux belligérés. Selon des sources bien informées, M. Perez de Cuellar serait inquiet des prises de position très tranchées exprimées publiquement par M. Tarek Aziz.

Celui-ci, en arrivant à l'ONU, a déclaré devant les caméras de télévision les exigences de Bagdad concernant les négociations directes avec les Iraniens. M. Ali Akbar Velayati, en ajoutant qu'un « pas » ne pouvait signifier que les Iraniens (...) ne sont pas satisfaits de leur volonté de paix.

M. Tarek Aziz avait ajouté que Bagdad insistait sur des garanties « sans réserve », une référence indirecte à M. Perez de Cuellar qui n'a pas cessé que le temps pressait si l'on voulait mettre un terme aux hostilités. Le secrétaire général a toutefois indiqué mercredi qu'il n'avait fait de suggestions sur son plan de paix fondé sur la résolution 598 et qu'il attendait désormais les réponses des deux parties.

La deuxième journée s'est terminée par un long entretien du secrétaire général avec M. Velayati. A la fin, celui-ci a affirmé que « les Irakiens essaient de compliquer la tâche des négociateurs ». De cette manière, il a confirmé le climat général. Apparemment l'ambassadeur irakien auprès des Nations unies, M. Mohammad Jafar Mahallati, a accusé l'Irak de chercher à imposer des conditions aux pourparlers de

paix pour empêcher la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité. Néanmoins, le chef de la diplomatie irakienne a annoncé qu'il examinait « très positivement » les propositions de M. Perez de Cuellar. Sur un ton ferme, M. Velayati a estimé aussi que « le Conseil de sécurité doit faire quelque chose » pour éviter que les Irakiens ne sabotent les pourparlers. Le représentant de l'Iran a accusé de nouveau l'armée irakienne d'employer des armes chimiques sur le front.

M. Perez de Cuellar a indiqué que, jeudi, il n'aurait pas d'entrevue avec les ministres irakien et iranien, en attendant que ceux-ci aient étudié ses propositions. « Je suis toujours encouragé quand je vois tous les interlocuteurs intéressés par une solution pacifique », a encore déclaré le secrétaire général. En ce qui concerne les « négociations directes » exigées par l'Irak, M. Perez de Cuellar a révélé qu'il n'avait pas abordé ce sujet avec M. Velayati. Par ailleurs, le secrétaire général a insisté sur le fait qu'il attendait « le retour de la mission technique » envoyée à Bagdad et à Téhéran pour fixer le jour d'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

#### Revers et mobilisations

Tandis que, sur le front, la situation restait toujours aussi confuse, les Irakiens ont indirectement reconnu la gravité des revers enregistrés par leurs forces ces derniers jours. La radio officielle a, en effet, estimé mercredi que l'Irak traversait actuellement « une situation très délicate ». De plus, les autorités ont décidé de fermer les facultés de médecine et de droit afin de permettre aux étudiants comme aux enseignants de monter au front. Mardi, le Parlement avait annoncé l'interruption de ses travaux de façon que les députés volontaires puissent également rejoindre la ligne de feu.

De son côté, le premier ministre irakien, M. Mir Hossein Mousavi, a déclaré que, aux yeux de Téhéran, une paix « durable et honorable » ne pouvait s'obtenir qu'en combattant l'agression irakienne.

L'annonce par les Irakiens de leur retrait sur la frontière internationale a l'issue de leurs incursions de ces derniers jours en Iran ne semble pas avoir fait baisser l'intensité des combats. Chacun des deux belligérés s'attribue des succès, sans que l'on puisse exactement savoir qui occupe, aujourd'hui, les différentes localités, en territoire iranien, que Bagdad affirme avoir atteintes puis quittées et que Téhéran déclare avoir « libérées » ou domine encore occupées par les forces irakiennes. Bagdad chiffre en outre à 12 000 le nombre de soldats iraniens capturés la semaine dernière, ce qui porterait à près - ou plus, selon les sources - de 30 000 le nombre de prisonniers iraniens en Irak. Selon la Croix-Rouge internationale, l'Irak détiendrait à lui, quelque 50 000 militaires iraniens. Prisonniers qui devront tous, aux termes de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, être échangés « sans délai après la fin des hostilités actives ».

D'autres chiffres, qui paraissent à première vue grandement exagérés, sont apparus mercredi dans la guerre de propagande que se livrent les belligérés : les Moudjahidines du peuple iraniens ont affirmé avoir mis « au moins 30 000 gardiens de la révolution iraniens » hors de combat lors de l'offensive déclenchée lundi par le mouvement de M. Radjavi (basé à Bagdad) dans le centre du front.

D'autre part, les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils n'établissent aucune condition préalable à l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement irakien, tout en estimant que la libération des neuf Américains toujours retenus en otage au Liban représenterait un grand pas en avant. « Nous avons essayé de faire des ouvertures vers leur gouvernement depuis plusieurs mois », mais les Irakiens n'ont donné aucune réponse, a déclaré mercredi le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. « S'ils veulent faire un signe pour de meilleures relations, la première chose à faire est de libérer les otages », a-t-il encore dit. — (AFP.)

### Les Kurdes irakiens et les Kurdes iraniens redoutent l'après-guerre

La décision de Bagdad et de Téhéran d'engager sous l'égide des Nations unies des négociations en vue de mettre fin à la guerre du Golfe a provoqué une vive inquiétude chez les peshmergas (combattants kurdes) irakiens et iraniens. Ces derniers, qui avaient en quelque sorte profité de la guerre pour conquérir une autonomie relative, redoutent les conséquences d'un éventuel cessez-le-feu.

De retour à Washington, où il a plaidé la cause des Kurdes irakiens auprès du département d'Etat, M. Jalil Talebani, chef de la principale formation des peshmergas du Kurdistan irakien, a déclaré, à Londres, au Guardian qu'il s'attendait à une dégradation de la situation de ses combattants qui, a-t-il dit, souffriront davantage et seront obligés de se replier dans les montagnes. Avec l'aide des Iraniens, les peshmergas irakiens avaient, au cours des deux dernières années, pris le contrôle de portions non négligeables de la plaine du Kurdistan irakien. M. Jalil Talebani estime que ses peshmergas devront désormais faire face à toute la puissance de l'armée irakienne rendue disponible par un éventuel accord de paix. « Nous devons alors changer de tactique, mais nous continuerons la lutte sous d'autres formes », dit-il, laissant ainsi entendre que les peshmergas d'Irak reviendront à la stratégie de la guérilla qu'ils avaient un peu imprudemment abandonnée pour tenter de se lancer dans une guerre conventionnelle aux côtés des Iraniens.

De passage à Paris, le cheik Ezzeddine Hossaini, chef spirituel « sunnite » du Kurdistan iranien, qui jouit du respect de la plupart des formations de peshmergas iraniens, se montre moins inquiet sur le sort des maquisards qui, dit-il, sont solidement installés dans le Kurdistan iranien et bénéficient de l'entière confiance des populations locales : « La guerre entre les Kurdes iraniens et le gouvernement de Téhéran, nous

dit-il, existait bien avant la guerre entre l'Irak et l'Iran et elle continuera, quelle que soit l'issue des négociations actuelles entre Bagdad et Téhéran, tant que nous n'aurons pas obtenu la reconnaissance de nos droits nationaux ».

Ne craint-il pas un éventuel lâchage des Irakiens qui fournissent aux peshmergas iraniens une aide logistique non négligeable ? « J'estime », répond-il, que la guérilla kurde en Iran puisse être privée de certains avantages et d'être de plus grandes difficultés dans sa lutte. Il ne croit cependant pas à la possibilité d'une répétition du drame du PDK du général Barzani. Ce mouvement s'effondra en l'espace de quelques jours lorsque le chah conclut, en mars 1975, avec M. Saddam Hussein l'accord d'Alger, aux termes duquel il s'engageait à former ses frontières avec le Kurdistan irakien. « Nous avons, dit-il, profité de l'armée irakienne du passé et les organisations kurdes iraniennes ont su garder, malgré quelques arrangements tactiques avec Bagdad, leur indépendance ».

Les peshmergas iraniens sont-ils vraiment indépendants à l'égard de l'Irak ? Le cheik Hossaini se montre sceptique. « Dans l'intérêt de notre cause, dit-il, nous sommes tenus à une certaine retenue dans nos appréciations et nos déclarations publiques. C'est ainsi que, tout en déplorant l'utilisation par Bagdad de l'armée chimique contre les Kurdes irakiens, il affirme ne pas avoir jugé utile de condamner publiquement « le drame de Halabja ». « Le monde entier l'a fait, dit-il. Il n'était donc pas nécessaire que je le fasse moi-même », ajoutant presque comme pour s'excuser : « Les Kurdes se trouvent dans une situation très difficile. Par souci tactique, ils sont obligés d'accepter certaines choses désagréables qui nous ont été imposées par la guerre irano-irakienne ».

JEAN GUEYRAS.

## Europe

« Première » dans un pays communiste

### Un journal polonais publie le « rapport secret » de 1956 de Khrouchtchev sur Staline

La revue *Polityka*, organe du comité central du Parti communiste polonais (POUP), a publié mercredi 27 juillet, pour la première fois, le texte intégral du remarquable rapport secret de Nikita Khrouchtchev au vingtième congrès du Parti communiste soviétique (PCUS) en 1956, sur le « culte de la personnalité » et les crimes de Staline.

Sa reproduction, avec un retard de treize ans, n'en est pas moins une « première » dans les pays du bloc soviétique, notent les observateurs. Le discours de l'ancien chef du PC soviétique avait été à ce jour uniquement publié en Occident grâce, laisse entendre *Polityka*, à la complicité de typographes polonais qui en avaient, dans le plus grand secret, imprimé plusieurs exemplaires de plus. *Polityka* rappelle que le texte du discours se vendait au marché aux puces à Varsovie peu de temps après le vingtième congrès.

#### Maurice Thorez, Khrouchtchev et Boukharine

FR 3 a consacré une heure à l'Union soviétique dans le cadre d'une émission spéciale de « Soir 3 plus », le mardi 26 juillet. A l'occasion de la conférence nationale du PCUS, Gilles du Jonchay a réalisé un entretien avec le gendre de Nikita Khrouchtchev, Alexis Adjoubel, le 29 juin à Moscou, sur le vingtième congrès du Parti communiste soviétique, en 1956.

Au sujet des « pages blanches » de l'histoire de l'URSS, Alexis Adjoubel a déclaré : « Je me souviens très bien qu'un moment du vingtième congrès, on parlait de réhabiliter politiquement des hommes comme Boukharine, Rykov, Kamenov, etc., mais Khrouchtchev a eu peur de le faire. Et c'est pour ça qu'il a fait ça : il a écrit pour être grandement influencé, par les chefs des PC occidentaux, y compris Maurice Thorez, par exemple, qui a dit directement à Khrouchtchev, et ce je l'ai entendu moi-même, qu'il ne devait attendre, qu'on ne pouvait pas, d'un seul coup, dénouer tous ces serpents ». Selon M. Adjoubel, le secrétaire général du PCF aurait fait remarquer à son interlocuteur que les PC occidentaux avaient déjà assez à faire pour « assimiler ce qui s'est passé avec le culte de Staline ».

« Et voilà, c'est comme ça que pendant trente ans, remarque ce témoin historique, ont été freinées les réhabilitations politiques de ces personnes. Ils n'étaient pas réhabilités, mais ils étaient considérés comme des ennemis du peuple. »

La révélation des crimes commis par le « petit père des peuples », indique la revue, avait été un « choc énorme » pour les communistes du monde entier. Nombre d'entre eux - dont des responsables de premier plan - se sont refusés, pendant longtemps, à y accéder. Ils y voyaient « des accusations et des intrigues impérialistes ». Selon *Polityka*, ce traumatisme a provoqué la mort à Moscou en 1956, au lendemain du vingtième congrès, de l'ancien premier secrétaire du PC polonais, Boleslaw Bierut, qui avait assisté aux débats de l'assemblée.

Après le mouvement de révolte d'octobre 1956 en Pologne, le texte du discours avait été mis au secret dans les archives à Varsovie, pour *Polityka*. « Tout le monde en connaissait la teneur mais ne laissait rien paraître. Il était interdit d'y faire référence. Mais, une fois de plus, il s'est avéré que, tôt ou tard, on doit dire à haute voix ce que tout le monde chuchote », écrit la revue.

[Les révélations apportées par ce texte ont été depuis lors diffusées de 1961 avec les interventions publiques de Khrouchtchev au vingt-deuxième congrès à Moscou et, plus encore, depuis environ un an avec les détails de la « glasnost ». En 1956, toutefois, le rétablissement du rapport Khrouchtchev avait été immense. Sorti en fraude du département d'Etat américain et reproduit en France par le Monde.

Embarassés, les dirigeants du PC français l'ont longtemps désigné comme le « rapport attribué au camarade Khrouchtchev ». Ce n'est que vingt ans plus tard, en 1976, que Jean Kassar, responsable de la section extérieure dans le parti français, reconnaît, à la télévision, l'existence du rapport et la connaissance qu'en avait la direction du PC. Assagissant la réhabilitation de Boukharine et de ses amis, en 1988, l'humanité avait récemment institué un article : « Enfin ! »]

#### YUGOSLAVIE

### Quatre Slovénes condamnés à des peines de cinq mois à quatre ans de prison

Trois journalistes et un sous-officier slovénes, déclarés coupables de « divulgation de secrets militaires », ont été condamnés, mercredi 27 juillet, par la cour militaire de Ljubljana à des peines allant de cinq mois à quatre ans d'emprisonnement.

L'adjudant Ivan Borstner, condamné à une peine de quatre ans, était accusé d'avoir remis aux trois journalistes - MM. Janez Jansa, connu pour ses écrits antimilitaristes, Francis Zavri et David Tasic, rédacteurs de la revue de la jeunesse *Mladina* - des pages photocopiées d'un document « hautement confidentiel », concernant l'aptitude au combat de certaines unités de l'armée yougoslave. MM. Jansa (trente ans) et Zavri

(vingt-six ans) se sont vu infliger dix-huit mois de prison chacun et Tasic (vingt-quatre ans) cinq mois.

L'arrestation, début juin, de deux des journalistes et d'un sous-officier avait provoqué une vive tension entre l'armée yougoslave et le pouvoir politique de Slovinie qui - évincé sans précédent dans la Yougoslavie socialiste - avait pris fait et cause pour les accusés et était allé jusqu'à réclamer leur remise en liberté et la possibilité de se défendre en présumés libres au cours d'un procès public.

Les autorités militaires sont restées intraitables, et ce n'est qu'à l'issue du procès qu'elles ont fait un geste en laissant les condamnés en liberté provisoire jusqu'à ce que la sentence devienne exécutoire. Les quatre prisonniers ont été accueillis à la sortie du tribunal en véritables héros par une foule estimée à plus de 10 000 personnes.

Le rassemblement s'est aussitôt transformé en meeting politique. Déjà rendus nerveux par un mécontentement politique et social croissant, les dirigeants de la fédération ne cachent plus désormais leur inquiétude devant l'exaspération des tensions nationales qui se manifestent dans plusieurs journaux.

#### Deux jours après le verdict de Ljubljana

La menace des Serbes du Kosovo de venir manifester par milliers vendredi à Belgrade à l'occasion de la réunion d'un plénum consacré à la situation de cette province autonome peuplée à 85 % d'Albanais, est prise au sérieux dans la capitale yougoslave. Les Serbes et les Monténégrins du Kosovo, qui se disent persécutés par les nationalistes albanais et contrainés de quitter massivement la province, organisent périodiquement des marches sur Belgrade depuis deux ans pour les « libérer » de l'opinion serbe à leur cause. Mais la tension est brusquement montée d'un cran ces dernières semaines à la suite de la campagne menée par la Ligue des communistes serbes et leur chef, M. Slobodan Milosevic pour annuler une partie des attributions accordées par la Constitution de 1974 aux deux provinces autonomes de la Serbie, le Kosovo et la Voïvodine.

A la veille du plénum, M. Milosevic a violemment dénoncé ceux qui tentent de « disqualifier la politique de normalisation de la situation au Kosovo menée par le parti serbe et yougoslave ».

Dans le souci de convaincre les Serbes du Kosovo de rester chez eux, M. Franc Setina, membre de la direction collégiale de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY), a assuré mercredi, au cours d'une conférence de presse, que leur présence à Belgrade « ne pourrait porter préjudice » aux travaux du plénum. Il a assuré que celui-ci « exigerait de nouvelles actions », afin de rétablir le climat de sécurité dans cette région.

Affirmant que des résultats « encourageants » ont été déjà obtenus, M. Setina a fait part de l'intention de la présidence de l'Etat de réorganiser les activités de l'unité spéciale de la police fédérale, qui stationne au Kosovo depuis octobre 1987. L'envoi de cette unité spéciale avait suivi de peu la victoire des partisans d'une solution radicale au Kosovo sur les modérés au sein du parti serbe, écartés les uns après les autres. — (AFP.)

## Asie

THAILANDE : changement dans la continuité

### M. Chatichai pourrait succéder à M. Prem à la tête du gouvernement

BANGKOK Correspondance

Le général Prem Tinsulanonda, premier ministre depuis 1980, a décliné, mercredi 27 juillet, l'offre qui lui était faite par plusieurs partis politiques de prendre la tête du prochain gouvernement. La surprise est considérable, car presque tout le monde s'attendait à voir le général Prem succéder à lui-même. Lors des élections législatives de dimanche, les partis favorables au premier ministre sortant avaient obtenu une confortable majorité des sièges, et les seuls problèmes paraissaient être ceux de la répartition des portefeuilles et du nombre de partis qui soutiendraient le nouveau gouvernement.

Depuis dimanche soir, des manifestations émeutiques, et des menaces fort pacifiques, réclamaient le départ du général Prem. Mais ce qui semble avoir pesé le plus dans la décision de l'ancien premier ministre, c'est le refus des principaux chefs de l'armée de se prononcer clairement en sa faveur. Le général Chinnachit, commandant en chef de l'armée de terre, s'est également abstenu de faire appel au général Prem. En 1983 et en 1986, à la suite des élections, l'armée avait clairement fait savoir qu'elle soutenait le maintien du général Prem au poste de premier ministre.

#### (Publicité) L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE. A PARTIR DE 490 F. Renseignements : RENFE, 1, av. Marceau, 75115 PARIS TEL. 47-23-52-01

M. Chatichai Chouhavan, chef de file du Parti de la nation (Chart Thai), grand vainqueur des élections, a accepté de former le nouveau gouvernement mais sa candidature n'avait pas encore été soumise, jeudi, à l'approbation du roi.

Sorti du Collège national de défense en 1940, major général ayant depuis longtemps quitté l'armée, M. Chatichai Chouhavan est un vétéran de la politique. Il est le fils du maréchal Phin, qui, en 1947, avait pris la tête d'un coup d'Etat répressif.

En 1973, M. Chatichai était nommé vice-ministre des affaires étrangères dans le gouvernement du prince Kukrit Pramoj. Il occupa, la suite, plusieurs reprises, le poste de vice-premier ministre, position qui était la sienne dans le gouvernement sortant. Le Chart Thai est un parti conservateur proche des milieux d'affaires. Le successeur de M. Prem, quel qu'il soit, poursuivra, sans aucun doute, une politique économique libérale semblable à celle de son prédécesseur, qui avait mis l'accent sur les investissements étrangers, le développement du tourisme et de l'industrie.

Le général Prem, qui a servi plus longtemps que n'importe quel chef de gouvernement depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932, a largement contribué à mettre fin à l'insurrection armée du Parti communiste. Connu pour son intégrité personnelle, il a survécu à deux tentatives de coup d'Etat, en 1981 et 1985, et s'est efforcé, avec des fortunes diverses, de lutter contre la corruption au sein de la fonction publique et contre la pauvreté des paysans du Nord-Est.

#### BIRMANIE : la mise en place des héritiers de M. Ne Win

### M. Tun Tin premier ministre

Rangoon (AFP). — Le général Sein Lwin, soixante-quatre ans, partisan résolu du général Ne Win et considéré comme l'un des responsables de la répression des manifestations estudiantines depuis mars dernier, cumule depuis le mercredi 27 juillet les fonctions de chef du parti et de l'Etat birman (nos dernières éditions du 28 juillet).

Ne Win, qui avait annoncé le week-end dernier sa démission de la tête du parti, était seul à avoir cumulé avant M. Sein Lwin les deux fonctions, avant de quitter la présidence de l'Etat en 1981.

Une flambée de violence s'est produite dans une ville du nord du pays dès le soir de la nomination du général Sein Lwin à la tête du parti faisant un mort et cinq blessés, selon l'agence officielle de presse NAB. De même source, on explique que des manifestants ont attaqué dans la nuit de mardi à mercredi à Nya U (400 kilomètres au nord de Rangoon) des magasins et des immeubles. La police, accueillie par les manifestants avec des pierres, a dû faire usage de ses armes à feu, a ajouté NAB. Six manifestants ont été arrêtés. Ces émeutes sont les premières depuis que la loi martiale a été décrétée le 22 juillet par le général Ne Win dans sa ville natale de Prome (275 kilomètres au nord de Rangoon).

Les principales nominations au gouvernement birman bénéficient par ailleurs à des proches du général Ne Win. Le ministre des finances, M. Tun Tin, a été ainsi élu premier ministre par l'Assemblée et le vice-premier ministre et ministre de la défense, M. Kyaw Htin, a été nommé secrétaire du Conseil d'Etat, membre trois du régime derrière le vice-président, M. Aye Ko, numéro deux. L'Assemblée, qui a conclu ses travaux mercredi après une session d'une journée, par ailleurs approuvé de nouvelles mesures économiques visant à réorienter l'économie birmane, comme l'avait recommandé le général Ne Win, et la faire sortir de son isolement en ouvrant ses marchés aux capitaux privés et étrangers.



# Politique

Le bilan du « tour de France » de M. Alain Juppé

## Les « godillots » du RPR ne veulent plus marcher en silence

Nommé secrétaire général du RPR le mercredi 22 juin 1988, M. Alain Juppé n'a guère perdu de temps. En effet, au cours de onze déplacements en province qui se sont terminés le mercredi 27 juillet à Orléans, il a pu rencontrer sur le terrain l'ensemble des parlementaires et membres des comités départementaux du RPR regroupés pour la circonstance dans certains chefs-lieux de région. Il ne s'agissait pas de réunions avec la base militante, mais avec les cadres fédéraux — de trente à cinquante par département — et avec les délégués cantonaux, ainsi qu'avec les principaux élus départementaux appartenant au RPR.

Chaque rencontre a permis de rassembler plusieurs centaines de participants, ce qui a surpris le nouveau secrétaire général. Celui-ci a partout ressenti que ses invités avaient un impératif besoin de s'exprimer, ce qu'ils ont pu faire pendant plusieurs heures après un exposé introductif de M. Juppé. Ce besoin, ainsi libéré, était dû au fait que pendant toute la période de cohabitation les cadres locaux du RPR ont eu l'impression — souvent d'ailleurs bien réelle — qu'ils n'étaient pas entendus, et encore moins écoutés, par les responsables de leur mouvement devenu les dirigeants du gouvernement. C'est pour cela qu'ils font aujourd'hui le bilan des reproches qu'il ont dressés et qu'ils adressent au gouvernement d'ailleurs.

Selon M. Juppé, ces doléances rétrospectives peuvent se ranger en trois catégories principales. Les critiques les plus vives sont adressées à la télévision, accusée de manquer d'objectivité et de faire preuve de partialité en faveur de M. Mitterrand et au détriment de M. Chirac, et cela depuis 1986. Il est vrai qu'en ce qui concerne les gaullistes n'ont jamais été satisfaits de la télévision nationale. Toutefois, certains cadres se sont résignés aujourd'hui à ce « mal incurable », et ils insistent sur la nécessité pour le RPR de mieux organiser sa propre communication tant au niveau national qu'au niveau local.

Un autre reproche fréquemment avancé concerne la baisse, décidée par le gouvernement Chirac, du taux de remboursement de certains médicaments par la Sécurité sociale. Cette mesure, rappelle-t-on, a fourni un précieux argument à la gauche, qui a su habilement s'en servir auprès des plus démunis et auprès des personnes âgées, ce qui n'a pas été sans conséquences électorales.

Enfin, la suppression pure et simple de l'impôt sur les grandes fortunes par M. Balladur est mise au débit du RPR. Les cadres du mouvement estiment que le gouvernement aurait dû maintenir un tel impôt, quitte à l'alléger sensiblement, tandis que certains, tout en étant d'accord avec sa suppression, jugent que celle-ci n'a été accompagnée d'aucune explication convaincante. La base populaire du RPR considère que la façon dont cette mesure a été prise a contrevenu aux principes du gaullisme et rejeté indûment celui-ci dans la droite la plus libérale.

### « Déception surmontée »

M. Juppé, tirant les conclusions de sa tournée, est cependant convaincu que « la période de forte déception qui a suivi les échecs électoraux des derniers mois est maintenant surmontée » et que tous les cadres du mouvement sont « désormais tournés vers l'avenir ».

Il en veut pour preuve que la confiance en M. Chirac est toujours aussi grande. Personne, affirme-t-il, ne remet en cause son rôle dans le futur. Aucun de ses interlocuteurs n'a semblé croire possible une alternance à la direction du RPR. Et les questions concernant M. Philippe Séguin consistaient toujours en des demandes de vérification de ce qu'il était en train de dire.

En revanche, le nouveau secrétaire général a fort bien perçu un vif désir de changement dans la façon dont fonctionnent et se manifeste le RPR, ce qui correspond d'ailleurs en partie aux remarques faites par le maire d'Épinal. Le style du discours hérité d'une longue tradition histori-

que et militante de culture technocratique n'est plus adapté, dix-huit ans après la mort de de Gaulle. Le terme même de « compagnon », évocateur de la solidarité guerrière, fait parfois sourire les jeunes militants. Le gaullisme mérite donc d'être réactualisé, c'est-à-dire de s'être plus une référence au seul passé mais l'attachement à certains principes.

Pour M. Juppé, il peut sans peine se distinguer à la fois du socialisme et du libéralisme par l'illustration — entre autres — de trois principes. Selon lui, d'abord, « le gaullisme est un patriotisme » qui se situe dans une continuité historique, dans l'idée nationale et dans l'amour de la patrie et de ceux qui veulent y appartenir. Il est aussi « un humanisme » puisque ses finalités sont « la liberté et la dignité de l'individu, ainsi que le progrès social ».

Il doit être enfin un « rassemblement », c'est-à-dire transcender à la fois les classes sociales et les notions de droite et de gauche. C'est pour qu'il beaucoup de membres du RPR ont mal supporté d'être dénoncés comme les soutiens d'un gouvernement faisant la politique des chefs d'entreprise ou des « riches ».

Enfin, les interlocuteurs de M. Juppé ont souhaité que soient mieux écoutés les jeunes et les femmes, et ils se sont demandés pourquoi la gauche attirait davantage les milieux culturels.

Les alliances

An cours de son « tour de France », M. Juppé a noté que le problème des relations avec le Front national n'était évoqué que dans les régions où le parti de M. Le Pen possède une forte implantation. Les intervenants ont souligné les raisons — insécurité, immigration — pour lesquelles d'anciens électeurs du RPR s'étaient détournés de celui-ci. D'autres ont reproché aux dirigeants nationaux de leur parti de s'être laissés « piéger » et même « complicité » par les attaques de M. Mitterrand et des socialistes contre le RPR accusé — à tort selon eux — de collusion avec l'extrême droite.

M. Juppé a partout répondu qu'il n'était pas question pour le RPR de conclure une quelconque alliance avec le Front national, mais qu'il

s'agissait de proposer des solutions « réalistes » aux problèmes qui inquiètent certaines catégories d'électeurs.

Les relations avec leurs alliés troublent aussi les cadres du RPR. Se considérant désormais ouvertement dans l'opposition, ils s'irritent surtout du comportement des centristes. Certains n'hésitent pas à critiquer l'attitude ambiguë que ceux-ci ont eu pendant la cohabitation, et aussi les déclarations équivoques et parfois même nettement hostiles à M. Chirac faites par M. Raymond Barre. Ils sont encore plus circonspects depuis que les centristes écoutent les sirènes de l'ouverture. Ainsi, le mardi 26 juillet à Clermont-Ferrand, les militants RPR ont mis en garde M. Juppé contre les « mirages » de la stratégie unitaire de l'opposition et ont demandé davantage de vigilance.

Le secrétaire général, qui a rencontré le lendemain M. Méhaignerie, président du CDS, a tenté de les rassurer en affirmant qu'il désapprouvait l'éventualité d'accords avec les socialistes pour les élections municipales, évoqué par le leader centriste, ajoutant : « Le RPR ne mangera pas de ce pain-là ». A certains de ses hôtes qui se plaignaient que le RPR était fait « cocufier » par le CDS, M. Juppé a assuré : « Nous sommes pour l'union à condition de défendre nos intérêts ».

C'est au vu de toutes ces leçons que M. Juppé adressera en septembre un questionnaire à tous les responsables du RPR pour qu'ils précisent leurs intentions. En fonction de leurs réponses, il rédigera un projet que les délégués seront appelés à discuter au cours d'un congrès extraordinaire au début de 1989.

En conclusion, le secrétaire général a retiré l'impression que les cadres de son mouvement étaient très critiques envers tout ce qui pouvait compromettre l'union de l'opposition, assez inquiets de tout ce qui pouvait laisser apparaître des lésures chez leurs alliés, et surtout très avides d'explications, de dialogue, de communication et de participation à tous les échelons. Les « godillots » ne veulent plus marcher en silence !

ANDRÉ PASSERON.

La Nouvelle-Calédonie sous l'administration directe de l'Etat

## M. Grasset sera assisté par un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste

Les huit membres du comité consultatif qui assistera M. Grasset, le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, conformément à la loi qui a donné à l'Etat le soin d'administrer directement le territoire, ont été désignés. Quatre appartiennent au Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), il s'agit des trois parlementaires RPR, MM. Jacques Lafleur, Maurice Nenou, députés, Dick Ukeiwi, sénateur, et du maire bariste de Nouméa, M. Jean Lèques.

Le FLNKS sera représenté par trois membres, MM. Jean-Marie Tjibaou, son président, dirigeant de l'Union calédonienne, Chenepe Bowé, dirigeant de l'Union progressiste mélanésienne, et Louis Kotra Ureget, dirigeant de l'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE).

Le huitième membre de cette instance sera le maire centriste de Bourail, M. Jean-Pierre Aïta, ancien président de l'Assemblée territoriale, proche du FLNKS.

Conformément à la loi du 12 juillet 1988, le comité consultatif donnera son avis sur tous les projets de lois et décrets relatifs au territoire ainsi qu'en matière budgétaire et foncière.

### L'hommage de M. Lafleur à M. Tjibaou

Évoquant la mise en œuvre du plan de paix de M. Michel Rocard, le porte-parole du gouvernement, M. Claude Ervin, a indiqué le mercredi 27 juillet, au terme du conseil des ministres, que le premier ministre attendra « la troisième semaine du mois d'août » pour apprécier l'opportunité de proposer ou non au président de la République d'engager la procédure d'organisation du référendum national, envisagé après la mise au point concertée d'un projet de nouveau statut.

Dans un entretien publié par Paris-Match, le président du RPCR, M. Lafleur, estime que M. Tjibaou « réussira » à convain-

cre le FLNKS du bien-fondé de l'accord signé le 26 juin à l'Hôtel Matignon. « Il n'y a pas de volonté de blocage pour le moment », souligne-t-il à propos de l'attitude du mouvement indépendantiste.

Le député RPR ajoute, au sujet des revendications du FLNKS relatives à la composition du corps électoral, que M. Tjibaou « fait une erreur en se basant seulement sur la démographie pour croire en son succès ».

Selon M. Lafleur, l'opinion publique néo-calédonienne « a évolué » et M. Tjibaou lui aussi « a changé ». « C'est un autre homme, dit-il, dont le langage raisonnable a été apprécié. Il a la responsabilité de la paix et celle de rétablir la démocratie au sein du FLNKS ».

Pour sa part, M. Roger Hoindre, ancien député, a considéré, mercredi 27 juillet au nom du Front national, que l'accord de Matignon « n'est qu'un accord privé » qui n'engage que ses signataires. « Sa dénonciation par le FLNKS ouvre, d'ailleurs, la voie à toutes les surenchères », a-t-il affirmé. En acceptant le processus du partage du territoire, M. Lafleur amène la Nouvelle-Calédonie au seuil de l'indépendance. Le Front national refuse tout partage que le large de la Nouvelle-Calédonie.

« L'affaire d'Ouvéa : poursuite des auditions. — M. Jean Bianconi, premier substitut du procureur de la République de Nouméa, pris en otage avec vingt-deux gendarmes en avril dans la grotte de Gossans, sur l'île d'Ouvéa, a été entendu mercredi 27 juillet comme témoin, pendant quatre heures et demie, par M. Jean-Louis Mazieres, juge d'instruction au tribunal de Paris, dans le cadre des deux informations judiciaires dont celui-ci est saisi : l'assassinat de quatre gendarmes, le 22 avril dernier à Fayoué, et les circonstances de la mort de trois militants indépendantistes canaques lors de l'assaut militaire qui avait mis fin, le 5 mai dernier, à la prise d'otages.

Après le remplacement de M. Dromer à la présidence de l'UAP

## M. Stasi (CDS) estime « prématurée » l'accusation de « chasse aux sorcières »

Le porte-parole du gouvernement, M. Claude Ervin, a estimé, mercredi 27 juillet, au terme du conseil des ministres, que les commentaires de l'opposition sur le remplacement de M. Jean Dromer par M. Jean Peyrelevade à la présidence de l'UAP étaient « totalement outranciers par rapport à la réalité de la situation ». Mettant en évidence la contradiction qui existait entre l'avis de M. Dromer, partisan de la privatisation de ce groupe d'assurances, et la volonté du gouvernement qui désire que l'UAP « retrouve sa vocation de service public », M. Ervin a jugé « normal que le gouvernement s'assure que les responsables s'inscrivent bien dans cette orientation ».

Le numéro deux du PS, M. Henri Emmanuelli, a vivement réagi, pour sa part, aux propos du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, qu'il a accusé de « cynisme ».

M. Juppé fait dans le gros mensonge genre RPR, a-t-il déclaré. Par la loi de privatisation, le gouvernement de Jacques Chirac avait interrompu le mandat de soixante-cinq dirigeants d'entreprises publiques et la moitié avaient été éliminés, dont

M. Peyrelevade, soit pour leurs sympathies, soit parce qu'ils ne faisaient pas partie du cercle étroit des amis du RPR.

En revanche, côté opposition, le vice-président du CDS, M. Bernard Stasi, s'est démarqué des commentaires de ses propres amis en jugeant « prématurée », mercredi soir, sur Europe 1, l'accusation, de « chasse aux sorcières », portée notamment par le secrétaire général du RPR.

« Plutôt que de chasse aux sorcières, je préférerais parler d'un appât de pouvoir », a affirmé, quant à lui, M. Edmond Alphandéry, député centriste de Maine-et-Loire dans un entretien publié jeudi par le Quotidien de Paris.

Intervenant elle aussi dans cette controverse, M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre des affaires européennes, a affirmé, jeudi, sur Europe 1 : « Nous ne voulons pas qu'une poignée de personnalités qui sont les trésoriers de partis politiques mettent la main sur l'argent public et sur des entreprises qui sont nationales ».

M. François Huwart, ancien conseiller technique au cabinet de M. Jacques Mellick, a été nommé directeur du cabinet de M. André Méric, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre.

Oat également été nommés M. Yves Legall (administrateur civil), chef de cabinet ; M. Flavien Erera (attaché principal d'administration centrale), conseiller technique ; M. Jacques Boutonnet (inspecteur central des impôts), chargé de mission ; M<sup>me</sup> Paule Quilichini, attachée parlementaire ; M<sup>me</sup> Jocelyne Atlan, attachée de presse.

(M. François Huwart, né le 20 juin 1947 à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), est licencié ès lettres ; ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris. En 1974, il a été attaché de

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 27 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été diffusé.

### NOUVELLE-CALÉDONIE

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a rendu compte au conseil des ministres de l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie un mois après les accords signés entre le premier ministre et les représentants des deux principales communautés du territoire.

Le gouvernement a engagé dans les plus brefs délais les mesures garantissant l'impartialité de l'Etat et favorisant le développement économique et humain du territoire. Cela s'est en particulier traduit par le vote de la loi du 12 juillet 1988 relative à l'administration de la Nouvelle-Calédonie, par la mise en œuvre de l'administration directe, par l'attribution de crédits d'accompagnement des travaux d'utilité collective réalisés par les jeunes dans les communes de l'intérieur, ainsi que par des actions de formation.

La promotion des Mélanésiens à des postes de responsabilité, comme en témoigne le choix du titulaire du secrétariat général du territoire, se poursuivra.

Le dialogue et la confiance retrouvée en la parole et en l'action de l'Etat permettent une restauration de l'ordre public sur l'ensemble du territoire. Le ministre a rappelé les instructions données à cet effet au haut-commissaire.

Les principales formations politiques du territoire se sont réunies les 23 et 24 juillet. Elles ont accepté le cadre de propositions présenté par le premier ministre le 26 juin. Le gouvernement peut donc maintenant engager l'étape suivante en élaborant le projet de loi qui fixera les règles relatives aux institutions du territoire jusqu'à un scrutin d'auto-détermination de 1988.

En outre, le conseil des ministres a examiné le projet de décret portant nomination des huit membres du comité consultatif placé auprès du haut-commissaire et représentant, conformément à la loi du 12 juillet 1988, les principales familles politiques du territoire. Parmi les personnalités désignées figurent les trois parlementaires, trois maires, dont celui de Nouméa, et un représentant syndical.

### Nominations

M. Doublet, préfet de la région parisienne, puis attaché principal d'administration centrale en 1978, et en 1981 le chef du bureau des personnels de l'administration centrale au secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Conseiller régional de la région Centre, M. Huwart fut candidat malheureux dans la troisième circonscription d'Eure-et-Loir aux législatives de juin dernier.

### M. Maurice Benassayag délégué aux rapatriés

M. Maurice Benassayag, un « pied-noir » de quarante-sept ans, qui fut de 1981 à 1983 le directeur de cabinet de M. Raymond Courrière, alors secrétaire d'Etat aux rapatriés, a été nommé mercredi 27 juillet, en conseil des ministres, délégué aux rapatriés, sur proposition de M. Charles Ervin, ministre de la solidarité. M. Benassayag est maître de requête au Conseil d'Etat et conseiller socialiste du quatrième arrondissement de Paris depuis 1983. Sa

nomination au poste de délégué des rapatriés avait été souhaitée, notamment par le mouvement RECOURS.

Le gouvernement de Michel Rocard ne compte pas de secrétariat d'Etat chargé spécifiquement des rapatriés. C'est Mme Hélène Dorléac, secrétaire d'Etat à la famille, qui avait en principe compétence pour ce dossier, repris depuis mercredi par M. Ervin.

[Né en février 1941 à Oran, M. Benassayag est entré en 1967 à la Convention des institutions républicaines, mouvement qu'animait M. François Mitterrand jusqu'au congrès socialiste d'Épinay, en 1971. En novembre 1987, bien avant que le chef de l'Etat ne se porte officiellement candidat à un deuxième mandat, M. Benassayag avait lancé les « comités François Mitterrand » qui se sont dissous après le 8 mai. Proche de Laurent Fabius, M. Benassayag a participé à la rédaction de l'ouvrage Les Pieds-Noirs (1982) au Club français de l'Évre. Il est marié et père de deux enfants.]

### AGRICULTURE

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres une communication sur les mesures de solidarité qui seront prises en faveur des agriculteurs en difficulté.

A l'heure actuelle, quarante mille agriculteurs environ ne peuvent faire face à leurs engagements financiers : l'avenir d'exploitations souvent viables se trouve ainsi compromis. Dix mille agriculteurs ne peuvent payer leurs cotisations sociales et perdent de ce fait leur protection sociale.

Le gouvernement a décidé d'aider ces agriculteurs en difficulté. Le dispositif mis en place entend allier l'efficacité économique et la solidarité.

1) Les aides accordées seront adaptées à chaque situation individuelle.

Une aide financière à l'expertise des difficultés et au suivi du redressement sera utilisée, lorsqu'elle apparaît nécessaire, pour déterminer les actions à entreprendre et vérifier leur efficacité.

Des aides financières spécifiques pourront être attribuées aux exploitations viables pour accompagner les plans de redressement et maintenir la protection sociale des agriculteurs.

Des aides à la reconversion seront proposées aux agriculteurs dont l'exploitation ne peut être redressée.

2) Les procédures d'aide seront simplifiées.

Une commission départementale unique, présidée par le préfet et associant les conseils généraux et les organismes professionnels agricoles, sera mise en place et se substituera aux diverses commissions existantes.

3) La législation sur les entreprises en difficulté sera adaptée à l'agriculture.

Un projet de loi en préparation adaptera à l'activité agricole les procédures de règlement amiable, de redressement et de liquidation judiciaires, notamment pour apporter aux exploitants agricoles de meilleures garanties concernant leur situation familiale.

Parallèlement, le gouvernement prendra des mesures pour aider à atteindre l'âge de la retraite ceux des exploitants de plus de cinquante-cinq ans qui seraient été contraints de cesser d'exploiter à la suite de la liquidation de leur exploitation.

### TOURISME

Le ministre délégué chargé du tourisme a présenté au conseil des

ministres une communication sur la contribution du tourisme au développement économique.

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie française : 390 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987 ; 72 milliards de francs de recettes en devises ; un solde excédentaire des échanges touristiques de 20,4 milliards de francs comparable à ceux de l'automobile et du secteur agro-alimentaire ; six cent soixante mille salariés permanents et environ un million d'emplois induits.

Mais on a constaté une baisse régulière de la part de la France dans l'activité touristique mondiale (10 % à la fin des années 60, 7,5 % en 1986). C'est pourquoi une politique vigoureuse de promotion du tourisme s'impose ; elle sera menée en association avec les professionnels et les élus.

Cette politique visera à : — Mieux exploiter la richesse du capital touristique de notre pays ; — Adapter les produits touristiques à la clientèle étrangère et à la diversité de la clientèle française ; — Renforcer les réseaux de commercialisation ; — Améliorer la formation et la qualification des professionnels du tourisme.

Il conviendra également de tirer le meilleur parti du rayonnement international d'événements tels que le bicentenaire de la Révolution française et des Jeux olympiques d'hiver de Savoie.

### LOISIRS NAUTIQUES

Le ministre délégué chargé de la mer a présenté au conseil des ministres une communication sur la sécurité des loisirs nautiques.

Le développement des loisirs nautiques ne doit pas avoir pour conséquence de mettre inutilement en jeu des vies humaines. Un effort systématique de prévention et la responsabilité personnelle de chaque usager sont les plus sûrs moyens de réduire le nombre des accidents en mer. C'est pourquoi une campagne d'information et de sensibilisation a été menée le long des côtes dès le début du mois de juillet et se poursuivra durant toute la saison.

Les préfets maritimes feront preuve d'une rigueur accrue dans le contrôle du respect des règles de navigation, en particulier celles limitant la vitesse des bateaux en bordure des côtes.

## Politique

## Le premier mouvement de la Nouvelle-Calédonie

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a décidé de nommer M. Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, assisté d'un comité consultatif composé de quatre RPCR, trois FLNKS et un centriste.



## Politique

### Le premier mouvement préfectoral de la nouvelle législature

Le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a approuvé le premier mouvement préfectoral depuis sa nomination par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe.

Il est habituel qu'après chaque alternance le gouvernement procède à une vaste rotation des préfets. Ainsi, en juillet 1981, quarante-quatre postes avaient été concernés le même jour par Gaston Defferre. De grands mouvements préfectoraux s'étaient produits également en 1984 et 1985 après l'arrivée de M. Pierre Joxe au ministère de l'Intérieur. Au total, plus de trois cents préfets avaient été déplacés entre 1981 et 1985 (le Monde du 2 août 1985). Le premier mouvement préfectoral de la cohabitation n'avait concerné que huit préfets mais d'autres mouvements s'étaient succédés pendant l'année 1986.

En revenant place Beauvau, M. Joxe semble maintenant préférer — comme M. Pasqua — la politique des « petits paquets ». C'est pourquoi ce premier mouvement, qui pourrait être suivi d'un

autre pendant l'été, ne concerne qu'une douzaine de postes.

Quatre critères, assure-t-on au ministère de l'Intérieur, ont guidé les choix du gouvernement pour donner à ces nominations un caractère plus mécanique que politique : le retour dans les préfectures de certains membres de cabinets ministériels du gouvernement Chirac (c'est le cas de M. Landouzy) ; le rétablissement dans leur corps d'origine de certains préfets qui estimaient avoir été mis au « placard » depuis 1986 ; une certaine « ouverture » ; enfin, un certain rajustement avec la promotion de sous-préfets.

Le respect de ces critères avait aussi pour objectif d'échapper au reproche de procéder à une « chasse aux sorcières » dans un domaine qui, dans le passé, a souvent donné prise à ce genre d'accusation.

A. P.

#### Auvergne :

M. Bernard Landouzy

M. Bernard Landouzy, préfet hors cadre, est nommé préfet de la région d'Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme, en remplacement de M. Jacques Guérin, nommé préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine.

[Né le 16 juin 1933, à Paris, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière administrative comme chef de cabinet du préfet de Seine en 1961. Ensuite, il a été notamment secrétaire général du Morbihan (1969-1973), sous-préfet de Brest (1973-1977), préfet de la région Réunion (1977-1980). Conseiller technique pour les DOM-TOM au secrétariat général de l'Elysée en 1980, il est devenu commissaire de la République de la Haute-Marne en 1982, des Pyrénées-Atlantiques en 1983 et en 1985 de la région Corse et du département de la Corse-du-Sud.

Nommé préfet hors cadre en 1986, il était devenu directeur du cabinet du ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Séguin.

#### Bretagne :

M. Jacques Guérin

M. Jacques Guérin, préfet de la région Auvergne, est nommé préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine.

[Né en 1925 à Saint-Germain-Mons, en Dordogne, diplômé d'études supérieures de droit et de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Guérin devient en 1952 chef de cabinet du préfet du Canal. Il est ensuite sous-préfet de Blaye, de Segre, de Langon et directeur du cabinet du préfet de la région d'Aquitaine. En 1974, il est nommé sous-préfet de Bastia et en 1975 sous-préfet de Thionville.

Succesivement préfet des Deux-Sèvres (1977), préfet du Cantal (1981), préfet de la Saône-et-Loire (1982), il avait été nommé commissaire de la République du Puy-de-Dôme et de la région Auvergne en 1985.

#### Aube :

M. Philippe Massoni

M. Philippe Massoni, directeur central des renseignements généraux, est nommé préfet de l'Aube en remplacement de M. Astruc, nommé préfet de Lot-et-Garonne.

[Né le 13 janvier 1936 à Marseille, M. Philippe Massoni est entré dans la police en 1962 comme commissaire de police, affecté à la préfecture de police de Paris. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de police et de criminologie, ancien auditeur à l'Institut des hautes études de la défense nationale, M. Massoni a fait toute sa carrière à la police judiciaire et aux renseignements généraux de la préfecture de police avant d'être nommé en 1980, directeur des services techniques de la préfecture de police, poste qu'il occupait jusqu'à sa nomination le 22 mars, comme directeur adjoint du cabinet de M. Robert Pasqua.

Cependant, de 1976 à 1980, M. Massoni fut détaché comme chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Jacques Chirac, puis M. Raymond Barre, où il avait en charge les relations avec la police nationale.

Il avait été nommé préfet hors cadre puis directeur central des RG en 1987.

#### Haute-Corse :

M. Bernard Boucault

M. Bernard Boucault, sous-préfet secrétaire général des Alpes-Maritimes, est nommé préfet de la Haute-Corse en remplacement de M. Michel Besse, nommé préfet hors cadre.

#### Finistère :

M. Maurice Sabourin

M. Maurice Sabourin, trésorier payeur général de la Meuse, est nommé préfet du Finistère en remplacement de M. Bernard Grasset, nommé le 29 juin haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.

[Né le 3 juin 1933 à Biot (Isère), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, M. Maurice Sabourin est nommé sous-préfet en août 1963 et exerce les fonctions de directeur du cabinet du préfet de Lozère, puis la même année, celles de sous-préfet d'Ussel. Devenu administrateur civil de première classe, en 1971, il fait partie du cabinet de M. Jacques Chirac, de 1972 à 1974, successivement au ministère chargé des relations avec le Parlement, puis au ministère de l'Agriculture et au ministère de l'Intérieur. Avant d'être nommé secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais il avait occupé les mêmes fonctions à la préfecture de Maine-et-Loire.

Nommé préfet, commissaire de la République du Cantal en 1982, il avait été ensuite préfet de la Guadeloupe en 1984 avant d'être mis hors cadre en 1986.

#### Guyane :

M. Jean-Pierre Lacroix

M. Jean-Pierre Lacroix, sous-préfet, secrétaire général du Pas-de-Calais, est nommé préfet de la Guyane en remplacement de M. Jacques Dewatre, nommé préfet de Saône-et-Loire.

[Né le 30 juin 1942 en Avignon, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, M. Jean-Pierre Lacroix a commencé sa carrière en 1970 comme administrateur civil affecté au ministère de la défense. Nommé sous-préfet, directeur du cabinet du préfet du Haut-Rhin en 1974, il est devenu secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône en 1976, puis en 1978 sous-préfet de Saint-Gaudens. Secrétaire général de l'Eure (1980), chef de cabinet de M. Maurice Faure au ministère de la justice en 1981, puis secrétaire général pour les affaires régionales d'Auvergne en 1982, il avait été nommé secrétaire général dans le Pas-de-Calais en 1984.

#### Lot-et-Garonne :

M. Jean-Charles Astruc

M. Jean-Charles Astruc, préfet de l'Aube, est nommé préfet de Lot-et-Garonne en remplacement de M. Serge Thibault nommé hors cadre.

[Né le 14 juin 1932 à Chaville (Hauts-de-Seine), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jean-Charles Astruc, chef de cabinet du préfet des Landes en 1959, occupe divers postes en Algérie avant d'être nommé sous-préfet en 1963, en poste à la Réunion (1965), puis à la Guadeloupe (1967). Chef du cabinet de M. Gabriel Kasperit, secrétaire d'Etat à la petite et moyenne industrie, de novembre 1970 à septem-

bre 1971, puis conseiller technique au cabinet du ministre délégué à la protection de la nature, M. Robert Poujade, de septembre 1971 à juillet 1972, sous-préfet en 1974, il avait été nommé secrétaire général de la Somme le 18 juillet 1982. Depuis 1987, il assurait les fonctions de préfet de la Saône-et-Loire.

#### Nièvre :

M. Jacques Lambert

M. Jacques Lambert, administrateur civil, est nommé préfet de la Nièvre en remplacement de M. Jacques Fournet, nommé directeur central des renseignements généraux.

[M. Jacques Lambert, né le 24 avril 1948, licencié en sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière administrative comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur en 1976. Il a ensuite été notamment sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Lozère-Cher en 1976, directeur du cabinet du préfet de la Loire en 1978, directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française en 1980, chef de la subdivision administrative des Îles du Vent en 1981. Devenu chef du cabinet du premier ministre, M. Pierre Mauroy en 1983, puis en 1984 chef de cabinet du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle M. Michel Delebarre, il avait été nommé directeur du cabinet du secrétaire général du gouvernement en 1985.

#### Saône-et-Loire :

M. Jacques Dewatre

M. Jacques Dewatre, préfet de la Guyane, est nommé préfet de Saône-et-Loire en remplacement de M. Yves Moures nommé préfet hors cadre.

[Né le 5 juin 1936 à Limoges (Haute-Vienne), M. Jacques Dewatre, nommé directeur de la défense et de la sécurité civile, est un ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Officier de l'armée active depuis 1958, il devient en 1974 sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de l'Aude. Après des postes outre-mer, notamment en Polynésie française, il est en juin 1981 chef de cabinet de M. Jean-Pierre Cor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement. Nommé secrétaire général de la préfecture des Yvelines en 1984, il devient, en mars 1985, préfet hors cadre, directeur du service central des CRS. En octobre 1985, il est nommé directeur de la défense et de la sécurité civile, puis, en 1986, préfet de la Guyane.

#### Wallis-et-Futuna :

M. Roger Dumec

M. Roger Dumec, sous-préfet du Havre, est nommé préfet administrateur supérieur des Îles Wallis et Futuna en remplacement de M. Gérard Lambotte nommé hors cadre.

[Né le 25 mars 1930 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse, M. Roger Dumec a été chargé de mission contractuel à l'ambassade de France à Tunis de 1954 à 1961, puis successivement chargé de mission au ministère des affaires étrangères en 1961, conseiller administratif des services universitaires, affecté à la préfecture de Paris en 1963, secrétaire général de l'Observatoire de Paris en 1969, secrétaire général de l'Académie de Créteil en 1972, administrateur civil affecté au ministère de l'Éducation en 1977, affecté au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation chargé de mission auprès du directeur général de l'administration en 1981. Il est affecté comme sous-préfet de Saint-Pierre-de-la-Réunion, en 1982, avant d'être nommé commissaire adjoint de la République de l'arrondissement du Havre, en 1984.

## Police

### Mouvement de responsables policiers

#### • Six nominations à la préfecture de police de Paris • M. Le Doussal remplace M. Leclerc à l'IGPN

Dans les prochains jours, la préfecture de police de Paris connaîtra un important mouvement de responsables, décidé par M. Pierre Joxe avant la désignation du nouveau préfet de police, M. Pierre Verbrugghe. Il concerne six postes, parmi lesquels la direction de la sécurité publique, confiée à M. Jacques Spinozi, qui remplace M. Georges Le Corre, parti à la retraite, et la direction de l'inspection générale des services

(IGS), confiée à M. Pierre-Jean Camborde, qui remplace M. Roger Le Doussal. Par ricochet, ce mouvement parisiens atteint une direction centrale du ministère de l'Intérieur : M. Le Doussal est promu directeur de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) — dont l'IGS est une sous-direction — où il remplace M. Marcel Leclerc, nommé en avril 1986, qui reste membre de l'IGPN.

La direction de la sécurité publique est le lieu névralgique de la préfecture de police : elle a sous sa responsabilité les effectifs de police en tenue, la circulation, le maintien de l'ordre, les compagnies d'arrondissement et les six districts qui partagent la capitale. Comme pour le préfet de police ou le directeur de la police judiciaire parisiens, postes dont les titulaires viennent de changer (le Monde du 28 juillet), le mouvement actuel a pour point de départ la retraite de l'actuel directeur, M. Le Corre. Les nominations ne s'enlèvent dans leur diversité, ne sauraient être rapportées à des critères politiques. Surtout sur ce cas, le départ de M. Marcel Leclerc de la direction de l'IGPN.

Figure de la PJ parisienne, M. Leclerc s'était opposé, dès 1982, au premier des ministres socialistes de l'Intérieur, Gaston Defferre. « Mis au placard » à l'IGPN, il revint à un poste de responsabilité après mars 1986, ne faisant pas mystère de son engagement aux côtés de la majorité d'alors. Au début de cette année, il avait, selon une procédure inhabituelle, pris lui-même en main l'enquête sur les « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature, anciens gendarmes liés à M. Christian Fauriol, conseiller technique à l'Elysée. Dans l'entourage du président de la République, on estime qu'il mena ces investigations « dans un esprit partisan », avec la volonté d'attaquer M. François Mitterrand.

Dans l'immédiat, M. Leclerc ne reçoit pas de lot de consolation. Son successeur, M. Le Doussal, jusqu'alors « patron » de l'IGS, la police des polices parisiennes, n'est pas connu comme un homme de gauche, bien au contraire. En octobre 1984, alors qu'il était en poste à la sous-direction des courses et des jeux des renseignements généraux, M. Pierre Joxe — on était le premier séjour place Beauvau — l'avait

brusquement invité à quitter ce poste, où il semblait critiquer son action. M. Le Doussal avait été nommé à la tête de l'IGS en août 1986.

Quatre postes changent de titulaire à la direction de la sécurité publique parisienne. Actuel numéro trois de cette direction en tant que chef d'état-major, M. Jacques Spinozi devient directeur. Son adjoint sera désormais M. Yves Guillot, actuel chef du premier district (8<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> arrondissements), en remplacement de M. Pierre-Jean Camborde. Le nouveau chef d'état-major sera M. Jean Deubel, actuel chef du deuxième district (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> arrondissements). Enfin, M. Jean-Claude Guezou, actuel directeur du Centre national d'études et de formation (CNEF) de la police nationale à Gif-sur-Yvette, est nommé à la sous-direction des services généraux.

Il y remplace M. Jean-Paul Roger, qui part à la retraite. M. Roger était le directeur de permanence à la salle de commandement de la préfecture de police dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, lors des manifestations étudiantes contre le projet Devaquet. C'est lui qui décida l'intervention du peloton voligeur motocycliste (PVM), l'intervention qui devait entraîner la mort du jeune Malik Oussekine, rue Monsieur-le-Prince.

Deux autres postes changent de titulaire au sein de la préfecture de police. M. Daniel Lelen, actuel responsable des compagnies de circulation urbaines (CCU), devient sous-

directeur des services techniques, son prédécesseur partant à la retraite. Il y succède M. Robert Naud, ancien secrétaire général du Syndicat des commissaires de police. Enfin, M. Camborde, qui avait espéré succéder à M. Le Corre, dont il était l'adjoint — mais M. Joxe se méfie des carrières programmées à l'avance par les fonctionnaires eux-mêmes, — se voit

confier un poste prestigieux et délicat : la direction de l'IGS, sous-direction parisienne de l'IGPN.

EDWY PLENEL.

[Né le 19 août 1929, M. Roger Le Doussal est commissaire de police depuis le 12 mars 1952. D'abord en fonction à Alger, avant l'indépendance, il commence, à partir du 1<sup>er</sup> février 1962, une carrière à la direction centrale des renseignements généraux, interrompue jusqu'en avril 1985. Il sera successivement en fonction à Toulouse, à Paris, à Epinal, à Meulan et à Nice, avant d'être nommé, le 27 juillet 1973, chef d'état-major à la direction centrale des RG. Nommé contrôleur général en décembre 1976, il devient sous-directeur chargé des courses et des jeux en février 1982. Reversé à la direction centrale sans attribution en octobre 1984, il rejoint l'IGPN en avril 1985, est nommé inspecteur général en juin 1986 et directeur de l'IGS, sous-directeur de l'IGPN le 2 août 1986.]

[Né le 17 juillet 1932, M. Pierre-Jean Camborde est commissaire de police depuis le 31 décembre 1960. Il commence sa carrière à l'inspection générale des services (IGS), jusqu'en janvier 1965. Il occupe ensuite des postes de sécurité publique, toujours à la préfecture de police de Paris, à Montreuil, au Bureau d'études et de documentation, dans divers arrondissements de la capitale, avant d'être nommé chef d'état-major le 16 août 1981. Contrôleur général en 1983, inspecteur général en 1986, il est nommé adjoint au directeur de la sécurité publique le 14 février 1986.]

[Né le 20 janvier 1932, M. Jacques Spinozi est commissaire de police depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1959. Il fera toute sa carrière à la préfecture de police de Paris, à la fois en police judiciaire et en sécurité publique. En poste à l'IGS jusqu'en avril 1982, il occupe des responsabilités en PJ à Paris, et à Paris jusqu'en juillet 1977. Il sera ensuite nommé en sécurité publique dans les 14<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements, puis chef de 3<sup>e</sup> district et, enfin, chef du 6<sup>e</sup> district. Le 14 février 1986, il est nommé chef d'état-major à la direction de la sécurité publique. Depuis 1983, il est contrôleur général.]

### Les suites de l'affaire Jobic

#### Le Syndicat des commissaires de police demande à M. Mitterrand de « mettre fin à la solitude du juge d'instruction »

Dans une lettre adressée à M. François Mitterrand le 15 juillet, le Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale demande au président de la République de « mettre fin très rapidement à la solitude du juge d'instruction ». Cette initiative du syndicat majoritaire au sein de la hiérarchie policière fait suite aux rebondissements de l'affaire Jobic, du

nom du commissaire inculqué depuis novembre 1987 de proxénétisme aggravé et de corruption passive. Prenant la défense de M. Jobic, qui est l'un des adhérents, le Syndicat critique le « redoutable pouvoir » du juge d'instruction et s'insurge de « l'intrusion en force des médias dans le procès judiciaire ».

M. Duglery, qui voudrait donc, que M. Mitterrand « provoque une réflexion capable de mettre fin très rapidement à la solitude du juge d'instruction ».

« Pour ne pas méconnaître la difficulté de recruter vite et bien, poursuit-il, nous pensons que l'avènement d'un référentiel serait une première mesure susceptible d'écarter les drames de l'erreur ou de l'arbitraire ». De plus, les commissaires de police souhaitent, en tant qu'officiers de police judiciaire, pouvoir bénéficier, « à l'instar des magistrats, des préfectures ou des maires, de la collégialité d'instruction, prévue par l'article 681 du code de procédure pénale, lorsqu'ils sont mis en cause ». Cet article spécifie que l'inculpation éventuelle de ces personnes est soumise à la chambre criminelle de la Cour de cassation, « qui statue comme en matière de règlement de juges et désigne la chambre d'accusation qui pourra être chargée de l'instruction ».

« Cette garantie nouvelle, conclut M. Duglery, permettrait de soutenir la détermination de ceux qui luttent aux avant-postes de la délinquance et de la criminalité et éviterait, en instaurant un contrôle sérieux de leur activité judiciaire, les fâcheux dérapages qui, malencontreusement, opposent la police à la justice. La solitude du juge d'instruction, confronté à l'intrusion massive des médias, devient trop lourde pour un homme investi, au regard des libertés individuelles, d'un redoutable pouvoir ».

Le Syndicat des commissaires de police entend également exposer son point de vue aux présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale ainsi qu'au garde des sceaux, auxquels il

va demander audience. Il a récemment été reçu par M. Yves Joffa, président de la Ligue des droits de l'homme, avec lequel il a envisagé la création d'un groupe de travail commun aux deux organisations.

## JUSTICE

### A la chancellerie

#### M. Raingard de la Biètrière nommé directeur de l'administration centrale et de l'équipement

M. Louis-Marie Raingard de la Biètrière, quarante-quatre ans, a été nommé mercredi 27 juillet, en conseil des ministres, sur proposition du garde des sceaux, directeur de l'administration centrale et de l'équipement au ministère de la justice. A ce poste, il remplace M. Jean-Marc Sauvé, maître des requêtes au Conseil d'Etat, lui-même nommé, le 29 juin dernier, directeur des libertés publiques au ministère de l'Intérieur.

[Né le 23 mars 1944 à Pont-Saint-Martin (Loire-Atlantique), M. Raingard de la Biètrière a été juge au tribunal de grande instance d'Epinal avant de rentrer, le 25 juin 1975, à l'administration centrale du ministère de la justice où il fut l'adjoint du chef du bureau de Plan et du programme. Il est occupé successivement des fonctions de sous-directeur du budget et de la prévision à la chancellerie.]

LE VILLAGE SUISSE

PARIS 150 ANTIQUAIRES

71 AVENUE DE SUYPHEN  
54 AVENUE DE LA MOTTE-PIQUOT  
75005 PARIS  
OUVERT DE 10 H A 19 H  
LES JEUDIS VENDREDIS, SAMEDIS, DIMANCHES ET LUNDI

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :

45-55-91-82

Poste 4138 - 4324



# Société

## Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes

### Michèle André, pragmatique

Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, Michèle André a l'air d'être une femme d'ordre : elle a le choix, elle a le pouvoir, elle a le contrôle. Elle a le contrôle sur son gouvernement, elle a le contrôle sur son ministère, elle a le contrôle sur son rôle.

Ce n'est tout de même pas par hasard si le premier ministre lui a demandé de venir près de lui pour cette tâche. De 1977 à 1979 elle a, en effet, été déléguée du Parti socialiste aux luttes des femmes (on ne parlait pas encore de droits) pour le Puy-de-Dôme. « J'ai malheureusement perdu cette responsabilité après le congrès de Metz, confie-t-elle. Cela m'avait d'ailleurs permis de voir comment une simple motion pouvait redistribuer les cartes. »

En 1981, M<sup>me</sup> Yvette Roudy devenue ministre des droits des femmes a pensé à cette compagne de lutte et l'a nommée déléguée régionale. M<sup>me</sup> André a abandonné cette fonction en 1983, après les élections municipales qui l'ont amenée à la mairie de Clermont-Ferrand. Récemment de la première heure, elle est membre du comité directeur du Parti socialiste depuis octobre 1985. « Ceci peut expliquer cela », dit-elle modestement, en remarquant qu'elle est la seule femme de son courant au gouvernement.

### Un demi-strapontin pour la « moitié du ciel »

La caractéristique de sa nouvelle tâche ne lui fait pas peur. Pourtant, il faut bien le reconnaître, la défense des femmes n'est plus de mode. Pour beaucoup de Français le combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes est pratiquement gagné. Le pro-

mier ministre, en formant son premier gouvernement, n'avait offert à celles qui, selon la formule chinoise, représentent « la moitié du ciel », ou qu'un demi-strapontin, à ces critiques, Michèle André réplique : « Pour Michèle André l'égalité va de soi, aussi n'a-t-elle pas vu tout de suite la nécessité d'une représentation à part entière. Il y a eu l'intelligence d'écouter les femmes, qui ont tout de suite protesté. »

Installée dans son bureau du boulevard Malesherbes, M<sup>me</sup> André, souvent distraite par des coups de téléphone provenant de la mairie de Clermont-Ferrand ou de l'école départementale des jeunes sourds, dont elle quitte la direction, étudie les dossiers en cours. Sur une lourde pile se trouve celui des pensions alimentaires.

« Il va falloir faire en sorte que les lois adoptées soient appliquées. Les dossiers Europe et formation ont été assez bien suivis de 1986 à 1988. Il n'en est pas de même pour tout ce qui concerne les droits propres, la dignité de la femme... » La secrétaire d'Etat pense reprendre rapidement l'information sur la contraception, l'interruption volontaire de grossesse. Donner un nouveau dynamisme aux plans d'égalité professionnelle.

Mais avant de définir dans les détails sa politique, elle désire rencontrer M<sup>me</sup> Hélène Dorville, qui représente la famille au gouvernement, et coordonner leurs actions.

Les associations féminines font déjà le siège de son ministère. Elle compte voir rapidement les préfets. A la rentrée, elle rencontrera les délégués régionaux.

Les nécessités du moment s'apparentent plutôt au travail de terrain. Cela ne déplaît pas à M<sup>me</sup> Michèle André, fille de petits paysans : « Chez nous, dit-elle, il fallait lutter pour survivre. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Depuis 1987

## Stabilisation de l'immigration en France

En 1987 les ressortissants des pays de la CEE sont de plus en plus nombreux dans l'immigration légale en France, alors que le nombre des travailleurs saisonniers hors CEE diminue et que le flux d'immigration dû au regroupement familial se réduit. C'est ce qui ressort d'une enquête réalisée par l'Office des migrations internationales (OMI), rendue publique le mercredi 27 juillet par le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

12 231 travailleurs permanents et 76 647 saisonniers sont entrés sur le marché du travail l'année dernière. Au titre du regroupement des familles, 26 746 personnes en majorité en provenance de pays d'appartenance pas à la communauté, ont pu les accompagner. Parmi les travailleurs admis en France, 5 420 arrivent des Etats membres de la CEE, soit 44,3 % des travailleurs permanents. Ces entrées de communautaires sont en augmentation de 14,1 % par rapport à 1986, soit une progression beaucoup plus marquée que celle des personnes issues des pays d'émigration traditionnelle comme le Maroc, la Tunisie, la Turquie.

La qualification professionnelle des immigrants est de plus en plus élevée. La proportion des cadres et des techniciens passe de 33,2 % en 1985 à 34 % en 1987, alors que celle des ouvriers et des employés non

qualifiés enregistre une baisse, ne représentant plus que 27 % des immigrés contre 28,5 % en 1986. Les trois-quarts des travailleurs permanents sont employés dans le tertiaire, c'est-à-dire les services, le commerce et les transports.

Le recul de l'immigration saisonnière est de 6,2 % par rapport à 1986, avec 5 023 personnes en moins. Elle est due notamment à la baisse du recrutement des vendangeurs.

## ENVIRONNEMENT

### Huit semaines après l'incendie de l'usine Protex

### Des produits toxiques vont être rejetés dans le fleuve

Pour remettre en état la station d'épuration de l'usine Protex à Auzon-en-Touraine (Indre-et-Loire), qui avait explosé et provoqué une pollution en juin dernier, les 3 000 mètres cubes de produits toxiques qu'elle contenait encore vont être envoyés à partir de la semaine prochaine dans la rivière Brenne.

Cette décision, qui a été prise à l'issue de négociations entre les dirigeants de l'entreprise, l'administration, la Commission d'évaluation, mise en place par Brice Lalonde, peut paraître bizarre, mais il n'y aurait pas moyen de faire autrement. Il a été précisé que ces produits, traités biologiquement, sont de moins en moins toxiques, et seront évacués à raison de 130 mètres cubes par jour. Leur dissolution serait donc pratiquement assurée avant leur arrivée dans la Loire. Une surveillance du cours d'eau sera installée.

L'usine Protex va d'autre part être obligée de construire un bassin de rétention, et se voit contrainte de baisser le nombre de ses produits toxiques (jusqu'à 800). La production d'oxyde d'éthylène, notamment, un produit qui avait provoqué la catastrophe de Los Alfaques en Espagne, sera arrêtée. — (Corresp.)

## ÉDUCATION

### Deux nouveaux directeurs au ministère de l'éducation

M. Michel Combarnous, professeur à l'université de Bordeaux I, est nommé directeur de la recherche au ministère de l'éducation nationale. Il succède à ce poste à M. Jacques Jossot-Dubois.

[Né en 1940, M. Michel Combarnous, ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École nationale supérieure des pétroles et moteurs, est docteur en sciences physiques. Il a exercé diverses fonctions à l'Institut français du pétrole, à l'Institut national polytechnique de Toulouse. Maître de conférences (1973) puis professeur (1977) à l'université de Bordeaux, M. Combarnous a par ailleurs occupé le poste de directeur scientifique du département « sciences physiques pour l'ingénieur » au CNRS de 1980 à 1985. Coauteur technique ou administratif de plusieurs grandes entreprises dont la région Renault ou l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA). M. Combarnous poursuit ses recherches sur la conversion thermique, les problèmes énergétiques, la géothermie. Il est correspondant de l'Académie des sciences depuis 1979 et membre du Comité national d'évaluation des universités depuis 1985.]

M. Pierre Dasté, chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale, est nommé directeur des personnels enseignants des lycées et collèges. Il remplace M. Paul Muller qui sera intégré dans le corps de l'inspection générale.

[Né le 6 juin 1932 à Gournay (Lois), M. Pierre Dasté est licencié ès lettres et ancien élève de l'École nationale d'administration. En 1968 il entre au ministère de l'éducation nationale comme chef des bureaux de l'orientation. Rapporteur de la commission de l'éducation nationale du VII<sup>e</sup> Plan, conseiller de l'ONISEP (1970-1973), il devient sous-directeur de l'orientation et de la pédagogie, puis de la coordination et enfin adjoint au directeur général de la programmation et de la coordination en matière de l'éducation nationale (1975-1981). Parallèlement, M. Pierre Dasté fut conseiller technique puis directeur adjoint du cabinet de M. Christian Baudouin de 1978 à 1981. Il s'est vu confier ensuite la direction des affaires financières jusqu'en 1985. M. Pierre Dasté est membre du conseil supérieur de l'éducation nationale.]

### Deux nouveaux recteurs

#### M. Gabriel Bianciotto à l'académie de Rouen

Le conseil des ministres du mercredi 13 juillet a nommé M. Gabriel Bianciotto recteur de l'académie de Rouen, en remplacement de M. Daniel Bancel, nommé au cabinet du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, M. Lionel Jospin. Le gouvernement se contente donc de remplacer M. Daniel Bancel sans procéder à un mouvement de plus grande ampleur des responsables académiques, comme cela avait été le cas en 1981 et 1986.

[Né le 1<sup>er</sup> février 1936 à La Tronche (Isère), M. Gabriel Bianciotto, après des études d'ingénieur à Grenoble, a été élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Agrégé de lettres modernes en 1961, il est nommé assistant, puis maître-assistant en 1969, à la Sorbonne. Chargé d'enseignement à l'université de Rouen en 1970, il est nommé professeur dans cet établissement en 1982. En août 1984, des l'avis de M. Chevènement au ministère de l'éducation nationale, il est nommé recteur de l'académie de Rouen, où il reste en poste jusqu'au 22 décembre 1987. Il poursuit notamment la création d'un « lycée innovant », dans le parc du Futuroscope, à Janay-Clair, dont M. René Monory, ministre de l'éducation nationale d'abord, était le maître

d'œuvre. Depuis son remplacement au rectorat de Rouen par M. Henri Legheret, il était professeur à l'université de Poitiers. M. Bianciotto est l'auteur d'ouvrages sur la littérature du Moyen Âge.]

#### M. Claude Lombois, à l'académie de Limoges

M. Claude Lombois, professeur de droit privé à l'université de Paris-II, a été nommé recteur de l'académie de Limoges en remplacement de M. Armand Pechenil.

[Né en 1934, Claude Lombois est agrégé de droit. Il a commencé sa carrière à l'éducation nationale comme secrétaire d'administration scolaire et universitaire de 1953 à 1957. Il est ensuite assistant puis maître de conférences à la faculté de droit et de sciences économiques de Poitiers jusqu'en 1966. De 1966 à 1978, il est professeur de droit privé à l'université de Paris-II, poste qu'il retrouve en 1986 après avoir été recteur de l'académie d'Alsace-Moselle. Il est l'auteur de nombreuses publications sur le droit pénal international.]

## SPORTS

### FOOTBALL : Championnat de France

#### Match aux vestiaires

Des incidents entre joueurs ont marqué le mercredi 27 juillet, au stade vélodrome de Marseille, le retour aux vestiaires des Marseillais et des Sochaux, opposés pour la troisième journée du championnat de France. Selon les dirigeants du Doyen, un membre du service d'ordre marseillais aurait frappé le joueur yougoslave Bazzarevic. Bernard Tapie a affirmé avoir rien vu.

Ces incidents surviennent alors que le championnat essuie une tempête d'avertissements (une trentaine distribués à chaque journée). Deux expulsions, celles de Lacuesta (Caennais) et de Mobili (Lille), ont même marqué la soirée de mercredi. Les nouveaux règlements (suspension automatique pour deux avertissements à moins de dix minutes d'intervalle) ne semblent pas encore agir sur les esprits.

De même, la règle de la victoire à trois points destinée à promouvoir le football offensif ne se traduit par aucune augmentation du nombre de buts marqués (deux par match en moyenne). Après trois journées, Sochaux et Toulouse ont le plus de buts marqués, les leaders inattendus du classement. Paris-SG et Bordeaux, qui suivent à un point, comptent un match de moins.

### RÉSULTATS DE LA TROISIÈME JOURNÉE

PREMIÈRE DIVISION	
*Bordeaux b. Montpellier	2-1
*Nantes et Toulon	0-0
*Monaco et Lille	1-1
*Metz-Racing b. Saint-Etienne	0-0
*Marseille et Sochaux	3-1
Auxerre b. Lens	1-0
Laval b. Toulouse	1-0
*Strasbourg b. Nice	2-0
Paris-SG b. *Caennais	3-0
Classément : 1. Sochaux, 7 pts.	
2. Lille, 7 ; 3. Toulon, 7 ; 4. Paris-SG, 6 ;	
5. Bordeaux, 6 ; 6. Auxerre, 6 ; 7. Tou-	
louse, 6 ; 8. Monaco, 5 ; 9. Nantes, 5 ;	
10. Strasbourg, 4 ; 11. Nice, 4 ;	
12. Laval, 3 ; 13. Metz-Racing, 3 ;	
14. Metz, 3 ; 15. Caennais, 3 ; 16. Mont-	

● TENNIS : Tournoi de Bordeaux. — Yannick Noah a battu, mercredi 27 juillet, l'Argentin Guillermo Rivas (6-7 [3-7], 7-5, 6-3) et s'est qualifié pour les huitièmes de finale du tournoi de Bordeaux doté de 250 000 dollars. L'Argentin a triomphé de Thierry Tulasne (4-6, 6-2, 6-2) et Thierry Pham a battu l'Argentin Miniussi (6-3, 7-6 [7-5]).

## Le ministère répartit les crédits du « plan d'urgence »

A la suite du « plan d'urgence » en faveur de l'éducation, adopté au début du mois de juin (Le Monde du 3 juin), le ministère de l'éducation nationale a obtenu 1,2 milliard de francs de crédits supplémentaires pour l'année 1988. Certaines mesures prises à cette occasion sont de nature générale, comme le relèvement de 40 % du montant des heures complémentaires dans l'enseignement supérieur ou la revalorisation de 10 % des bourses accordées aux étudiants. En revanche, une partie des crédits supplémentaires, portant notamment sur l'amélioration du cadre de vie, nécessitent des arbitrages entre les établissements. Le ministère vient de faire connaître la répartition de ces crédits.

En matière de constructions scolaires, 115 millions de francs sont venus s'ajouter aux 109 millions initialement prévus au budget 1988. Les lycées et collèges de métropole recevront 111,3 millions destinés notamment à la restauration du lycée international de Saint-Germain-en-Laye, l'extension du lycée international de Fernel-Voltaire (Ain), la poursuite du réaménagement du lycée sportif de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) et la rénovation du lycée français de Bruxelles. D'autre part, plusieurs constructions sont en cours dans les établissements des Territoires d'outre-mer : 99,4 millions sont prévus pour les lycées de Nouméa, Papeete, Saint-Pierre-et-Miquelon, ainsi que pour les collèges de Mayotte et Wallis-et-Futuna. Enfin 13,5 millions permettront la rénovation des centres d'examen, en parti-

culier celui d'Arcueil (Hauts-de-Seine).

Dans l'enseignement supérieur, les crédits ont été répartis pour les cités universitaires (50 millions de francs), les bibliothèques (50 millions), et la rénovation des locaux universitaires (100 millions). Trois résidences universitaires très dégradées vont bénéficier de la plus grosse part des crédits supplémentaires : Nanterre (15 millions), Antony (Hauts-de-Seine) (15 millions) et Lyon « André-Arlix » (5 millions), le reste étant réparti sur les autres résidences.

Les 100 millions de francs supplémentaires pour l'entretien des établissements ont été répartis sur l'ensemble des universités, Aix-Marseille (5 millions), Bordeaux (4,5 millions), Lille (4,5 millions), Lyon (6,5 millions), Nancy (4,8 millions), Strasbourg (4,5 millions) et Toulouse (5,5 millions) sont les principales bénéficiaires en province. La région parisienne recevra pour sa part environ 25 millions de francs, dont plus de 8 millions pour les deux universités du campus de Jussieu (Paris-VI et Paris-VII).

Enfin les 50 millions de francs de crédits supplémentaires pour les bibliothèques universitaires seront consacrés principalement à l'acquisition d'ouvrages, notamment pour les étudiants de premier cycle (36 millions) ; le reste des crédits permettra de moderniser des équipements (2 millions), de faciliter la libre accès aux bibliothèques (7 millions) et de recruter des « moniteurs étudiants » pour assurer la rentrée et pallier les insuffisances de personnel (2 millions).

## FAITS DIVERS

### Dans les Alpes-de-Haute-Provence

### Deux hommes entendus par la gendarmerie après le viol et l'assassinat d'une fillette

Deux hommes ont été interpellés après la découverte le mercredi 27 juillet du corps de la petite Céline Jourdan, sept ans, violée et assassinée alors qu'elle était en vacances chez son père à La Motte-d'Aigues, un village de cinq cents habitants dans les Alpes-de-Haute-Provence. L'identité des suspects n'a pas été révélée, mais il s'agit, selon la gendarmerie, de deux « marginaux » installés dans une ferme en ruine à quelques kilomètres du village, sur les plateaux surplombant Sisteron. L'un d'eux, surnommé « l'Indien », vit de l'élevage de chèvres. L'autre, dit « le Tatoué », est arrivé récemment dans la région.

Les deux hommes étaient toujours en garde à vue à la gendarmerie de La Motte-d'Aigues jeudi matin. Ils ont été appréhendés à la suite du témoignage d'une personne âgée du village, qui a aperçu la petite fille en compagnie de l'un d'eux aux dans la soirée de sa disparition. Ils n'étaient cependant entendus qu'à titre de témoins, selon la gendarmerie.

Céline Jourdan, qui vit habituellement avec sa mère près de Sanary, dans le Var, était arrivée quelques jours plus tôt chez son père, qui tient le Café-restaurant de la poste. Elle a été vue pour la dernière fois sur la place du village, mardi 26 juillet, et son père a donné l'alerte vers 21 heures. Son corps n'a été retrouvé que mercredi à 15 heures après d'âpres recherches menées par la gendarmerie et la population, aidés de chiens et d'un hélicoptère de l'armée de terre. La fillette a été découverte dans un taillis, en bordure d'un torrent asséché, à quelques centaines de mètres seulement du village. Elle portait une profonde

blessure à la tête. Selon la gendarmerie, Céline aurait été violée et étranglée. Une autopsie devait être pratiquée le 28 juillet à Marseille pour préciser les causes de la mort de la fillette.

● Règlement de comptes à Bastia : un mort, une touriste grièvement blessée. — Un ferrailler, Christian Natali, trente-huit ans, qui se trouvait à la terrasse d'un café de Bastia, a été tué, mercredi soir 27 juillet, de plusieurs balles de 11,43 millimètres tirées par un ou plusieurs inconnus qui, circulant à pied, ont réussi à prendre la fuite. Deux jeunes femmes installées à une table voisine ont été blessées, M<sup>me</sup> Isabelle Gaspard, touchée au pied, et une jeune touriste allemande, Ira Meinerzengalen, grièvement atteinte à la colonne vertébrale. Le nom de Christian Natali avait été cité lors du meurtre d'un autre ferrailler, Robert Morenas, tué le 20 août 1985. Deux membres de la famille Natali étaient eux-mêmes tombés sous les balles de tueurs : le père de Christian Natali, Pierre, abattu de dix balles de 11,43 millimètres à Bastia le 14 mars 1987 et son frère Geoffrey tué deux mois plus tard le 28 mai 1987 à Corta.

● Mouvement de protestation d'une cinquantaine de détenus à Toulouse. — Une cinquantaine de détenus ont refusé de regagner leurs cellules après la promenade, mercredi après-midi 27 juillet, à la prison Saint-Michel de Toulouse, pour protester contre leurs conditions matérielles de détention. Le mouvement, qui a duré environ quinze minutes, a pris fin grâce à l'intervention du directeur de la police urbaine qui a persuadé les prisonniers de regagner leurs cellules. Durant la discussion, un cordon de police avait été mis en place autour de la prison.

## LES SOIRÉES DE JEAND'HEURS

### LE PLUS GRAND SON ET LUMIÈRE DE L'EST DE LA FRANCE

VOUS PROPOSENT

### EN AVANT-PRÉMIÈRE NATIONALE

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

29-30 juillet 1988

Prix : Adultes : 70 F — Enfants : 30 F

RÉSERVATION : 84, boulevard de La Rochelle, 55000 Bar-le-Duc, tél. : 29-45-18-18.

## OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

### LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'avez en 24 heures.

— S'il n'y figure pas : nous découvrons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée de ce que nous trouvons en livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

## Un Italien très... et très extravagant

Est-ce que la craie...  
de littérature ?  
Par le savoir, il faut...  
l'italien Giancarlo...

L'italien Giancarlo...  
de littérature ?  
Par le savoir, il faut...  
l'italien Giancarlo...

L'italien Giancarlo...  
de littérature ?  
Par le savoir, il faut...  
l'italien Giancarlo...

## Manières de...

Manières de...  
de littérature ?  
Par le savoir, il faut...  
l'italien Giancarlo...

Manières de...  
de littérature ?  
Par le savoir, il faut...  
l'italien Giancarlo...



# Le Monde DES LIVRES



Giancarlo Marmori, métaphysicien de l'extravagance.

## Un Italien très sage et très extravagant

Qu'est-ce que la vraie modernité en art et en littérature ? Pour le savoir, il faut redécouvrir l'écrivain italien Giancarlo Marmori

Le journaliste, le traducteur, l'essayiste, le romancier, le poète Giancarlo Marmori était né à La Spezia, en 1925, et il est mort en 1982 à Paris, où il habitait depuis plus de trente ans. Reconnu comme l'un des fondateurs et principaux protagonistes du journalisme culturel de la péninsule, célébré au tout début des années 60 comme romancier, aussi bien en Italie qu'en France, il a été une sorte de directeur de conscience en matière d'art.

Pourtant, peu de gens se souviennent de lui. En Italie même, seuls deux de ses titres sont disponibles en librairie — un roman et un recueil de ses articles publiés après sa mort. Déjà Italo Calvino, dont Marmori fut le traducteur, mais avant tout une sorte d'âme jumelle, regrettrait que même les journaux auxquels l'auteur de *L'Enlèvement de Vénus* avait donné son silence aient presque sous silence sa disparition.

Le succès si persistant du proverbe qui veut que « des goûts et des couleurs on ne dispute pas » est sans doute dû au penchant, si universellement partagé, pour le mauvais goût. Certes, cette vue de l'esprit qu'est le goût pose un problème analogue à celui du temps chez saint Augustin, lequel n'ignorait pas ce que le temps était, sauf si on lui demandait de le définir.

Or, en matière de goût, Giancarlo Marmori, qui n'était pas un créateur de modes ni de sectes, tendait plutôt à une espèce d'occu-

ménisme esthétique, un sens inné de la justice qui lui faisait revendiquer ce que, précisément, les modes et les groupuscules théoriciens avaient refoulé, condamné, envoyé en enfer, au purgatoire dans le meilleur des cas.

### Juste avant la dernière valse

Marmori n'était pas de ces critiques — ils sont la majorité — qui, pour vanter les vertus de l'un, ont besoin de démolir l'autre, qui croient que la beauté dépend des dogmes qu'ils inventent, ou qui, pariant que la postérité ne retiendra pas Untel, s'appliquent à le détruire pour être plus sûrs de gagner leur pari négatif. Insatiablement curieux, il était, avec une sorte de bonheur négligent, un éclaircisseur, un voyageur qui inventait les œuvres de la Sécession viennoise bien avant que Vienne ne s'aperçût que la chose avait eu lieu chez elle, juste avant la dernière valse. Pour être plus précis, quand un dessin de Klimt se bradait à une cinquantaine de milliers de lires... Et ce n'est qu'un exemple.

Comme disait Claudel à propos de Valéry — ce même Claudel pour qui souvent « les gens croient avoir le goût classique, alors qu'ils n'ont que le goût bourgeois » — Marmori était avant tout un voluptueux et tout son art, une attention voluptueuse : « L'esprit attentif à la chair et l'enveloppant d'une

espèce de conscience épidermique, le plaisir atteint par la définition, tout un beau corps gagné, ainsi que par un frisson, par un réseau de propositions exquises ».

Aussi ne saurait-on trop conseiller aux promoteurs étonnés de la mode italienne en France de se pencher sur l'un de ses livres, *Le Vergin funeste*, un essai que lui-même, ou l'éditeur, a défini comme une phénoménologie de la femme « fin de siècle », telle que les artistes et les écrivains l'ont représentée. Du Flaubert à la Tentation de saint Antoine à D'Annunzio ; des préraphaélites et Aubrey Beardsley, aux symbolistes belges, à Klimt, à Egon Schiele, sans oublier Moresau, Wilde, Rilke, Proust... Et, bien entendu, à l'entresol, l'ineffable Jean Lorrain, Catulle Mendès, et la grande devancière

du mélodrame kitsch à la Marguerite Duras que fut Mme Rachilde. On ne saurait, en effet, trop recommander la traduction de cet ouvrage qui, au demeurant, se prêtait fort bien à une édition plus richement illustrée que l'originale, avec toutes ces ménades ornées comme des chasses, ou nues, telles des saint Sébastien de Folie-Bergère, une flèche scintillante dans une main, un éventail à plumes dans l'autre, les yeux réveillés, en proie à des orgasmes mystiques, la patine de l'ivoire des crucifix sur les joues, aspirant à des enfers mélodieux...

HECTOR BIANCIOTTI.  
(Lire la suite page 12.)

Lire également page 12 notre ensemble sur la littérature italienne.

## Freud meurtrier de ses fils ?

L'assassin habitait-il au 19 ? Le père de la psychanalyse était-il responsable des malheurs d'Otto Gross et de Victor Tausk ?

La psychanalyse a gardé deux cadavres dans son placard : l'un est celui de Victor Tausk, suicidé en juillet 1919, l'autre celui d'Otto Gross, mort d'insolation en février 1920. La fin tragique de ces deux hommes qui ne se connaissaient probablement pas fit régner un certain trouble au sein de la Société psychanalytique de Vienne. Les plus sages conseillèrent de ne pas ouvrir les placards. C'était oublier qu'en histoire de la psychanalyse il n'y a pas prescription.

Un demi-siècle après les faits, des fouineurs ont demandé à examiner les cadavres, et la rumeur a couru que l'assassin habitait au 19 Bergasse. Le père de la psychanalyse meurtrier de ses fils ? Armé de toute la panoplie de l'inconscient, Freud aurait-il d'une main poussé Victor Tausk au suicide, et de l'autre renvoyé Otto Gross à ses colifichets idéologiques et à son opium fatal ?

Paul Roazen, pour qui Freud et ses disciples ne faisaient que mimer la « tragédie de l'ingratitude », a tenté en 1969 de réhabiliter Victor Tausk dans un livre retentissant, *Animal mon frère toi* (1). Dix ans plus tard, Emmanuel Hurwitz, avec une biographie d'Otto Gross le Maudit (2), a suscité un frémissement dans le monde psychanalytique. Ces deux ouvrages péchaient par excès d'anti-freudisme : les gardiens du Temple s'en sont émus et ils ont préparé une contre-offensive. Kurt Eisler, secrétaire des Archives Freud, auteur de distinguées études sur Goethe ou sur la peur de l'impuissance chez Léonard de Vinci, a pris la tête d'une croisade contre les nouveaux biographes de Freud, tous soupçonnés d'hérésie. Son dernier livre, *Le Suicide de Victor Tausk*, est une réponse à Paul Roazen, mais aussi à Emmanuel Hurwitz, puisque, aux yeux du psychanalyste new-yorkais, Tausk n'était

qu'un séducteur sadique, coupable de cruauté envers les femmes et de négligence envers ses propres enfants, et Otto Gross, un « psychopathe » qui se faisait passer pour un génie.

Tausk et Gross incarnaient-ils des héros tragiques luttant contre Freud, le père de la horde primitive, ou n'étaient-ils que des agitateurs dont les travaux ne comptaient guère en regard de leurs frasques, leurs orgies et leurs succès auprès des femmes ? Les textes d'Otto Gross, publiés sous le titre *Révolution sur le divan*, avec une excellente introduction de Jacques Le Rider, devraient apporter un peu de sérénité au débat en donnant au lecteur l'occasion de juger Otto Gross à l'œuvre.

### « Attention, il mord ! »

Selon Freud, ses disciples, étaient comme « des chiens. Ils prennent un os sur la table et le machonnent dans un coin ». Mais ils disent : « C'est mon os ! » Avec Victor Tausk, Freud avait plutôt affaire à un « chien en laisse », tout à la fois fidèle et indocile. Quant à Otto Gross, le père de la psychanalyse avait sans doute appris à s'en méfier depuis le jour où ce jeune homme turbulent lui raconta un souvenir d'enfance : son père, en le présentant à un visiteur, avait mis en garde ce dernier par ces mots : « Attention, il mord ! »

ROLAND JACCARD.  
(Lire la suite page 13.)

(1) Traduction française chez Payot, 1971.  
(2) Zurich, 1979.

Lire également page 13 l'article de Léon Poinikoff : « La tradition juive oubliée » et « La psychanalyse face au nazisme ».

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

### Manières de dire

La lecture à outrance offre une vue cavalière sans égale sur l'état de la langue, écrite et parlée. C'est une des rares activités, avec la fréquentation des arts plastiques et de la musique, où, ayant affaire à des artistes du passé autant et plus qu'à l'environnement immédiat, et changeant sans cesse d'époque, on regarde le présent comme un moment parmi d'autres, on perçoit des évolutions moins sensibles à ceux qui, par choix ou malgré eux, ne reçoivent d'autres signes que de leur temps, et de la parole.

D'habitude, l'homme de livres déplore que la langue écrite s'avilisse et que la parlée ne dise plus rien. Cette plainte screw-gneu rejoint, dans l'absurde, les lamentations moralistes sur la dégradation des mœurs, lesquelles, depuis le temps... Ce n'est pas si simple, ni si alarmant, du moins pour l'écrit. Le passage par l'imprimé oblige à un minimum de construction et d'affinement du propos, ce minimum qui distingue un télégramme dicté d'un message sur répondeur. Le livre le plus bâclé, même s'il est issu de conversations, prend une certaine densité, ne serait-ce que par l'évitement des répétitions et des malsonnances. Dans la littérature, il y a ratures !

Si correcteurs et éditeurs laissent de plus en plus passer des erreurs matérielles, pressés qu'ils sont sans doute par l'accélération du marché et l'impatience des auteurs, la langue de ces derniers conserve, dans l'ensemble, un bon niveau de correction ; tout bonnement parce qu'ils se recrutent toujours autant chez les diplômés de l'enseignement supérieur, et qu'ils ont renoncé, pour l'heure, à se faire remarquer, comme leurs aînés des années 50-60, par des acrobaties formelles du type (pour simplifier) Céline, Joyce, ou nouveau roman...

Tout au plus note-t-on l'abandon, probablement irréversible, de certaines règles, hier sacrées. L'imparfait du subjonctif sombre doucement, au point que, quand il survit, cela fait voulu, affecté, petit doigt en l'air. Il est vraisemblable que les enfants partiront de plus en plus à l'étranger, au lieu de pour, et qu'ils en auront l'air réjouis — mis pour sembler —, et non réjouis sans s, comme le voudrait l'accord avec air.

Plus dérangeant à la lecture, sous l'influence du déferlement oral au milieu duquel se débat l'écrit : les dialogues sont de moins en moins désignés par des guillemets, de l'italique ou des alinéas à tiret. Les propos tenus sont coulés dans une sorte de discours direct-indirect. Exemple : « Elle lui a dit je t'aime, il

a dit moi aussi. » Marguerite Duras fait partie des derniers romanciers qui annoncent nettement les répliques par des « il dit » ou « elle dit », deux points à la ligne. Ce soin est devenu si rare qu'il passe pour une manière.

On observe en revanche une bonne résistance des livres à une mode qui a envahi la presse et la publicité de façon systématique : celle des jeux de mots. Cette résistance est méritoire et de bon augure, car contreparties et à-peu-près, naguère consacrés aux feuilles satiriques, tendent à supplanter, à la « une » des journaux dans le vent, les événements qu'ils annoncent. Affiches et manchettes rivalisent de slogans où l'approximation et le « cuir » tiennent lieu de message. Qu'il s'agisse de drames mondiaux ou de jus de fruits, la vie culturelle de la rue est rythmée par des assauts de lapsus-clin d'œil dont le signification constante laisse les étrangers pantois : « Rassurez-vous, bonnes gens, on reste entre nous, et il n'y a strictement rien à penser... »

L'ÉCRIT ne peut plus se permettre d'ignorer l'oral, tant ce dernier a pris le pas sur lui, dans la masse des messages reçus. Le calcul a été fait : en trente ans, le flot de paroles que nous subissons chaque jour a décuplé, et l'emporte de loin sur le volume de signes imprimés, qui, eux, doivent être recherchés volontairement. Or la consommation audiovisuelle où nous baignons de force obéit à des règles d'audience maximale, donc de simplification extrême, et d'horreur du vide, du blanc, du silence. Les « locuteurs » sont condamnés à une syntaxe et à un vocabulaire basiques, à une langue de bois fausement savante, ainsi qu'aux formules de remplissage. Le langage désormais dominant et omniprésent ne véhicule plus guère que la boue. Boue et boue et ratatam !

Cette « pensée » réduite à une musique d'ambiance pour ascenseurs de palace ne manque pas d'effets pervers. Par exemple, l'expression passe-partout : « Untel a été tout à fait clair. » Elle ne signifie pas du tout qu'untel s'est exprimé avec une exceptionnelle limpidité, la suite en témoigne ; elle ne fait que remplacer mécaniquement les deux-points-ouvrez-les-guillemets de l'écrit ou les « je cite » des débuts de la radio, en voie de disparition. Ainsi entend-on couramment : « Untel a été tout à fait clair, il n'y aura pas de négociations ! » A ce compte, la notion de clarté est en passe de perdre toute espèce de sens.

(Lire la suite page 10.)

## Henri THOMAS



### Un détour par la vie

roman

« Rien n'est plus discret, plus subtil, plus insidieux que ce roman étrange et impalpable... C'est beau et lugubre, déchirant et secret. Aux antipodes des trompettes de la renommée. »

Paul Corréntin/Télérama

GALLIMARD nrf

## Le ministère répartit les crédits du « plan d'urgence »

Le ministère de l'Économie a réparti les crédits du « plan d'urgence » pour l'année 1988. Les crédits sont répartis entre les différents secteurs de l'économie. Les crédits sont répartis entre les différents secteurs de l'économie. Les crédits sont répartis entre les différents secteurs de l'économie.

Le ministère de l'Économie a réparti les crédits du « plan d'urgence » pour l'année 1988. Les crédits sont répartis entre les différents secteurs de l'économie. Les crédits sont répartis entre les différents secteurs de l'économie. Les crédits sont répartis entre les différents secteurs de l'économie.

## DIVERS

### Dans les Alpes de la France

### hommes entendus par la pendule le viol et l'assassinat d'une fille

Un homme a été entendu par la pendule le viol et l'assassinat d'une fille. Un homme a été entendu par la pendule le viol et l'assassinat d'une fille. Un homme a été entendu par la pendule le viol et l'assassinat d'une fille.

Un homme a été entendu par la pendule le viol et l'assassinat d'une fille. Un homme a été entendu par la pendule le viol et l'assassinat d'une fille. Un homme a été entendu par la pendule le viol et l'assassinat d'une fille.

## VOIRIES DE JEAN D'HEURE

LE PLUS GRAND NON ET LUMIÈRE DE L'EST DE LA FRANCE

AVANT PREMIÈRE NATIONALE

EVOLUTION FRANÇAISE

NATION







## ● HISTOIRE LITTÉRAIRE

## Quand Paul et Virginie faisaient leur apprentissage

***Publié en 1788, le récit de Bernardin de Saint-Pierre est resté dans les mémoires comme un chef-d'œuvre de mièrerie saint-sulpicienne... Qu'en est-il deux cents ans après ?***



### L'enfance de Paul et Virginie.

**L'enfance de Paul et Virginia.**

inquiétude des mères, ils sont de sexe différent. Au début, cela n'avait pas d'importance. Longtemps le texte les donne comme joueurs et insiste sur l'absence de différenciation entre eux. Petia, ils dorment ensemble, on les baigne ensemble; souvent ils sont comparés aux Géméaux.

Tout se sâte le fameux jour où, malheur, même si les enfants qui en ont procédé ont jusqu'à fait leur bonheur.

Deux solutions. Délager Paul : sagement, il résiste. Eloigner Virginie : elle obéit; et les malheurs, contre tout bon sens, laissent partir sur le mer cruelle, vers un pays corrompu où elles ont souffert.

à la faveur de leur sortie, les enfants découvrent la mécanique, l'horreur de l'esclavage, la vulgarité et le vilain regard de l'homme olivâtre sur Virginie. Ils s'enfuient, se perdent. Ils ont donc ou treize ans, Virginie a faim, soit ? Paul pourvoit à tout. Il entreprend, pour lui donner le fruit d'un palmiste, de faire tomber l'arbre en en brûlant la base. Il se met en devoir de faire du feu, à la manière des Noirs, avec deux espèces de bois différents.

**Un mal inconnu**

De cet étonnant passage, on n'a retenu que l'aspect érotique ; Bachelard, lui, s'en est souvent pour montrer le lien entre feu et érotisme. « Il posa [...] ce morceau de bois pointu dans le petit trou de la branche [...] et, le faisant rouler rapidement entre ses mains comme on roule un moulinet dont on veut faire mousser du chocolat, en peu de moments, il vit sortir du point de contact de la fumée et des étincelles. »

Il avait donné et levé les yeux au ciel. « ange qui prend son vol ». Les mères ont gagné. Elle ne connaîtra pas Paul.

Paul de son côté essaye, de toute sa puissance, de le rejoindre à la nage, dans la tempête. « Pour prévenir sa perte », Domingue et le narrateur lui attachent à la ceinture une longue corde dont la fonction ombilicale ne saurait être plus claire. Chaque vague suffit d'ailleurs à anéantir son effort et le ramène sur l'île mère. On retrouve le corps de Virginie ; l'entéro ; les habitants de l'île, de toutes races, de toutes conditions, se pressent à ses funérailles.

Hélas ! Paul, de plus en plus, est un garçon et — antipatriote de saint Paul de Thèbes. Il ne pense plus qu'à semer des graines d'arbres, à planter partout des pépinières, des noyers. *« Sa main laborieuse répand... la fécondité jusque dans les lieux les plus stériles de l'enclos. Grâce à lui, mille sortes d'arbres se dressent vers le ciel... »*

VI. — 2. *« Famine de culture... comme si l'île était perdue en elle... ce qu'elle avait de plus cher ».*

La sexualité, la leur, celle de leurs enfants, fait peur aux femmes, parfois aimées, toujours abandonnées, jamais réconciliées. Sous peine de mort, les enfants les plus vertueux doivent un jour faire taire en eux la sagesse des mères. Bernardin de Saint-Pierre, un homme, a écrit ce livre. Il y a deux cents ans.

\* Il existe plusieurs éditions de poche de l'œuvre de Bernardin de Saint-Pierre : GF-Flammarion, Folio-Gallimard, le Livre de poche. Citons enfin l'édition de *Paul et Virginie* établie par Edouard Guillon pour l'imprimerie nationale.

1



• LETTRES ITALIENNES

Les derniers mots de Montale

Le dernier volume des œuvres poétiques d'Eugenio Montale en français et la première traduction d'un recueil complet de Piero Bigongiari : les voies d'accès ou de pénétration du riche continent poétique italien de ce siècle se multiplient.

La sixième et ultime volume des poèmes de Montale (mort en septembre 1981), préparé et traduit comme les cinq premiers par Patrice Angelini (1), présente un large choix des deux derniers recueils publiés en Italie du vivant de l'auteur : d'une part le *Château des poésies 1973-1977*, et d'autre part les *Autres vers et poésies éparses*, regroupant à la fois des textes anciens datant des années 1916-1926, et des textes qu'écrivait Montale au cours de ses vingt dernières années.

On ne trouve jamais ici l'équilibre, en valeur et en importance, des grands poèmes d'Os de seiche, son premier recueil, qui parut en Italie en 1925 (2). Et ce n'est pas faire injure à l'œuvre du

poète italien que de conseiller aux lecteurs qui voudraient s'initier à celle-ci de commencer par des entrées plus royales. Cela dit, les tactes réunies dans ce dernier volume ne sont nullement mineurs ni décevantes.

Montale ne pose pas au vieux sage déviant ses doctes sentences. « *Raccontare* » — comme il se désigne lui-même en français, — il tient le journal poétique du monde qui l'entoure. La vieillesse pas plus que la poésie ne sont pour lui des privilèges d'où dispenser des leçons. Sous l'humour et l'ironie — par exemple lorsqu'il évoque son entrée dans le Petit Larousse, à l'occasion de son prix Nobel en 1975, et sa sortie rapide, dès l'édition suivante (3), — c'est une voix grave et discrète que fait entendre le poète, une parole qui ne cherche pas à peser ou à s'imposer. Si sa poésie est « de circonstance », c'est dans le meilleur sens du terme : non pas célébrant cette circonstance, mais née d'elle.

L'arche poétique de Bigongiari

Né en 1914, dix-huit ans donc après Montale, dans la province de Pise, Piero Bigongiari appartient, avec notamment Mario Luzi et Vittorio Sereni, à ce qu'on a appelé en Italie la « troisième génération » poétique. Partit de l'« herméneutique » florissante, qui représentait dans les années musolinienne une forme de résistance à la culture fasciste, Bigongiari s'orienta vers une expression plus personnelle, nourrie d'une connaissance approfondie de la poésie italienne et française dont il est — de Scève à Ponge — l'un des traducteurs.

Les *Remparts de Pistoia* est le quatrième recueil du poète ; il date de 1968. Poésie à la fois simple et savante, insistant sur les éléments du monde et de l'histoire des hommes, les souvenirs, les lieux, les normes, les éléments. Minutieusement datés, chaque poème reconstruit le périple du poète, indique le sens de sa quête anxiante : « *Solo-je en train d'avancer ou d'aller en arrière, est-ce une certitude, moi qui me perdis ?* »

Dans les notes de son livre, Bigongiari prend l'image de la fin du Déluge pour expliquer la genèse de son poème. Cette « arche d'homme moderne », vers laquelle la colombe fait retour, est celle d'un « être » en effort : en ce sens, elle est habitation de poète.

PATRICK KÉCHICHIAN.  
★ DERNIERS POÈMES, POÉSIES VI, édition bilingue, choix, traduction de Patrice Angelini, Gallimard, 334 p., 139 F.

★ LES REMPARS DE PISTOIA, de Piero Bigongiari, traduit de l'italien par Philippe Jaccottet et André Ughetto, Seuil-Poésie, distribution Distique, 126 p., 70 F.

(1) Le Prix International de traduction Eugenio-Montale a été décerné à Patrice Angelini pour l'ensemble de son œuvre de traducteur.

(2) *Os de seiche* et les autres volumes de poèmes ont été publiés chez Gallimard.

(3) Pour la suite, Eugenio Montale sera « réintégré » dans le Petit Larousse...

Giuseppe Pontiggia et les maléfices de la trahison

Un roman sur la propagation du doute et l'étude du soupçon dans le clair-obscur de l'Italie fasciste.

DANS l'Italie mussolinienne de 1927, un homme — Losi, — qui se présente comme un prisonnier politique évadé, est recueilli par un réseau communiste clandestin. Il est hébergé dans la maison de campagne du docteur Mariano, qui, bien que n'ayant jamais fait de politique, accepte de se compromettre par amitié.

Giuseppe Pontiggia — révélé en France par Maurice Nadeau — réussit d'abord ce portrait d'un médecin bourgeois qui, entraîné à une solidarité inattendue, éprouve une sensation de peur et d'orgueil avant de chercher, par l'intermédiaire de sa maîtresse, d'éventuelles protections auprès de la hiérarchie fasciste.

Mais le livre est surtout une admirable étude du soupçon. Pen à peu, des doutes naissent, parmi les membres du réseau, sur la véracité des conditions d'évasion de Losi et sur la réalité de ses convictions politiques. Le militant Travi est le premier à pressentir que Losi pourrait être un provocateur et il s'emploie à en convaincre ses camarades.

Pontiggia montre très bien — par les subtils glissements d'interrogations — cette propagation du doute, cette transmission de la défiance : les résistants considèrent qu'ils sont devenus des « otages » aux mains de Losi et que le principal problème pour eux n'est pas de l'éliminer, mais de « ne pas être éliminés par lui ».

Ne disposant pourtant d'aucune certitude et poussés par leur désir de transparence, ils se livrent à une enquête dans le clair-obscur de l'Italie fasciste.



Giuseppe Pontiggia, un analyste du soupçon.

L'auteur dépeint — en suivant les étapes de leur investigation angoissée — la vie déplacée des clandestins, qui ont « perdu l'habitude de regarder pour prendre celle de voir » ; les villes traversées en secret se ramènent pour eux à un « labyrinthe d'adresses, de porches béants ou fermés et de volées d'escaliers ».

Le piège des consciences

Les renseignements les plus humbles sur le passé de Losi leur sont apportés par ceux qui l'ont côtoyé en dehors de tout engagement politique : en particulier, son ancien collègue, le professeur Perego, qui, enfermé dans le

belvédère de sa bibliothèque aérienne, l'a toujours considéré comme « une personne étrangère ». La fiancée de Losi révèle qu'il a bénéficié d'un traitement de faveur au cours de la détention qui a suivi sa condamnation par le tribunal spécial.

Tandis que se multiplient les indices de sa trahison, Losi — que nous ne verrons jamais — prend la dimension d'un ange maléfique, devient l'archétype de toutes les trahisons, l'emblème du fascisme qui traverse, de son rayon d'ombre, les consciences humaines avant de les enfermer dans son piège de nuit.

La dernière partie est la plus belle. Après la guerre, les membres du réseau veulent mettre la

main sur Losi, non pour se venger mais pour « comprendre ». En recherchant Losi qui, à son tour, est devenu un clandestin, ils accomplissent une quête mélancolique comme s'ils voulaient retrouver la qualité de secrets de leur propre passé : quand il est impossible de s'attacher « à un lieu, à une personne, à un objet » et interdit d'écarter la moindre tentation.

Ils ne découvrent qu'une dalle de granit dans un cimetière lointain. Le rayon d'ombre s'est abîmé en terre, il ne réapparaîtra que pour le malheur des hommes.

JEAN-NOËL PANCRAZI.  
★ LE RAYON D'OMBRE, de Giuseppe Pontiggia, Ed. Maurice Nadeau, 170 p., 78 F.

Un Italien très sage et très extravagant

(Suite de la page 9.)

C'est que, dans cet essai très libre, se trouvent les principales vertus de Marmori : le pouvoir de discerner dans une œuvre ce qui fut pur bonheur de création et ce qui fut assujéti aux manières et aux manies de l'époque, les hasards et les calculs savants, les embarras suscités par une trouvaille, le projet et la facture ; et aussi sa volonté de bien comprendre avant d'essayer de faire aimer. Sans oublier l'indispensable scrupule qui le conduisait à ressusciter la sensibilité générale dont l'œuvre n'est qu'une conséquence.

Mais, par-dessus tout, Marmori fait montre, dans ce panorama des « décadences », d'une puissance de transcription visuelle incomparable, au point qu'en lisant ses descriptions de tableaux on craignait d'être déçu si on les voyait réellement. Et que dire de sa façon de manier l'ironie, de provoquer, l'air de rien, le rire, à l'aide d'un rapprochement de textes ? Et aussi de penser jusqu'au bout le bon et le mauvais goût, au-delà, la perversion et, jusqu'au tréfonds, l'abjection même ?

Une culture calomniée

C'est ce pouvoir de visualisation, justement, qui domine dans ses romans, dans *Cérémonie d'un corps* (1), aussi bien que dans celui qui vient de paraître, préfacé par Pierre Klossowski ; et c'est aussi ce qui fait problème. Car voir si intensément équivalait à cesser de voir, à réduire la perception de l'ensemble, à arrêter le flux même de la narration : une page ou une suite de fragments peuvent être essentiellement « rétinien », mais un roman exige d'autres données que les données optiques — le temps qui passe, une progression.

Cela dit, il ne faudrait pas croire que l'Enlèvement de Vénus

n'est qu'une vaste tapisserie que le lecteur déroulerait pour le plaisir tout pictural de voir apparaître les minuscules figures d'un geste. Non, Marmori n'est pas de ces romanciers qui, comme celui imaginé par Borges et Bioy Casares dans leur parodie du « *nouveau roman* » (2), a passé sa vie à remplir neuf formidables volumes pour décrire l'angle nord-nord-ouest de son bureau. Non : d'abord, les scènes irrésistibles abondent ; ensuite, le propos de l'auteur, l'idée qui lui tient à cœur sont surprenants et du plus grand intérêt : il s'agit de réhabiliter une culture à ses yeux calomniée, la culture turque.

Italo Calvino a été témoin, à l'époque où tous deux fréquentaient la Bibliothèque nationale, du temps passé par Marmori à compiler des journaux, des

mémoires, pour se documenter sur la Turquie des sultans. Car il avait décidé que, au dix-neuvième siècle, seule la Turquie possédait une civilisation raffinée. Aussi, pendant des années, chercha-t-il, ici et là, des preuves pour étayer sa thèse qui opposait le raffinement ottoman à la barbarie des patriotes grecs et des philhellènes en général — ces étrangers qui, comme Byron, accoururent lorsque la guerre d'indépendance éclata, en 1820.

Curieux roman historique, où les personnages fictifs accomplissent des actions historiquement attestées, et les personnages historiques des choses dont ils furent épargnés par le destin ! Roman érudit et inventif, et soutenant une théorie qui, si étonnante, qu'elle soit, n'en est pas moins plausible, il offre des séquences splendides, parfois décapitantes. Il

suffrait de citer celle où la Vénus de Milo, qui, dans l'aventure de son enlèvement, a déjà perdu un bras, est présentée au Louvre à Louis XVIII, lequel, par un goût innommable de la symétrie, ordonne qu'on l'ampute de l'autre à coups de masse. Mais on n'a pas envie d'escamoter les scènes dont Byron est le protagoniste — que le poète se jette de son yacht, suivi de tous ses chiens, à l'assaut des vagues ; qu'il meure en combattant alors qu'il est mort, en réalité, des suites d'une maladie ; ou qu'il hante, post mortem, les plages, en vampire, comme le proclamait son secrétaire, l'affreux Polidori...

La publication de ce roman commence à réparer une injustice criante. Car il n'est pas exagéré de dire que Marmori a été l'un des penseurs de l'après-guerre ; l'un des conducteurs des mouvements esthétiques, des révolutions, des intermèdes du goût ; un garde-fou, un métaphysicien de l'extravagance, un baudelaïrien, un « moderne » accompli. Et, sans doute, un de ces sages, de ces justes, si discrets qu'ils tendent à devenir invisibles, qui sont là pour rappeler au monde que la vérité est bien plus vaste que la réalité.

Ce n'est pas par hasard que la préface-poème de Klossowski est un hymne à l'amitié ; ni que Calvino rappelait, avec une curieuse nostalgie, qu'il fut donné à son ami de vivre sa mort comme un Ancien : parfaitement lucide, dans sa maison, dans son lit, entouré de sa femme et de ses fils.

HECTOR BLANCHOT.  
★ L'ENLEVEMENT DE VÉNUS, de Giancarlo Marmori. Préface de Pierre Klossowski. Traduit de l'italien par l'auteur et Eleonora Guicciardi-Marmori, traduction revue par Myriam Tanant. L'Harmattan, 300 p., 98 F.

(1) Le Seuil, 1965. Chez le même éditeur : la *Parole*, roman, 1962.  
(2) *Chroniques de Buenos Aires*, Denoël, 1970.

Un funambule anarchiste

MARIO RIGONI STERN pourrait être le petit-fils de son héros, le berger Tonia. Né en 1921, l'écrivain est imprégné de son expérience sur le front russe pendant la seconde guerre mondiale, et il offre avec Tonia un reflet anticipé de lui-même, pendant la première guerre. L'histoire de Tonia est celle d'un déchirement. Berger du plateau d'Assagio, il est partagé entre l'amour de son pays et la nécessité de le quitter pour trouver du travail.

La figure centrale du livre, c'est la frontière. Pour nourrir les siens, Tonia ne cesse de traverser la ligne qui sépare l'Italie de l'Empire austro-hongrois. Tour à tour contrebandier, soldat, mineur, colporteur d'estampes, jardinier, gardien de chevaux, il passe et repasse d'un pays à l'autre, en proie aux hasards, d'une vie clandestine.

L'horizon cherché, le point de retour, c'est toujours pour lui son village du plateau d'Assagio, sa famille et tout le passé dont ils sont chargés. Il y revient par instinct, périodiquement, à la façon d'un oiseau migrateur. Tel un funambule, en équilibre fragile sur la frontière, Tonia danse sur le fil étroit qui rattache sa vie présente à ses souvenirs.

Traverser la frontière, c'est aussi franchir les seuils de la nostalgie et de la mémoire, voir défiler son existence. C'est encore transgresser un interdit, aller au-delà de la limite autorisée, s'inscrire en hors-la-loi. La mobilité incessante de Tonia témoigne de sa marginalité anarchiste, et elle révèle une inquiétude. Car l'épopée de cet homme seul, ses croisées désoirs finiront dans un monde réduit à néant par la guerre de 14-18. Seul avec ses moutons, Tonia contempera une dernière fois le plateau désolé et repassera la frontière avant de mourir.

Néo-réaliste, proche des premiers romans de Calvino, Mario Rigoni Stern se défend de tout sentimentalisme. D'une froideur insistante, son livre semble vouloir prouver la terrible monotonie des tragédies. Mais, comme Tonia, le lecteur est invité à passer la frontière, à franchir le seuil du récit et à découvrir l'intérieur d'une conscience : l'envers du regard habituel sur les choses.

MARION VAN RENTERGHEM.  
★ HISTOIRE DE TONIA, de Mario Rigoni Stern. Traduit de l'italien par Claude Ambroise et Sabine Zappa. Dal Bo. Éditions Verdier, 124 p., 75 F.

Autres parutions

● *Le Labyrinthe optique*, de Donatella Bisutti. Entre la simple fable et la pure image, une manière insolite de dévisager les choses. L'auteur a obtenu le prix Montale 1984. Traduit de l'italien et préfacé par Bernard Noël. Ed. Unes.

● *Le Silence du corps*, de Guido Ceronetti. Réédition d'un livre de moraliste sur les sentiments qu'inspire le corps lorsqu'il devient une obsession. Traduit de l'italien par André Maugé. Postface de Cloran. Le Livre de poche. « Biblio essais », 222 p.

Les Éditions HACHETTE signalent aux lecteurs de « LA VIE QUOTIDIENNE DES ÉCRIVAINS ET DES ARTISTES SOUS L'OCCUPATION » par Gilles et Jean-Robert RAGACHE qu'une erreur malencontreuse figure p. 206 à propos de Henry MULLER. Il fallait lire alsacien au lieu d'allemand ; de plus il n'était pas l'associé de Bernard GRASSET mais directeur littéraire.

SCIENCES HUMAINES

La psychanalyse face au nazisme

« J'ai écrit ce livre en 1975, à la fin de la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »

« Ce livre a été écrit pendant la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »

« Ce livre a été écrit pendant la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »

« Ce livre a été écrit pendant la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »

Freud meurtrier de ses

« Ce livre a été écrit pendant la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »

« Ce livre a été écrit pendant la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »

« Ce livre a été écrit pendant la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »

« Ce livre a été écrit pendant la guerre, à la fin de la Shoah. C'était une époque où l'on commençait à réfléchir sur ce qui s'était passé. La psychanalyse, à ce moment-là, était une discipline qui cherchait à comprendre l'individu, à comprendre ses motivations, ses conflits. Mais elle était aussi une discipline qui cherchait à comprendre la société, à comprendre les forces qui agissaient sur elle. C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, pour montrer comment la psychanalyse peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé, à comprendre les motivations des hommes, à comprendre les forces qui ont conduit à la Shoah. »



## SCIENCES HUMAINES

## La psychanalyse face au nazisme

« Je vois une nuée de calamités recouvrir le monde », écrit Freud à Arnold Zweig en 1935. Comment les docteurs de l'âme se sont-ils accommodés de ce brusque changement météorologique, de cette peste brune envahissant le ciel européen ? La psychanalyse ne défend aucun intérêt politique, avait écrit Freud. La consigne était-elle encore valable quand la Société psychanalytique de Berlin était rebaptisée l'Institut Göring, quand Max Eitingon devait démissionner au profit de deux aryens, Felix Boehm et Carl Müller-Braunschweig ?

Que diable étaient devenus les docteurs de l'âme sous le Troisième Reich ? Des historiens et des psychanalystes, réunis à Paris, l'année dernière, sous l'impulsion d'Alain de Mijolla, président de l'Association internationale d'histoire de la psychanalyse, se sont penchés sur cette période où la troupe freudienne comptait aussi bien des résistants que des sympathisants nazis (voir le Monde du 13 mai 1987).

Les communications de cette rencontre sont aujourd'hui reprises dans le premier numéro de la Revue internationale d'histoire de la psychanalyse, dirigée par le même Alain de Mijolla. Les travaux des participants (parmi lesquels Janine Chasseguet-Smirgel, Ernst Federn, Karen Brocht, Regine Lockot, Riccardo Steiner) offrent un vases aperiçu de la situation des psychanalystes durant la seconde guerre mondiale.

Ceux qui prirent le chemin de l'exil s'adaptèrent mal aux mœurs américaines ; certains, comme Clara Hoppel, finirent par se suicider. Ceux qui purent demeurer en Europe devaient choisir entre la mise à l'index et les compromis avec le régime, l'ordre de Göring étant formel : « Seuls les patients socialement et biologiquement précieux et ayant de bonnes chances d'être guéris à bref délai peuvent être



traités ». La plupart des psychanalystes se voyaient dans l'obligation d'abandonner la terminologie freudienne, de parler une « langue de camouflage », et d'éviter des interprétations jugées choquantes.

Pour se convaincre de l'existence de la présente publication, il suffit de se reporter à deux documents inédits publiés en appendice des textes : la correspondance d'Ernest Jones à Anna Freud sur l'émigration des psychanalystes et sur le cas « Wilhelm Reich, ainsi que le très curieux rapport d'un psychanalyste anglais, John Rickman, qui séjourna à Berlin en octobre 1944 et rendit notamment visite à Felix Boehm et Müller-Braunschweig, lesquels avaient « collaboré » avec l'Institut

Göring. Ajoutons enfin que, réusite exemplaire de l'édition française, la revue d'Alain de Mijolla est une équivalence sur le plan international.

R. J.

★ REVUE INTERNATIONALE D'HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE, n° 1 Presses universitaires de France, 460 p., 250 F.

— De Janine Chasseguet-Smirgel, on lira aussi *La perversion s'avance masquée*, un texte paru dans l'ouvrage collectif dirigé par Marjorie Gopstein et Jean Guillemin, *Pouvoirs du négatif dans la psychanalyse et la culture* (par les auteurs signataires : Yves Bonnefoy, Christian David, Hélène Reboul), Champ Vallon, diffusion PUF, 220 p., 114 F.

## La tradition juive oubliée

L'édition des œuvres complètes de Freud dans une nouvelle traduction a suscité ces commentaires de Léon Poliakov, auteur d'une Histoire de l'antisémitisme (Hachette-« Pluriel »).

La publicité faite par les Presses Universitaires de France à l'édition des œuvres complètes de Sigmund Freud, qui est d'une excellente tenue littéraire et scientifique, suscite sur un point donné un certain étonnement (voir « le Monde des livres » du 15 avril). Elle ne manque pas d'indiquer que le créateur de la psychanalyse se rattache à la tradition culturelle germanique, mais, tout en proposant au lecteur un voyage à travers « le continent freudien », elle omet de signaler un aspect auquel Freud attachait une importance primordiale, à savoir la question de ses origines. Les milieux psychanalytiques, et au-delà, n'ignorent pas qu'il naquit dans une modeste famille juive, mais il pourrait en aller autrement pour bien des lecteurs, compte tenu du manque de culture historique des nouvelles générations. Or il est évident que la psychanalyse a surgi au carrefour de deux tradi-

adepes ou compagnons de combat, fidèles ou hérétiques, furent des juifs austro-allemands dans une proportion écrasante.

En 1988, on croit pouvoir constater en la matière une remarquable alternance historique. Avant la seconde guerre mondiale, il n'existait en France qu'une poignée de psychanalystes, et ils étaient vertement critiqués, en tant qu'adeptes d'une science suspecte, d'une science germanique : le psychiatre qui à l'époque faisait autorité, Henri Claude, admettait que l'analyse pouvait convenir à la « race allemande », mais non à la « race méditerranéenne », et le grand historien Lucien Febvre parlait même d'un « Freud luthérien ». A partir de 1945, lorsque la psychanalyse française prit son essor, il ne fut plus question que d'un Freud juif, mais voici qu'il redevient allemand ; ce qu'il faut bien mettre en rapport avec un nouveau climat européen, voire mondial.

met à y maintenir le statu quo pourrait n'être qu'une nouvelle façon de dédaigner le jugement des « compacts majoritaires ».

Un autre symptôme est la récente montée en force du Front national, qui se réclame des valeurs nationales anciennes, tout comme le fait en Union soviétique l'association Mémoire (Parnat), dont Sakharov a dénoncé l'antisémitisme délinant.

Tous ces phénomènes obéissent à des déterminations très diverses, mais leur apparition coïncide dans le temps, à une quarantaine d'années de distance, avec l'écroulement de l'Etat racial hitlérien. S'agirait-il d'un retour du refoulé ?

A tous les égards, le cas de Freud est plus significatif que les autres, puisque sa pensée domine notre époque et régit couramment notre vie quotidienne. Les écrits dans lesquels il mettait cette pensée en rapport avec ses origines seront évidemment publiés dans la nouvelle édition. Mais je n'en suis pas absolument sûr en ce qui concerne un texte peu connu : la préface destinée à l'édition bértaque de *Totem et tabou* (Jérusalem, 1939). Il y écrivait qu'il n'était ni sioniste ni juif pratiquant, mais qu'il ne se sentait pas moins profondément juif, et que si on lui demandait ce qu'il gardait encore en commun avec les autres juifs il répondrait : « Beaucoup de choses, probablement l'essentiel. Mais je ne saurais actuellement l'exprimer en termes clairs. Il sera certainement accessible par la suite à l'investigation scientifique. » Un demi-siècle après, c'est loin d'être le cas — mais cela est une autre histoire.

LEON POLIAKOV (CNRS).

(1) Préface à la traduction de R. L. Rubenstein : *L'imagination religieuse, théologie juive et psychanalyse*, Gallimard 1967 (représsée dans *Les Juifs et notre histoire*, Flammarion 1975).

## Freud meurtrier de ses fils ?

(Suite de la page 9.)

Gross ne le mordit pas, mais Freud éprouva un certain soulagement à éloigner de la Berggasse ce médecin toxicomane né en 1877 qui fréquentait des anarchistes, écrivait des articles sur la « prédestination » au crime, et pensait que la psychologie de l'inconscient devait servir de préliminaire à la révolution. Sous l'influence de Stirner, Otto Gross dénonça la « violence parentale ». Interné dans un asile psychiatrique sur la demande de son père, il publia une lettre ouverte : « Si l'on considère que la normalité consiste à se conformer à l'ordre existant, alors on pourra interpréter mon insatisfaction comme un signe de trouble mental. » La psychanalyse, entre les mains de ce fils rebelle, préparait l'avènement du communisme et du matriarcat, libérant le monde de la soumission et de l'autorité, de l'esclavage des femmes et du mariage...

## Inaptitude à vivre

Otto Gross s'était marié en 1903 avec la fille d'un avocat, Frieda Schloffer. Quelques années après, il abandonna son épouse et ses fils à un ami sans doute plus entreprenant qu'il ne l'était, mais garda l'habitude de voyager souvent en compagnie du couple. Victor Tausk se maria en 1900, à l'âge de vingt et un ans, pour se séparer, lui aussi, de sa femme et de ses enfants cinq ans plus tard. D'abord écrivain et journaliste à Berlin, il devint en 1909 membre de la Société psychanalytique de Vienne. Son chemin croisa plusieurs fois celui d'Otto Gross, mais les deux mau-

vais génies de la psychanalyse n'étaient pas destinés à se rencontrer, chacun pressentant sans doute qu'il aurait eu à affronter son double.

Tous deux confessaient volontiers leur « inaptitude héréditaire à la vie ». L'un, Victor Tausk, s'accusait d'avoir gaspillé son talent dans les frivolités ; en liberté conditionnelle le jour, il passait ses nuits à se jurer et à se disculper. Quand la tension était insupportable, il errait de cinéma en cinéma, mais ne trouvait sur l'écran que la monotonie de son désespoir : « Je me connais, disait-il, donc je dois me mépriser. » Otto Gross, lui, fuyait les insomnies dans de longs voyages en train et dans la drogue. C'est lors d'un de ces voyages qu'il rencontra Kafka et qu'il commenta avec fièvre, pendant une nuit entière, un passage de la Bible, en s'interrompant de temps à autre pour se faire des injections. Si Tausk et Gross se réconciliaient avec la réalité, c'était pour dénoncer le monde dans lequel ils vivaient.

Otto Gross se réfugiait, avec une poignée d'anarchistes et de poètes « cosmiques », à Ascona, petit village des Alpes tessinoises devenu la « capitale de l'Internationale des psychopathes ». Tausk avait, lui aussi, une prédilection pour la bohème et les marginaux. Jeune avocat, il fit acquiescer une mère accusée d'avoir étranglé son enfant illégitime, en la désignant comme une victime de la morale répressive.

Les deux perturbateurs, on le devine, n'avaient pas reçu la bénédiction paternelle. Tausk nourrissait une haine jamais démentie à l'égard de son père, journaliste

mondialement connu. Et, à l'opposé de Hans Gross, célèbre professeur de droit pénal acquis aux théories de l'ordre et de la sélection contre la « décadence » de l'Autriche, son fils, Otto, proclamait : « Les dégénérés sont le sel de la terre ! » Il ne restait pas moins malade mentalement dépendant de ce père auquel il adressait des demandes extravagantes, comme l'octroi, pendant la guerre russo-japonaise, de mille couronnes aux Japonais, qui venaient de perdre un navire blindé...

## Grand séducteur grand destructeur

Le père exigea dans son testament qu'au lendemain de sa mort, et cela « dans le seul intérêt de son pauvre fils », on plaçât ce dernier dans un asile psychiatrique pour l'empêcher d'être livré aux incitations de ses amis, « gens de la pire bohème et anarchistes ». Hans Gross, qui tenait son fils pour un irresponsable atteint de *dementia praecox*, accusait les femmes du malheur d'Otto : « Il fut plusieurs fois victime de jeunes filles qui extorquaient de lui des promesses de mariage. Elles étaient loin de le valoir, et d'ailleurs il ne les aimait pas. »

Otto Gross, persuadé que le névrosé trouverait son salut dans l'immoralisme sexuel, célébrait l'orgie et la « thérapie organique », et volait au secours des femmes en rupture de ban. Il les sauvait pour les abandonner aussitôt. On le soupçonna d'avoir fourni du poison à trois de ses amoureuses au tempérament suicidaire : Lotte Chattemer, une jeune fugueuse, Regina Ullmann,

une de ses patientes, et Sophie Benz, peintre anarchiste.

Grand séducteur, grand destructeur, Tausk l'était aussi à sa manière. Défenseur d'une aristocratie serbe, Kosa Lazarevic, menacée d'arrestation par des soldats autrichiens, il se jeta avec elle pour rompre aussitôt et prendre la fuite. Hilde Lowi, une pianiste, se présenta un après-midi à son cabinet. Elle lui demanda en partant si elle devait revenir. « Tu dois revenir, car tu m'appartiens », lui répondit-il, et il la serrait dans ses bras. Quelques mois plus tard, le 13 juillet 1919, le jour prévu pour leur mariage, il se suicida.

Ce suicide, écrivait-il dans son testament, était « l'acte le plus sain et le plus digne de [sa] vie ratée ». Il avait noué un cordon autour du cou et s'était tiré une balle dans la tête. Un suicide qui ressemblait à une exécution. « Il est probable, disait Freud, que personne ne trouve l'énergie psychique nécessaire pour se tuer à moins que, en premier lieu, on le fasse, il ne tue en même temps un objet à quoi il s'identifiait, et, en second lieu, il ne tourne contre lui-même un souhait de mort qui était dirigé contre quelqu'un d'autre. »

Paul Roazen reprochait à Freud d'avoir voulu protéger son territoire et empêcher Tausk de marcher sur ses plates-bandes. Le père de la psychanalyse se serait métamorphosé en père de la horde primitive, exterminant sa progéniture rebelle. En refusant de prendre Tausk en analyse, en le traitant avec froideur et en tenant ses travaux pour négligeables — « Je l'ai longtemps considéré comme inutile », — Freud aurait opposé

une fin de non-recevoir à ce fils trop doué qui, dit-il à Lou Andreas-Salomé, représentait une « menace pour l'avenir ».

Kurt Eisler, pour récusar l'hypothèse du père meurtrier, chercha la femme. Il la trouva en Hilde Lowi, victime consentante désignée pour la psychanalyse séductrice qu'était Tausk. Ce dernier se serait suicidé pour se venger de sa fiancée enceinte, « qui le retenait dans un état, le contraignant au mariage ». Et Eisler, ce noble gardien de la foi freudienne, de déplorer que, en des périodes de « culture décadente », les « faibles et les instables, habillés de couleurs flamboyantes, aient une chance considérable d'éveiller la sympathie et l'admiration... ». Otto Gross n'échappa pas non plus aux réprimandes, puisque ce médecin drogué se permettait de soigner ses « petites amies psychotiques » et ne menait pas une « vie exemplaire ».

## Des pions sur l'échiquier

La mort d'Otto Gross, en février 1920, ressemblait à un suicide. On le trouva affamé et grelottant dans le hall d'un immeuble berlinois. Il succomba deux jours plus tard à une pneumonie. Tausk et Gross furent des pions sur l'échiquier qui opposait Freud à des partenaires illustres : Lou Andreas-Salomé ou Carl Gustav Jung. Victor Tausk, l'ami intime de Lou, suscita la jalousie du père de la psychanalyse. Otto Gross, que Freud envoya en cure de désintoxication chez Jung à la clinique du Burghölzli, fit les frais d'une lutte insidieuse pour le pouvoir entre le maître de Vienne et

son disciple en passe de devenir son rival.

Il est frappant de voir que Tausk et Gross se défendirent de pitoyable manière, en accusant de plagiat ceux qui les ignoraient et qui leur avaient, du même coup, volé leur identité. Tausk était persuadé que Freud le dépouillait de ses découvertes originales. Il agissait, disait Lou Andreas-Salomé, « comme si, par transmission de pensée, il était toujours préoccupé de la même chose que Freud ». Otto Gross, lui, envoya au 19 Berggasse un article dans lequel il accusa Bleuler et Jung de voler ses théories. Il intitulait ce texte « Pour ma propre cause ».

Le suicide de Tausk comme la misérable fin d'Otto Gross, c'était leur manière de clamer leur existence, de plaider leur propre cause. Mais, plus de soixante ans après leur mort, ils apparaissent encore comme des parasites de la psychanalyse. Ils prônaient l'amoralité au temps du puritanisme ; ils étaient les précurseurs de cette « gauche freudienne » si malménée depuis la dernière guerre. L'heure est venue de sortir du placard ces cadavres exquies.

ROLAND JACCARD.

★ LE SUICIDE DE VICTOR TAUSK, de Kurt Eisler, avec les commentaires du professeur Marquis Tausk. Traduit de l'allemand par Monique Chéné-Verrecchia. Presses universitaires de France, 298 p., 165 F.

★ RÉVOLUTION SUR LE DIVAN, d'Otto Gross, traduit de l'allemand par Jeanne Etoré. Préface de Jacques Le Rider. Seuil, 150 p., 99 F.

— A lire également aux éditions Seuil le très éclairant essai de Jacques Chomsky *Freud et le stalinisme*, sur la rencontre manquée entre le père de la psychanalyse et Theodor Herzl (200 p., 160 F.).

## Un funambule anarchiste

ANDRÉ BRETON a écrit, en 1929, un livre intitulé *Le surréalisme*. C'est un livre qui a marqué l'histoire de la littérature et de la pensée du XX<sup>e</sup> siècle. Il a été traduit en français par Pierre Klossowski. Le livre est divisé en deux parties : la première est consacrée à l'histoire du surréalisme, la seconde à l'œuvre de Breton. Le livre est écrit dans un style très personnel, très poétique. Breton y expose ses idées sur le surréalisme, sur l'art, sur la littérature. Il y parle de l'importance de l'imaginaire, de l'importance de la poésie. Le livre est un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent au surréalisme.

## parutions

Le livre de Breton est un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent au surréalisme. Il est écrit dans un style très personnel, très poétique. Breton y expose ses idées sur le surréalisme, sur l'art, sur la littérature. Il y parle de l'importance de l'imaginaire, de l'importance de la poésie. Le livre est un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent au surréalisme.



## LE FESTIVAL D'AVIGNON

Il danse « le Funambule », de Jean Genet

Jean-François Duroure raconte

Il y a deux ans, Mathilde Monnier et Jean-François Duroure confirmaient ici le triomphe de leur duo *Pudique scène/Excess* — ironie et violence sur des musiques de Kurt Weill. Après un autre spectacle commun, *Mourir de rire*, ils se sont séparés. Jean-François Duroure a décidé de fonder sa compagnie.

Il a travaillé à la Chartrouise, dirigé des stages, donné des cours, répété le spectacle qu'il va créer à la rentrée. Et il espère s'installer dans la région. Il vient de chez Pina Bausch, c'est-à-dire qu'il a vécu de longs mois à Wuppertal, ville industrielle de la Ruhr. Il dit qu'il a tout appris chez Pina Bausch, mais que le soleil lui a trop manqué.

Pas de personnage  
pas d'histoire.

Karine Saporta l'a invité pour une représentation unique avec *Le Funambule* — présenté déjà à la Bastille — d'après le *Funambule* de Genet. Il n'y a pas de comparaison avec le spectacle d'Alain Tamar (le Monde du 22 juillet) qui reprend en partie le texte de Genet.

C'est juste un point de départ pour installer le climat du cirque, des couloirs du cirque, une situation : « une » (et non plus « un ») funambule (Elena Marjoni) accompagnée de deux clowns (Pierre-Maurice Nolvi et Jean-François Duroure) se prépare à entrer en piste.

Il y a un cercle de sable, des lampions, une table à maquillage, des bruits et des musiques loin-



« La nécessité d'établir un récit est seulement un passage. »

teines. Un peu de nostalgie, beaucoup de rêve, des mouvements doublés en effets de miroir, redoublés en effets de routine.

Il n'y a pas de personnages, pas d'histoire à proprement parler. Pourtant, si Karine Saporta a choisi ce spectacle, c'est peut-être qu'il illustre l'un de ses points d'intérêt : la narration dans les écritures chorégraphiques propres à chacun.

Elle, même, dans sa *Jeune fille* aux yeux de bois, enchaînait des images qui finissaient par constituer un récit hésitant et répété, comme lorsqu'on cher-

che à retrouver un souvenir fuyant.

Elle a également invité Nouvelles de Mark Tompkins, d'après les de Gertrud Stein — décor extrêmement clean, humour poétique, style toujours très proche de l'école qui a donné les Meredith Monk, les Lucinda Childs. Et là aussi des effets de double, de répétition, de reprise — ce que le texte d'ailleurs justifie parfaitement.

Au cours de son débat au Vercor, Karine Saporta souhaitait discuter de la narration et de la danse. Les spectateurs ont seulement demandé à partir de quoi et comment un chorégraphe

conçoit, fabrique un spectacle. Ici, dans ce festival qui tient sur le théâtre, sur le texte, dans ce festival où règne la parole, on parvient mal à imaginer une expression qui ne passe pas par l'enchaînement logique des phrases.

« La nécessité d'établir un récit est seulement un passage », dit Jean-François Duroure. En tout cas, pour moi, je suis dans un moment où j'en ai besoin, mais c'est pour arriver à un vocabulaire chorégraphique qui se suffira à lui-même. »

COLETTE GODARD.

« Le Nouveau Menoza », de Lenz

## La décence et la barbarie

Une promesse du Festival était la programmation de cet Himalaya du théâtre : le Nouveau Menoza, de Lenz, qui n'est presque jamais joué.

Jakob Lenz est né en 1791, le Nouveau Menoza. Quatre ans plus tard, à vingt-sept ans, il perd la maîtrise de sa tête. Jusqu'à sa mort dans la misère, à Moscou, en 1792, il n'écrit plus.

Dans un premier temps, le Nouveau Menoza était la transposition théâtrale d'un best-seller du Danois Erik Pontoppidan, qui avait été traduit en allemand en 1742, et dont le titre entier était : *Menoza, un prince asiatique qui a parcouru le monde à la recherche de chrétiens, mais n'en a pas trouvé beaucoup*. Ce roman racontait les « fautes de parcours » des religions, dans plusieurs pays d'Europe, pour conclure que seuls les membres de l'Eglise luthérienne dansaient se conduisant honnêtement.

Jakob Lenz a gardé le personnage de ce jeune prince venu d'Asie en Europe après avoir rencontré quelques missionnaires jésuites. Il confronte le calme de ce voyageur, sa droiture, sa délicatesse, aux manœuvres intelligentes, caractérielles, et même criminelles, de quelques Allemands et Allemandes du beau monde. Il va alimenter vite et très fort une jeune fille, Wilhelmine, qui tranche sur cette faune. Mariage. Aussitôt après la nuit de nocces, un paradis, les deux mariés apprennent qu'ils sont frère et sœur.

L'originalité de *Menoza* est une alliance de « crayons » de société, d'observations de sagesse, profondes et pas pédantes, de propos de morale, de situations et paroles gaies, de choses sordides, sinistres, style roman noir d'épouvante, et enfin de moments de tragédie de haute dimension. Tout cela très bien filé.

Il est évident que Jakob Lenz, ici, est marqué aussi fort par l'Édipe de Sophocle que par des farces de Plaute. Lenz estimait que « la comédie est un spectacle pour tout le monde, et que la tragédie n'est faite que pour la partie la plus sérieuse du public ». Il ajoutait : « En Allemagne, nos auteurs doivent pratiquer un style tragique et comique à la fois, parce que le peuple pour lequel ils écrivent, ou du moins devraient écrire, est un incroyable mélange de culture et de barbarie ».

Dans *Menoza*, hors de tout contexte de société, le comique et le tragique sont simplement deux réactions distinctes à un même événement. Apprenant qu'il a passé sa

nuit de nocces dans les bras de sa sœur, le prince tombe en état de choc, n'emploie pas de grands mots, se débat dans le noir, ressent un vertige, veut se tuer. Il donne différents signes, plutôt immobiles, du tragique. Wilhelmine, apprenant la même chose, perd connaissance, puis elle va réagir moins à l'inceste qu'à la perte éventuelle de son mari, dont elle est folle amoureuse. Elle n'est ni tout à fait tragique ni tout à fait un agent de comédie. En revanche, Maître Beza, régent de collège, lorsqu'il fait appel à une pseudo-jurisprudence religieuse pour faire passer l'inceste par profits et pertes, appartient à la comédie.

Quelques choses comme un effet d'optique, un renversement d'apparence, entre le rire et l'horreur, est suscité par la violence des dialogues. Dona Diana, une comtesse espagnole, dira par exemple : « Je ne me tiens en rien moins abjecte que mon chien, tant que je serai une femme. Enfants des culottes, empoignons les hommes par les cheveux, et traitons-les dans leur sang. Une femme ne doit pas être douce, ou elle n'est qu'une putain dont on peut tendre la peau sur un tambour. »

« L'haleine puante du peuple »

Lenz ne pensait pas forcer le ton. Il avait publié le *Nouveau Menoza*, il tomba sur un exemplaire, jeta les yeux sur le texte, en tomba à la renverse, et, avant d'entreprendre une autre version, qu'il n'allait pas mener loin, il écrivit à un ami : « J'abandonne la scène de la nuit de nocces ! Comment ai-je pu l'écrire, pourquoi que je suis ! Moi, l'haleine puante du peuple ! » A Avignon, le Nouveau Menoza, dans la mise en scène de François Rancillac, erre à l'aveuglette comme une barque dématée. Dès la première scène, le décor de tulipes et d'accessoires de fleuriste surprend — nous avions oublié que le spectacle était « sponsorisé » par une entreprise de fleurs artificielles (au moins la SEITA, sponsorisant *Armide* à Aix, n'avait pas de fleurs de papier de gaules bleues, elle s'était contentée de la couleur « bleu gaule » généralement dispensée sur les parois du décor). Les acteurs du Nouveau Menoza courent par-dessus les plates-bandes. Comme dit le domestique Gustave, l'une des figures les plus terrifiantes de *Menoza* : « Ils dansent là-dedans comme des furies. Je ne peux plus me tenir debout. C'est l'enfer. »

MICHEL COURNOT.

\* Cloître des Célestins, 22 heures, jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

## MUSIQUES

« Sine Nomine », c'est l'énigmatique appellation que s'est donnée un excellent quatuor suisse, invité d'un festival itinérant.

« Des minutes rares et fugaces, où la musique semble tomber du ciel... », dit une coupure de presse en exergue du programme du Festival international de quatuors à cordes, organisé par les Amis de la musique de Lubéron. L'élegance vaguement poétique de la formule n'excuse pas son inexactitude. En effet, les organisateurs, conscients de l'incompatibilité des joies du plein air et de la qualité acoustique des concerts, choisissent toujours des lieux fermés, sans réverbération excessive, qu'ils ont sélectionnés au fil des ans avec un souci dont la plupart des festivals d'été semblent dépourvus.

Le cloître de l'abbaye de Silvacane, les églises de Roussillon, de Gout et de Fontaine-de-Vaucluse, accueillent ainsi, à tour de rôle, entre juillet et septembre, six quatuors à cordes qui donnent chacun une série de trois concerts. Les minutes de bonheur ne sont donc ni

Musique de chambre en Lubéron

## Quatre Suisses sans nom

rare ni fugaces ; il est vrai que, depuis l'époque où cette phrase a été écrite, le Festival a pris de l'ampleur et de l'assurance, sans perdre son âme. Les concerts sont toujours précédés d'une présentation des œuvres en quelques phrases, ce qui ne se fait presque nulle part ailleurs, par respect pour le public et pour la musique, dit-on, mais le plus souvent par indifférence, voire par ignorance.

Ici, le choix même des quatuors invités, assez jeunes le plus souvent, témoigne d'une sûreté de jugement que la liaison avec le concours de quatuors à cordes d'Évian vient renforcer : parmi les récompenses offertes au premier prix figure un séjour de travail à Roussillon et une série de concerts. Outre le Quatuor Via Nova, fondé en 1968 et qui fait presque figure d'ancêtre, trois quatuors français de formation récente sont à l'affiche cette année : le Quatuor Parisii (fondé en 1980), venu début juillet ; les Quatuors Manfred et Ysaye (tous deux fondés en 1986), du 10 au 13, puis du 20 au 23 août.

Précédés par le Quatuor Talich, qui ouvrait le Festival, et confrontés avec le très brillant Quatuor Sine Nomine (de Lausanne), les jeunes

## VARIÉTÉS

Le Festival « Juste pour rire » à Montréal

## Joueurs de mots et faiseurs de gags

Une centaine d'humoristes sont venus à Montréal pendant plus d'une semaine. Parmi eux, un Français : Roland Magdane.

Un Québécois, Gilbert Rozon, a eu l'idée de réunir chaque année, dans un même festival, une centaine de comiques francophones et anglophones mêlés. Entreprises périlleuses. Il s'agit de faire coexister des formes d'humour radicalement différentes. L'opération est réussie : du 14 au 24 juillet un vaste public a participé dans plusieurs salles de Montréal à la sixième édition de ce festival unique en son genre.

L'humour anglais ne vit pas sur la même planète que le rire français. Joueurs de mots, les anglo-saxons ne prennent pas le temps de développer un caractère. Tout est dans la virtuosité du discours et dans son efficacité. Les Américains Jeff Altman, et surtout Robert Schimmel, un nouveau Lenny Bruce, ont été particulièrement brillants dans ce domaine. Avec un Français... Roland Magdane, vivant aux États-Unis depuis cinq ans.

À la fin des années 70, Magdane devenait dans l'Hexagone l'un des comiques les plus prisés par le grand public. Mais un soir d'été, il a décidé de s'installer à Los Angeles. Il a dû d'abord maîtriser la langue anglaise et l'accent américain, les références locales, et faire oublier la réputation d'arrogance qui s'attache aux Français. Ensuite il s'est présenté dans un des quatre cent cinquante « club de comédie », ce qui compte les États-Unis, cent à trois cents places où se succèdent chaque soir les humoristes, toutes les vingt minutes. Sans se gêner, sans s'appuyer sur des personnages, il développe une histoire simple en apparence mais, minute après minute, s'amplifie démesurément comme la fameuse séquence de la

cabine d'*Une nuit à l'Opéra* des Marx Brothers. Remarqué aussi à Montréal : une interprétation vaudevillesque de *Roméo et Juliette* par The Reduced Shakespeare Co ; un duo de parodistes musicaux québécois, Bower and Blue. Et Christopher, un jeune Noir américain qui puise lui aussi son inspiration dans la musique.

L'humour francophone était caractérisé cette année par une remarquable précision technique. Que ce soit l'Institut de jonglage ou les Frères Taquin, deux jeunes belges qui ont monté un numéro de mime et de danse, à partir du personnage de l'automate-animateur publicitaire dans un grand magasin. Les Frères Taquin travaillent ensemble depuis à peine dix mois. En janvier dernier, ils ont remporté le premier prix du Festival du cirque de demain. Récompense qui a déjà été décernée au clown québécois Denis Lacombe pour un numéro de chef d'orchestre fon, l'un des triomphes du festival de Montréal.

CLAUDE FLAUTER.

## Piaf toujours au hit-parade

Pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la disparition d'Édith Piaf, Pathé-Marconi a réuni sur un double album et deux disques compacts ses plus célèbres chansons, plus deux inédits enregistrés en 1943 (*Sans y penser*) et en 1946 (*Dans ma rue*). La firme a lancé à cette occasion une campagne publicitaire télévisée, pour la première fois, puisque un récent décret le permet. Du 9 juin au 6 juillet, quarante spots de vingt secondes ont ainsi été diffusés sur TF 1. Deux cent soixante-dix mille albums, cassettes et compacts ont déjà été commandés. C'est le chiffre de sorte le plus élevé enregistré à ce jour par un artiste chez Pathé-Marconi.

La « Tétralogie » dirigée par Daniel Barenboim

## Dieux désinvoltes à Bayreuth

(Suite de la première page.)

Avec les géants (vraiment immenses, petites têtes sur d'énormes corps et bras articulés), les Nibelungen (en costume blanc de savants atomiques ou de fabricants de drogue) et même entre eux, c'est une suite de discussions, de bagarres, de menaces d'une vivacité extrême ; ce tourbillon, d'ailleurs amusant, s'achèvera par des farandoles extatiques devant les promesses du Walhalla, que la joyeuse troupe rejoindra en s'embarquant dans une fusée sur le « pas de tir » de la tour aux miroirs colorés par l'arc en ciel au laser.

Tous ces personnages ne sont guère respectables et ne cher-

chent d'ailleurs pas à faire illusion, surtout Wotan, fanfaron, cupide, mauvais joueur, que rarement on a montré physiquement aussi dévoyé, mais la voix de John Tomlinson a une telle présence que chacune de ses interventions réaffirme son autorité de « parrain » sans cesse mise en question.

Au Nibelheim, où un pont métallique d'un jaune criard soutient les galeries de la mine, on retrouve l'excellent Mimi d'Helmut Pampuch. Mais Ginter von Kannon surtout est un extraordinaire Alberich, une bouche d'ombre, une voix amère qui ruine tout le désespoir et le désir du monde, un puissant

acteur à la manière de Ridderbusch.

Les dieux sont tous remarquables, et en particulier le Loge virevoltant, au timbre liquetueux, brillant, de Graham Clark, qui se joue des Donner et Fröh, lourdauds et forts en gueule (Bodo Brinkmann et Kurt Schreimayer) comme d'Alberich et des géants (Mathias Hölle et Philip Kang). Quant aux dames, aux voix très lumineuses, comme celles des filles du Rhin, Linda Finnie campe une Fricka très bourgeoise, excitée et avide, et Eva Johansson une Freia sans cesse en mouvement, terrorisée et évaporée tour à tour ; on

n'oubliera pas non plus la mystérieuse Erda (Anne Gjevang).

Après un prélude assez lent où la trame semblait peu fournie, l'orchestre a trouvé peu à peu un parfait équilibre avec les chanteurs, et la direction de Daniel Barenboim s'est montrée aussi vive et colorée que le discours scénique de Kupfer ; la splendeur de la dernière scène en particulier faisait bien augurer des plus hautes pages de cette nouvelle *Tétralogie*. Mais tant de personnages furieusement antipathiques, même si leurs silhouettes sont plaisantes, peuvent-ils déployer toute l'étoffe des mythes wagnériens ?

JACQUES LONCHAMPT.

## ARTS

Le Musée de Montréal

## Un mamelout

Le Musée de Montréal a organisé une exposition intitulée « Un mamelout ». L'exposition est consacrée à l'histoire du mamelout, un vêtement traditionnel du monde arabe. Elle présente une collection de vêtements, de bijoux, et de documents historiques. L'exposition est ouverte du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Le billet d'entrée est de 5 \$.

## COULISSES

Daniel-Christophe Borge  
directeur du cabinet  
de M. René Lévesque

Le directeur du cabinet de M. René Lévesque, Daniel-Christophe Borge, a été nommé à ce poste le 29 juillet 1988. Borge a travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans. Borge a été nommé à ce poste après avoir travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans.

Le directeur du cabinet de M. René Lévesque, Daniel-Christophe Borge, a été nommé à ce poste le 29 juillet 1988. Borge a travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans. Borge a été nommé à ce poste après avoir travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans.

Le directeur du cabinet de M. René Lévesque, Daniel-Christophe Borge, a été nommé à ce poste le 29 juillet 1988. Borge a travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans. Borge a été nommé à ce poste après avoir travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans.

Le directeur du cabinet de M. René Lévesque, Daniel-Christophe Borge, a été nommé à ce poste le 29 juillet 1988. Borge a travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans. Borge a été nommé à ce poste après avoir travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans.

Le directeur du cabinet de M. René Lévesque, Daniel-Christophe Borge, a été nommé à ce poste le 29 juillet 1988. Borge a travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans. Borge a été nommé à ce poste après avoir travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans.

Le directeur du cabinet de M. René Lévesque, Daniel-Christophe Borge, a été nommé à ce poste le 29 juillet 1988. Borge a travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans. Borge a été nommé à ce poste après avoir travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement du Québec. Il a été directeur du cabinet de M. René Lévesque pendant plus de dix ans.



# Culture

## ARTS

Le Musée de Montargis acquiert un Girodet disparu

### Un mamelouk dans le Loiret

Exploit à Montargis : le musée a réussi à acquérir une toile de Girodet que l'on croyait disparue.

En 1819, Girodet fit le portrait d'un mystérieux Mustapha Susen de Tunis. La toile fut gravée, puis disparut, au désespoir des administrateurs de l'étranger Girodet et des historiens de l'orientisme. On perdit jusqu'au souvenir de ce Maure barbu, à poil louché, veste écarlate, gilet lilas et turban blanc orné de fleurettes mauves qui annonçait les turqueries de Delacroix et de Chassériau.

Premier miracle : Mustapha reparaît, identifiable grâce à l'ancienne gravure, au monogramme ALGT — pour Anne-Louis Girodet Trionson — et à son style.

#### Une coalition de mécènes

Second miracle : alors que la Fondation Getty convoitait l'œuvre, le Musée de Montargis, ville natale de l'artiste, est parvenu à rassembler la somme demandée, 190 000 F. La municipalité a versé 200 000 F. La caisse d'épargne locale s'est montrée héroïque et a déboursé 500 000 F.

La région et la Réunion des musées nationaux ont donné le



resta, et le bel Ottoman est parti pour le Loiret.

On ne peut rêver meilleur exemple d'une coalition de mécènes adroitement employée à l'enrichissement du patrimoine. Il ne reste qu'à espérer que d'autres musées, dans d'autres villes, sauront de plus en plus agir avec autant de promptitude et d'efficacité.

PHILIPPE DAGEN.

## COULISSES

M. Daniel-Christina Barroy directeur du cabinet de M. Emile Biassini.

M. Daniel-Christina Barroy vient d'être nommé directeur du cabinet de M. Emile Biassini, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, chargé des grands travaux.

Né le 23 novembre 1952 à Lille, M. Barroy est diplômé d'HEC de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'ENA. Administrateur civil, il a été affecté de 1981 à 1985 à la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances.

Nommé en 1985, secrétaire général-adjoint du Centre national de la cinématographie, M. Barroy avait quitté ses fonctions en avril 1986 pour entrer au cabinet de M. Jacques Chirac-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, en qualité de directeur-adjoint.

MM. Jean-Pierre Jaugis, Marc Decourman et Mme Dominique Bezombes, ont été nommés, d'autre part, conseillers techniques, et M. Daniel Dourneau-Gabory, chef de cabinet.

Fin de la grève du zèle des bibliothécaires adjoints. — A la suite d'une réunion qui s'est tenue avec M. Parodi, le directeur de la DBMIST (Direction des bibliothèques et musées et de l'information scientifique et technique), les bibliothécaires adjoints qui observaient une grève du zèle depuis plus de deux mois ont décidé de cesser leur mouvement. Cela à la suite de propositions émanant de la part d'une représentation de leur carrière et de leurs rémunérations. Un groupe de travail qui doit travailler sur un nouveau statut de cette profession a été constitué.

Amie Gaubert nouveau chef du département des antiquités orientales du Louvre. — Annie Gaubert, conservateur en chef au Louvre, a été nommée chef du département des antiquités orientales du musée. Agée de quarante-six ans, elle succède à Pierre Amiet, qui a atteint l'âge de la retraite. Spécialiste du Levant et de Chypre, elle a participé à de nombreuses expositions au Louvre, en collaboration avec le CNRS, de plusieurs ouvrages, notamment sur les collections de Chypre au Louvre, elle a également été responsable de nombreuses expositions au Palais de Tokyo ; en particulier « Au royaume de Saba, archéologie du Yémen » et « Arts antiques du Maghreb ».

José Carreras guéri. — Le ténor espagnol José Carreras a donné, le jeudi 21 juillet, un récital en plein air à l'Arc de triomphe de Barcelone. Cent cinquante-cinq mille spectateurs assistaient à ce concert, le premier depuis qu'une leucémie a arrêté le chanteur en octobre 1987.

## CINÉMA

« Les enfants de l'impassé » d'Alan Pakula.

Aux confins de Newark, sur une zone désertique, deux frères, deux orphelins, vivent dans une maison délabrée. L'un, Treat (Matthew Modine), veut pour eux une subvention. Il empiète le plus jeune, Phillip (Kevin Anderson), de sa chambre, sous prétexte de le protéger des dangers imaginaires. Un jour, Treat ramène Harold (Albert Finney), un homme élégant, à qui il veut offrir le contenu de son attaché-case. Gengibre, Harold a connu, enfant, la condition d'orphelin. Il devient le père de substitution des deux frères, dont il fait l'éducation. La maison lui sert en même temps de refuge, dans l'attente de nouvelles d'un complice.

Ce film est tiré d'une pièce de théâtre. A part quelques scènes d'extérieur, Alan Pakula nous fait le coup de l'exercice de style dans un espace fermé avec trois personnages. Techniquement, c'est habile : plans variés, exploration de la maison, capsaquisme qui se transforme sous l'influence de Harold, tandis que les deux garçons apprennent à s'habiller comme il faut, à soigner leur physique, et à s'ouvrir à la vie. Phillip tout au moins, qui dans la plus belle scène, se risque à l'extérieur et découvre la liberté. Les acteurs sont excellents. Les scènes tout autant que Finney, dans des performances qui n'ont pas l'air calculées. Cela fait — presque — passer les lourds symboles scéniques dont le dialogue est truffé.

JACQUES SICLER.

# Communication

Vers une reprise du travail à l'imprimerie de Massy

### Dialogue renoué entre M. Jean Didier et le Livre CGT

Après six semaines de conflit à l'imprimerie Jean Didier, et seulement deux jours après les affrontements de Massy (le Monde des 26 et 27 juillet), il aura suffi de quatre heures de discussions mercredi 27 juillet entre les deux parties, le PDG, M. Jean Didier, et le secrétaire général du comité paritaire du Livre CGT, M. Roger Lancry, pour aboutir à un accord qui devrait être officialisé vendredi ou samedi. Réunis à l'initiative de M. Jean Miot, médiateur nommé lundi par le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, les deux parties ont en effet publié un communiqué qui constate leur volonté de mettre un terme au conflit, puis de dégager les perspectives d'avenir.

Concrètement, la direction générale de l'imprimerie de Massy a décidé de « rétablir immédiatement les fluides (eau, électricité), ce qui permettra à tous les salariés de l'entreprise la remise en état du matériel », en vue d'un redémarrage de la production qui pourrait être rapide, « dès lors que l'accord définitif sera signé ». De son côté, la CGT s'engage à « tout mettre en œuvre pour rétablir la sérénité » et ainsi « garantir aux salariés la sortie de leurs titres dans des conditions normales ». Dès vendredi 29 juillet, les deux parties poursuivront ce dialogue sur « la modernisation de l'outil industriel, ses conséquences sociales, et la pérennité du site de Massy ».

Sans forcer le triomphalisme, les dirigeants CGT du Livre, ne

cacheraient pas mercredi leur satisfaction. Le terme « tous les salariés » inclut selon eux les vingt-quatre personnes que le PDG voulait licencier, ce qui avait amené le durcissement du conflit. Et la discussion sur la « pérennité » du site, autre revendication cégétiste, est explicitement mentionnée.

La mission Miot, en rétablissant le dialogue social, a donc rapidement progressé vers une solution du conflit. Sans doute les pressions des éditeurs, inquiets de l'extension éventuelle de ce conflit qui menaçait leurs publications, ne sont-elles pas étrangères à la soudaine modération de M. Jean Didier, qui par ailleurs ne s'est pas fait que des amis dans le patronat de l'imprimerie, en construisant un groupe qui ambitionne la place de numéro un européen pour les magazines.

#### « Le commerce contre les gourdins »

De son côté, la CGT veut rester vigilante. Ses militants ont ainsi maintenu un rassemblement, jeudi 28 juillet à Lille, devant l'usine du groupe Didier. Avec pour mot d'ordre « plus jamais ça », en référence à l'action des vigiles armées de fusils qui avaient accueilli les syndicalistes lundi à Massy. Comme l'affirme un dirigeant cégétiste, « nous n'avons pas déclaré la guerre, nous n'avons pas à demander d'armistice » car « tout n'est pas encore réglé ».

Lors d'une conférence de presse tenue en présence de M. Erwin Fernmann, président allemand de la Fédération graphique internationale (qui regroupe les syndicats de l'imprimerie de quarante-deux pays), les syndicalistes ont souligné que ce conflit prenait tout son sens dans une perspective européenne « d'offensive du patronat contre les droits acquis ». Instruits par leur défaite en Grande-Bretagne à Wapping, face à M. Rupert Murdoch qui avait réussi en 1986 à éliminer les syndicalistes à l'occasion du transfert de la production dans une nouvelle imprimerie, les adhérents de la Fédération graphique internationale ont mis au point un réseau de solidarité qui empêche le transfert à l'étranger des travaux effectués éventuellement dépourvus des usines en grève. « Ce n'est pas avec des gourdins, mais par le commerce, en faisant pression sur les éditeurs pour qu'ils raisonnent les patrons de l'imprimerie, et par la solidarité avec d'autres catégories, comme les journalistes, que nous pourrions éviter d'autres Wapping », déclarait ainsi M. Fernmann.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Précision. — La société KO-International nous prie de confirmer, comme le Monde l'avait écrit lors des incidents survenus à l'imprimerie Didier (le Monde du 27 juillet), qu'elle n'a jamais fourni de vigiles à cette entreprise.

La chaîne francophone par satellite diffusée en septembre au Canada

### Une nouvelle grille de programmes pour TV 5

TV 5, la chaîne de télévision francophone par satellite reprise par les réseaux câblés d'une vingtaine de pays d'Europe et d'Afrique du Nord, va développer à la rentrée une nouvelle stratégie de programmation.

A l'extension de l'horaire quotidien de diffusion, incluant le week-end, jusqu'à 1 heure du matin en semaine, devrait ainsi s'ajouter un choix de programmes plus large, notamment avec la création du magazine de mode *Papier glacé*, diffusé tous les jours à 19 h 30.

La chaîne estime « avoir atteint l'objectif de vitrine de la production francophone » qu'elle s'était fixée lors de sa création en 1984. Rappelons que la chaîne rassemble plusieurs partenaires (TF 1, A 2 et FR 3 regroupés au sein du GIE Satellimag, les télévisions suisse et belge, SSR et RTBF, et depuis 1986 le consortium de télévision Québec-Canada).

TV 5 Europe s'associera à la neuvième Université d'été de Carcass-Maubuisson (le Monde du 13 juillet), organisée cette année autour du thème : « L'Europe et la communication ». Sa présence coïncidera avec le lancement, longtemps différé, de TV 5 Québec-Canada.

A cette occasion, un duplex sera organisé entre Montréal et Paris pour le lancement de la nouvelle chaîne. Enfin, TV 5-Europe sera présente lors de la Journée spéciale Europe du 2 septembre, au cours de laquelle est prévu notamment un débat sur « La transnationalité des télévisions ».

Au tribunal de commerce de Paris

### « Le Sport » en liquidation

La belle aventure n'aura duré que dix mois pour le deuxième quotidien sportif français. Lancé le 12 septembre 1987 par René Téze et Xavier Couture dans le dessein avoué de mettre fin au monopole acquis, peu après la Libération, par le journal *L'Equipe*, le *Sport* a finalement perdu le pari qu'il s'était fixé. Avec une diffusion moyenne de 30 000 exemplaires, quand l'objectif de vente annoncé se situait autour de 100 000 à 120 000 exemplaires, l'équilibre d'exploitation n'a pas été atteint. Le passif enregistré (environ 70 millions de francs) a obligé le journal à interrompre sa parution le 29 juin dernier et à déposer son bilan le 7 juillet.

Depuis, les 81 journalistes du *Sport*, constitués en société de rédacteurs, ont multiplié les initiatives pour tenter de maintenir le journal en vie. Plusieurs candidatures ont été présentées pour la reprise du titre, parmi lesquelles celle de M. Maxwell paraissait la

plus plausible (le Monde daté 10-11 juillet). Mais aucune négociation n'ayant abouti jusqu'ici, le tribunal de commerce de Paris a finalement prononcé, le mercredi 27 juillet, la mise en liquidation judiciaire du titre. Un délai ultime de huit jours a toutefois été accordé au journal pour permettre à d'éventuels repreneurs de se manifester. Passé ce délai, les 130 salariés du journal devront être licenciés.

Pour l'instant, le pessimisme est donc de rigueur au sein de la rédaction du quotidien, où l'on estime qu'une éventuelle reprise serait de toute façon accompagnée d'une compression de personnel et d'un changement de l'orientation éditoriale. « L'option de magazine au quotidien est de toute façon condamnée », a estimé Patrick Blain, rédacteur en chef du *Sport*. Or c'est sur cette innovation que le quotidien avait basé toute sa politique.

M. Le Roy remplace M. Feffer à la tête du SJTI

M. Thierry Le Roy a été nommé chef du service juridique et technique de l'information (SJTI) au secrétariat général du gouvernement. Maître des requêtes au Conseil d'Etat, ancien directeur du cabinet de M. Jack Lang au ministère de la culture (1984), M. Thierry Le Roy succède à ce poste à M. Marc-André Feffer, récemment nommé au poste de secrétaire général de Canal Plus.

Né en janvier 1947, énarque, M. Le Roy a commencé sa carrière comme auditeur au Conseil d'Etat. Après un court passage au cabinet de M. François Auzan, alors secrétaire d'Etat chargé des immigrés, il intègre celui de Pierre Mauroy en qualité de conseiller technique (mars-novembre 1982). Entre 1982 et 1984, il devient chef du service des entreprises nationales à la direction générale de l'industrie. Il sera ensuite successivement directeur du cabinet de M. Jack Lang au ministère de la culture, puis directeur du patrimoine à ce même ministère, de février à juin 1986, avant enfin de réintégrer le Conseil d'Etat la même année.

Le Courrier Sud en redressement judiciaire. — Le quotidien Le Courrier Sud (Toulouse) a été mis en redressement judiciaire, vendredi 22 juillet, par le tribunal de commerce de Toulouse. Quelques jours auparavant, le jeune quotidien — il avait été lancé le 6 juin — avait déposé son bilan, tout en « espérant repartir en septembre » (le Monde du 21 juillet). Un administrateur judiciaire, M. Jean-Marcel Lavergne, a été nommé par le tribunal.

Le Financier Times imprimé à Roubaix. — Depuis le mardi 12 juillet, le *Financier Times* imprime une partie de son édition internationale à Roubaix sur l'imprimerie du quotidien régional Nord-Eclair. Le premier tirage a été de 25 000 exemplaires. Il permet de couvrir plus rapidement la distribution vers la Belgique, les Pays-Bas et une partie de la France. Les *Financier Times* est déjà imprimé à Francfort depuis 1979 et à Eversgreen aux Etats-Unis depuis 1985. Le *Financier Times* tire à 310 000 exemplaires, sur papier de couleur taumon ; 250 000 exemplaires sont distribués en Grande-Bretagne et le reste dans cent soixante pays. (Corresp.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Worts

Rédacteur en chef : Daniel Veron

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde Renseignements au (1) 42-47-98-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tel. FRANCE NOUVELLE SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 354 F 399 F 384 F 607 F

6 mois 672 F 762 F 772 F 1 337 F

9 mois 954 F 1 089 F 1 084 F 1 952 F

1 an 1 200 F 1 380 F 1 380 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changement d'adresse dûment en provenance : vos données sont envoyées avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344



## Spectacles

## théâtre

## Les autres salles

**ARCADE** (43-38-19-70). Le Punct du frappeur d'essai : 20 h.

**ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE)** (45-89-43-22). Le Punct des coups de poing chez soi : 20 h.

**BERRY** (43-57-51-55). Trop, c'est trop : 20 h 30.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-00-24). Si jamais je te pince : 21 h.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45). Et vous, la galère : 21 h.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-1). Récits de l'été : 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Voltaire Folies : 21 h.

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-32-22). Les Dilex du laurier : 20 h 30.

**CRIVITE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). Mère : 20 h 30.

**DAUNOU** (42-61-49-14). Monsieur Masure : 21 h.

**EDGAR** (43-20-83-11). Les Balcons : 20 h 15. Nous en fait on ne nous dit de faire : 22 h.

**FONTAINE** (48-74-74-40). Concours de cirque : 21 h.

**HUCHETTE** (45-75-33-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Si vous n'avez pas vu : 21 h 30.

**LE GRAND EDGAR** (43-20-80-09). Bleu déguisé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Pichin : 21 h 45.

**LE PROLOGUE** (45-75-33-99). Et si on faisait le jeu d'un mime ? : 21 h.

**LUCIENNE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Thé et Vincent van Gogh : 21 h. Théâtre rouge. Le Caricaturiste des trois broutilles : 19 h 30. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. La Ronde : 21 h 30.

**MATHURINS** (42-45-00-00). Les Mysteres de confinement : 21 h.

**MICHOUDÈRE** (47-42-85-23). Ma cuisine de Varsovie : 20 h 45.

**MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE** (45-35-75-23). O. Baffon côté jardin : 14 h et 15 h.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

**ŒUVRE** (48-74-42-52). Exercices de style : 20 h 45.

**PALAIS ROYAL** (42-97-59-81). Avant : 20 h 30.

**POTINIERE** (42-61-44-16). Fric-Frac : 20 h 30.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). O. Dieu qu'il est tardif : 18 h 30 et 20 h 30.

**SAINT-GEORGES** (48-78-43-47). Drole de couple : 20 h 45.

**TINTAMARRE** (48-87-33-82). G. M. M. : 20 h 30.

**TOURTOUR** (48-87-42-48). Journal d'un loup-garou : 19 h. La Voix humaine : 20 h 30. La Femme romaine : 22 h.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). O. G. G. : 20 h 30.

**VARIÉTÉS** (42-33-09-82). Le Saint du St : 20 h 30.

## Les concerts

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (43-71-11-22). Musique Géométrique : 18 h 30. Œuvres de Pierre Henry. Dans le cadre du Festival d'été de Paris.

## La Cinéma-thèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-24). La Terre (1930), de Alexandre Dovzhenko, 16 h. Keep your seats please (1936, v.o.), de Monty Python, 19 h. Monsieur Charles (1949, v.o.), d'Henri-Georges Clouzot, 20 h. Les Enfants du Paradis (1945), de Marcel Carné, 21 h.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS** (40-26-34-38). Paris-Province aller-retour : A nous deux Paris : A nous deux Paris (1959) de Pierre Kari, les Descentes de Rochefort.

## cinéma

(1967) de Jacques Demy, 14 h 30. Illusions perdues : 1. Bande annonce : Dupont la Joie (1974) d'Yves Boissier, Dictionnaire des perdus (1966) de Maurice Caseneuve, 16 h 30. Pirelli et Adonis : Actualité Géographique, Saint-Tropez, de vacances (1952) de Paul Fejor, Dupont la Joie (1974) d'Yves Boissier, 18 h 30. Cinéma sans : Paris vu par les opérateurs d'Albert Krieger (1982) de Jocelyne Loeferer, 20 h 30.

## Les exclusivités

**A BOUT DE SOUFFLE** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**A BOUT PORTANT** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU** (All.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES ARISTOCRATES** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

## Les grandes reprises

**A BOUT DE SOUFFLE** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU** (All.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

## LES FILMS NOUVEAUX

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

## PARIS EN VISITES

**VENDETRI 29 JUILLET**

« Evolution du quartier Crémieux », 10 h 30, angle rue Mathis/rue Crémieux (V. de Langlade).

« Hôtels et cours de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanciers).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Régulation du passé).

« Appartements ruyaux du Louvre », 14 h 30, métro Saint-Louis, 15 h, entrée principale Saint-Enache (Paris et son histoire).

« Le nouveau quartier Combat », 14 h 45, métro Colonel-Fabien (V. de Langlade).

« Le Grand Louvre, de Philippe Auguste à la pyramide de verre », 15 h, porte Saint-Germain/Auxerrois, devant le plan (Tourisme culturel).

« Les jardins des Halles », 15 h, entrée principale Saint-Enache (Paris et son histoire).

« Curiosités à Saint-Germain-des-Près », 15 h, métro Babilon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

**MONUMENTS HISTORIQUES**

« L'Opéra », 11 h 30, dans le hall.

« L'église Saint-Thomas-d'Aquin et son quartier », 15 h, place Saint-Thomas-d'Aquin.

« Les catacombes », 15 h, 1. place Denfert-Rochereau.

« Les quartiers Montparnasse et ses transformations », 15 h, angle de la gare avec le boulevard de Vaugrard.

« Le palais Soubise », 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois.

## Jeudi 28 juillet

**MAD MAX AU DELA DU DOME DU TONNERRE** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**MANEATTA** (A. v.o.) : Pathe Haute-Normandie, 9 (45-62-20-40).

**MANIAC** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**METROPOLIS** (All.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**MURIEL** (Fr.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**LA NUIT DES PETRIQUES** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**OCIOFUSSE** (A. v.o.) : Forum Ardenne, 1 (42-97-33-74) ; UGC Normandie, 9 (45-62-20-40) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathe Francaise, 9 (47-70-10-41) ; Gaumont Paris, 14 (43-27-30-40) ; Gaumont Paris, 14 (43-27-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (43-27-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (43-27-30-40) ; Images, 18 (42-22-42-27) ; La Gamba, 20 (46-36-10-96).

**ONDE DE CHOC** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**OVER THE TOP** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**LE PACTE** (Fr.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**PASA** (A. v.o.) : Uniparc Champollion, 9 (43-26-84-45).

**PANDORA** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**PETER PAN** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**LA PEUR** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**PINOT SIMPLE FILM** (Fr.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**ROMA VILLE OUVERTE** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**SCARAMOUCHE** (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-45).

**LA SOIF DU MAL** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**SUDAIN L'ÉTÉ DERNIER** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Balcons, 9 (45-61-10-60).

**LA SOURIS QUI RUGISSAIT** (Rit.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

**SPECIAL FORCE** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; v.o. : Gaumont Convention, 15 (43-27-30-40).

**STROMBOLI** (It. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**SWEET MOVIE** (Fr.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**TAXI DRIVER** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**TUEURS DE DAMES** (Rit.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

**UN APRES-MIDI DE CHIEN** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**UN TRAMWAY NOMME DESIR** (A. v.o.) : Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

**LA VIEILLE DAME INDIGNE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-45).

**VIOLENCE ET PASSION** (It. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**LES grandes reprises**

**A BOUT DE SOUFFLE** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU** (All.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LES AMOUREUX D'UNE BLONDE** (télé-que, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LA CHARGE HÉROÏQUE** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**CITIZEN KANE** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**LA COMTESSE AUX PIEDS NUS** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**CHIZY HOUSE** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**LES DAMNÉS** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**DE SAÏLE ET DE SANG** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-10-41).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**DESSOUZAL** (Sov.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

## 8 MILLIONS DE FAÇONS DE MOURIR

(A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**INSIDE DAISY CLOVER** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**JE T'AIME, MOI NON PLUS** (Fr.) : Épée de Bois, 9 (43-37-57-47).

**LA LOI DE MURPHY** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**MACADAM COW-BOY** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-19-68) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).

**MILLION DOLLAR LEGS** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**OCIOFUSSE** (A. v.o.) : Forum Ardenne, 1 (42-97-33-74) ; UGC Normandie, 9 (45-62-20-40) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathe Francaise, 9 (47-70-10-41) ; Gaumont Paris, 14 (43-27-30-40) ; Gaumont Paris, 14 (43-27-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (43-27-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (43-27-30-40) ; Images, 18 (42-22-42-27) ; La Gamba, 20 (46-36-10-96).

**ONDE DE CHOC** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**OVER THE TOP** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**LE PACTE** (Fr.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**PASA** (A. v.o.) : Uniparc Champollion, 9 (43-26-84-45).

**PANDORA** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**PETER PAN** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**LA PEUR** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**PINOT SIMPLE FILM** (Fr.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**ROMA VILLE OUVERTE** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**SCARAMOUCHE** (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-45).

**LA SOIF DU MAL** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**SUDAIN L'ÉTÉ DERNIER** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Balcons, 9 (45-61-10-60).

**LA SOURIS QUI RUGISSAIT** (Rit.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

**SPECIAL FORCE** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; v.o. : Gaumont Convention, 15 (43-27-30-40).

**STROMBOLI** (It. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**SWEET MOVIE** (Fr.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**TAXI DRIVER** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**TUEURS DE DAMES** (Rit.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

**UN APRES-MIDI DE CHIEN** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**UN TRAMWAY NOMME DESIR** (A. v.o.) : Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

**LA VIEILLE DAME INDIGNE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-45).

**VIOLENCE ET PASSION** (It. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

## LES FILMS NOUVEAUX

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

## PARIS EN VISITES

**VENDETRI 29 JUILLET**

« Evolution du quartier Crémieux », 10 h 30, angle rue Mathis/rue Crémieux (V. de Langlade).

« Hôtels et cours de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanciers).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Régulation du passé).

« Appartements ruyaux du Louvre », 14 h 30, métro Saint-Louis, 15 h, entrée principale Saint-Enache (Paris et son histoire).

« Le nouveau quartier Combat », 14 h 45, métro Colonel-Fabien (V. de Langlade).

« Le Grand Louvre, de Philippe Auguste à la pyramide de verre », 15 h, porte Saint-Germain/Auxerrois, devant le plan (Tourisme culturel).

« Les jardins des Halles », 15 h, entrée principale Saint-Enache (Paris et son histoire).

« Curiosités à Saint-Germain-des-Près », 15 h, métro Babilon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

**MONUMENTS HISTORIQUES**

« L'Opéra », 11 h 30, dans le hall.

« L'église Saint-Thomas-d'Aquin et son quartier », 15 h, place Saint-Thomas-d'Aquin.

« Les catacombes », 15 h, 1. place Denfert-Rochereau.

« Les quartiers Montparnasse et ses transformations », 15 h, angle de la gare avec le boulevard de Vaugrard.

« Le palais Soubise », 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois.

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**EMBRASSE-MOI IDIOT** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

## 8 MILLIONS DE FAÇONS DE MOURIR

(A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**INSIDE DAISY CLOVER** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**JE T'AIME, MOI NON PLUS** (Fr.) : Épée de Bois, 9 (43-37-57-47).

**LA LOI DE MURPHY** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**MACADAM COW-BOY** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-19-68) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).

**MILLION DOLLAR LEGS** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**OCIOFUSSE** (A. v.o.) : Forum Ardenne, 1 (42-97-33-74) ; UGC Normandie, 9 (45-62-20-40) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathe Francaise, 9 (47-70-10-41) ; Gaumont Paris, 14 (43-27-30-40) ; Gaumont Paris, 14 (43-27-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (43-27-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (43-27-30-40) ; Images, 18 (42-22-42-27) ; La Gamba, 20 (46-36-10-96).

**ONDE DE CHOC** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**OVER THE TOP** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**LE PACTE** (Fr.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-41).

**PASA** (A. v.o.) : Uniparc Champollion, 9 (43-26-84-45).

**PANDORA** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**PETER PAN** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**LA PEUR** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**PINOT SIMPLE FILM** (Fr.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**ROMA VILLE OUVERTE** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**SCARAMOUCHE** (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-45).

**LA SOIF DU MAL** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**SUDAIN L'ÉTÉ DERNIER** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Balcons, 9 (45-61-10-60).

**LA SOURIS QUI RUGISSAIT** (Rit.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

**SPECIAL FORCE** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; v.o. : Gaumont Convention, 15 (43-27-30-40).

**STROMBOLI** (It. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**SWEET MOVIE** (Fr.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

**TAXI DRIVER** (A. v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**TUEURS DE DAMES** (Rit.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

**UN APRES-MIDI DE CHIEN** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**UN TRAMWAY NOMME DESIR** (A. v.o.) : Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

**LA VIEILLE DAME INDIGNE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-45).

**VIOLENCE ET PASSION** (It. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

**VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU** (A. v.o.) : Clichy, 9 (46-33-10-82).

## LES FILMS NOUVEAUX

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**AMERICAN NINJA**. Film américain de Robert Altman, v.o. : Les







## Informations « services »

## MODE

La collection  
hiver 1988-1989Yves Saint Laurent :  
la ligne et le noir

Ovations, bousculades, flashes, compliments, embrassades. Dans les coulisses, il y a la foule et Yves Saint Laurent assis. Chacun de ses cent trente-quatre modèles raconte une histoire remplie d'anecdotes ensoleillées, de silences, d'hommages (Schiaparelli, Chanel), de souvenirs chuchotés (bronze et kaki, gris et gris bleu) ou plus récents (vert vif, turquoise, jaune d'or, violet).

« J'ai eu envie de femmes détonantes en hiver », dit Yves Saint Laurent, ému cette saison par un Midi d'arrière-pays de vignes, d'oliviers et de tournesols, irradiant de lumière les capes en satin bleu, les vestes de velours rubis brodées de feuilles d'organza vertes, de grappes de paillettes noires, violines, en relief.

On retrouve les couleurs intenses, presque irréelles, la chaleur des rouges, des oranges d'une nature complexe de Bonnard, les monogrammes de l'Estérel, les paysages du Canet, l'atmosphère de la nuit, encore l'éclat d'un imperméable de faille de soie brisée doublé « cognac » et des femmes parées de croix dorées et de vrais faux rubis, topazes, saphirs.

Mais l'enchantement naît aussi de l'ombre, de la palette des noirs, orpèbre, grain de poudre et satin défilant sur vingt smoking aux boutons de jais et tant de robes du soir drapées, tendues par une main invisible.

Les lignes bougent sans se rompre quand les filles marchent là on allures, souvent, les fourreaux courent le mouvement et condamnent aux petits pas. Le tissu se retient comme un soufflé, s'enroule, ondole, rigoureux, si près des évidences.

Au-delà des refrains chics pour clientèle sage des jupes porte-feuilles, des vestes de daim gansées et des petites ceintures vernies noires, il y a des apparitions sublimes ou provocantes : Kalliochis, si longue, enroulée, étreinte par la robe de mousseline marron. Là, les sautoirs ont disparu : à la place, le silence du trait, une manchette en or, l'envol, Elie puis Amalia, nue sous un peignoir de vision poussée hors des coulisses une cigarette à la main.

« Le noir, c'est la ligne », dit Yves Saint Laurent.

LAURENCE BENAÏM.

## CONCOURS

(par ordre alphabétique)

## ● PHILOSOPHIE :

Françoise Artus (44<sup>e</sup> ex. a.), Edouard Aujalon (10<sup>e</sup>), Nicolas Ammonier (18<sup>e</sup> ex. a.), Denise Avenas (25<sup>e</sup> ex. a.), Guillaume Badoual (32<sup>e</sup> ex. a.), Philippe Beck (8<sup>e</sup>), Hervé Boillot (25<sup>e</sup> ex. a.), Laurent Bossard (17<sup>e</sup>), Eric Boze (51<sup>e</sup> ex. a.), Philippe Cardinaud (44<sup>e</sup> ex. a.), Marie Chailot-Rachis (6<sup>e</sup>), Patricia Collet (18<sup>e</sup> ex. a.), Jean-Paul Coujon (44<sup>e</sup> ex. a.), Vincent Cousseau (57<sup>e</sup> ex. a.), Christophe Delafontaine (41<sup>e</sup> ex. a.), Natalie Deprez (1<sup>e</sup>), Alain Dermoguerian (55<sup>e</sup> ex. a.), Jean-Pierre Desrosiers (37<sup>e</sup> ex. a.), Alain Douchevsky (57<sup>e</sup> ex. a.), Isabelle Dupon (11<sup>e</sup> ex. a.), Thierry Dupoux (35<sup>e</sup> ex. a.).

Emmanuel Falque (11<sup>e</sup> ex. a.), Gérard Farcen (51<sup>e</sup> ex. a.), Christiana Ferris (35<sup>e</sup> ex. a.), Denis Forest (9<sup>e</sup>), Jean-Marc Ghititi (44<sup>e</sup> ex. a.), Jean-Baptiste Gourinat (18<sup>e</sup> ex. a.), Philippe Grosos (18<sup>e</sup> ex. a.), Jean-Luc Guichet (32<sup>e</sup> ex. a.), Michel Guyon (14<sup>e</sup> ex. a.), Jean-Marc Hemion (44<sup>e</sup> ex. a.), Laurent Husson (14<sup>e</sup> ex. a.), Miguel Karm (13<sup>e</sup>), Emmanuel Keiser (22<sup>e</sup> ex. a.), François Kremer (25<sup>e</sup> ex. a.), Anne Kremp (22<sup>e</sup> ex. a.), Alain Lallie (14<sup>e</sup> ex. a.), Jacques Laz (54<sup>e</sup>), Sabine Lodeon (25<sup>e</sup> ex. a.), Jean Margelidon (44<sup>e</sup> ex. a.), Jean Martinez (41<sup>e</sup> ex. a.), Yannick Mazzone (3<sup>e</sup>), Paul Michel (37<sup>e</sup> ex. a.), Pierre Morin (31<sup>e</sup> ex. a.).

Pascal Noury (25<sup>e</sup> ex. a.), Marie Numa (44<sup>e</sup> ex. a.), Jean Paccioni (37<sup>e</sup> ex. a.), Dominique Paris (25<sup>e</sup> ex. a.), François Pochon (7<sup>e</sup>), Wesolek (4<sup>e</sup>), Michel Renard (7<sup>e</sup>), André Rubino (25<sup>e</sup> ex. a.), Valérie Seroussi (9<sup>e</sup>), Jérôme Siles (27<sup>e</sup> ex. a.), Benoît Spinos (2<sup>e</sup>), Jean Talier (55<sup>e</sup> ex. a.), Manuel Tonoio (37<sup>e</sup> ex. a.), Didier Travier (41<sup>e</sup> ex. a.), Christian Trottmann (22<sup>e</sup> ex. a.), Michèle Vergeade (34<sup>e</sup>), Mahamadou Savadogo (51 bis, à titre étranger).

## ● GÉOGRAPHIE :

Patrick Arricoste (9<sup>e</sup> ex. a.), Claudette Bertrand (31<sup>e</sup> ex. a.), Michèle Blin (3<sup>e</sup>), Eric Lenoque (39<sup>e</sup> ex. a.), Eric Boydenou (24<sup>e</sup>), Isabelle Charrie (20<sup>e</sup>), Bernard Delaillan (21<sup>e</sup> ex. a.), Agnès Druyer (25<sup>e</sup> ex. a.), Cécile Duchatelet (25<sup>e</sup> ex. a.), Bruno Eldin (38<sup>e</sup> ex. a.), Bernard Farinas (34<sup>e</sup> ex. a.), Elisabeth Fauville (41<sup>e</sup>), Eric Fouache (7<sup>e</sup>), Antoine Fromont (21<sup>e</sup>), Laurent Garnier (35<sup>e</sup> ex. a.), Dominique Gauthier (3<sup>e</sup>), Christophe George (47<sup>e</sup>), Antoine Godbert (35<sup>e</sup> ex. a.), Rodolphe Greggio (1<sup>e</sup>), Jean-Albert Guisaye (6<sup>e</sup>).

Aude Imbert (3<sup>e</sup>), Goarun (25<sup>e</sup> ex. a.), Marie-Christine Jaccas (31<sup>e</sup> ex. a.), Eric Jaccas (12<sup>e</sup>), Emmanuel Jaurand (3<sup>e</sup>), Catherine Lapre, ép. Blagisi (30<sup>e</sup>), Béatrice Leclerc (28<sup>e</sup> ex. a.), Sylvette Lelion, ép. Garnier (18<sup>e</sup>), Xavier Long (11<sup>e</sup>), Daniel Micolan (45<sup>e</sup> ex. a.), Régine Pierre (37<sup>e</sup>), Marie-Hélène Prieur (28<sup>e</sup> ex. a.), Jean-Louis Rasserie (8<sup>e</sup>), Jean-Claude Raoul-Bellon (15<sup>e</sup>), Hervé Raoult (44<sup>e</sup>), Nathalie Revezay (42<sup>e</sup> ex. a.), Edith Raymond (41<sup>e</sup>), Anne Rolla (42<sup>e</sup> ex. a.), Dominique Roquet (17<sup>e</sup>), Michel Roux (19<sup>e</sup>).

Jean-François Staszak (2<sup>e</sup>), Marie-José Trojani (23<sup>e</sup>), Jean-Jacques Tur (16<sup>e</sup>), Anne Vaucoeur (9<sup>e</sup> ex. a.), Vincent Veschambre (45<sup>e</sup>), Béatrice Vincent (12<sup>e</sup>), Richard Zanelli (14<sup>e</sup>), Pierre Zembri (33<sup>e</sup>).

## ● ÉDUCATION MUSICALE ET CHANT CHORAL :

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

## Agrégations

(21<sup>e</sup>), Vincent Dequevauviller (37<sup>e</sup>), Mireille Durand-Gasselin (15<sup>e</sup>), Thierry Favier (22<sup>e</sup>), Vincent Fombonne (18<sup>e</sup>), Isabelle Frene (39<sup>e</sup>), Jean-Luc Geste (6<sup>e</sup>), Jean-François Goudes (13<sup>e</sup>), Sylvie Gourlay (6<sup>e</sup>), Walczak (1<sup>e</sup>), Louise Gossel (35<sup>e</sup>), Isabelle Guillon (20<sup>e</sup>), Pascale Guillon (2<sup>e</sup>).

Pascal Hiranx (38<sup>e</sup>), Emmanuel Isnard (40<sup>e</sup>), Sylvie Jaquet (31<sup>e</sup>), Jean-Marc Leblanc (5<sup>e</sup>), Didier Louca (36<sup>e</sup>), Carole Maurin (29<sup>e</sup>), Jean-Paul Montagner (3<sup>e</sup>), Gérard Moy (34<sup>e</sup>), Walter Pacalet (32<sup>e</sup>), François Pernet (8<sup>e</sup>), Elisabeth Revet (33<sup>e</sup>), Laurent Richard (29<sup>e</sup>), Alain Ricommand (25<sup>e</sup>), Catherine Robin (10<sup>e</sup>), Geneviève Rouh (26<sup>e</sup>), Caroline Saint-Martin (9<sup>e</sup>), Isabelle Servant (4<sup>e</sup>), Isabelle Speeth (16<sup>e</sup>).

## ● ÉCONOMIE ET GESTION :

Franck Aggeri (24<sup>e</sup>), Jean Alcoures (3<sup>e</sup>), Christian Allemand (10<sup>e</sup> ex. a.), Véronique Allue (51<sup>e</sup> ex. a.), Luis Aranz (12<sup>e</sup>), Yves Aubard (73<sup>e</sup> ex. a.), Guyllaine Armando (12<sup>e</sup> ex. a.), Patrick Barthel (11<sup>e</sup> ex. a.), Romann Boccucci (51<sup>e</sup> ex. a.), Elisabeth Benet (6<sup>e</sup>), Delorme (16<sup>e</sup> ex. a.), Annie Bernard (42<sup>e</sup> ex. a.), Philippe Berrod (95<sup>e</sup>), Catherine Bertrand (64<sup>e</sup> ex. a.), Rotonde Biral (5<sup>e</sup>), Le Radulier (78<sup>e</sup> ex. a.), Dominique Bodin (117<sup>e</sup> ex. a.), Eric Boutin (27<sup>e</sup>), Gilles Bressy (127<sup>e</sup> ex. a.), Michel Bri (90<sup>e</sup> ex. a.), Patricia Bueno (112<sup>e</sup> ex. a.).

Richard Calvi (51<sup>e</sup> ex. a.), Michel Carrie (13<sup>e</sup>), Joëlle Charbonier (3<sup>e</sup>), Assier (35<sup>e</sup> ex. a.), Marc Charbonier (42<sup>e</sup> ex. a.), Joseph Chobiet (104<sup>e</sup> ex. a.), Patrice Cousin (23<sup>e</sup>), Valérie Couturier (3<sup>e</sup>), Bissou (66<sup>e</sup> ex. a.), Marie-Christine Cruchet (3<sup>e</sup>), Desmaris (115<sup>e</sup> ex. a.), Lucie Desque (70<sup>e</sup> ex. a.), Frédéric de Mottillat (112<sup>e</sup> ex. a.), Marie-Camille Debonno (90<sup>e</sup> ex. a.), Laurent Debonno (32<sup>e</sup> ex. a.), Marie Del Ben (78<sup>e</sup> ex. a.), Brigitte Delanney (119<sup>e</sup> ex. a.), Hervé Delorme (32<sup>e</sup> ex. a.), Claude Deroy (26<sup>e</sup>), Alain Derray (73<sup>e</sup> ex. a.), Janine Druet (6<sup>e</sup>), Rouil (70<sup>e</sup> ex. a.), Geneviève Druot (28<sup>e</sup> ex. a.), Madeline Dugast (3<sup>e</sup>), Mehus (38<sup>e</sup> ex. a.), Sylvie Duhal (9<sup>e</sup>), Emmanuel Duparc (90<sup>e</sup> ex. a.).

Anne Fabre (73<sup>e</sup> ex. a.), Bernard Fabrega (117<sup>e</sup> ex. a.), Dominique Faure (20<sup>e</sup>), Patrick Fleury (51<sup>e</sup> ex. a.), Alain Fournier (127<sup>e</sup> ex. a.), Alain Gallot (51<sup>e</sup> ex. a.), Catherine Gandon (90<sup>e</sup> ex. a.), Nathalie Gardé (3<sup>e</sup>), Lapayre (9<sup>e</sup> ex. a.), Sylvie Gerbaix (3<sup>e</sup>), Pasquet (84<sup>e</sup> ex. a.), Elie Gerbino (112<sup>e</sup> ex. a.), Françoise Gibon (3<sup>e</sup>).

Patrick Agriestras (9<sup>e</sup> ex. a.), Claudette Bertrand (31<sup>e</sup> ex. a.), Michèle Blin (3<sup>e</sup>), Eric Lenoque (39<sup>e</sup> ex. a.), Eric Boydenou (24<sup>e</sup>), Isabelle Charrie (20<sup>e</sup>), Bernard Delaillan (21<sup>e</sup> ex. a.), Agnès Druyer (25<sup>e</sup> ex. a.), Cécile Duchatelet (25<sup>e</sup> ex. a.), Bruno Eldin (38<sup>e</sup> ex. a.), Bernard Farinas (34<sup>e</sup> ex. a.), Elisabeth Fauville (41<sup>e</sup>), Eric Fouache (7<sup>e</sup>), Antoine Fromont (21<sup>e</sup>), Laurent Garnier (35<sup>e</sup> ex. a.), Dominique Gauthier (3<sup>e</sup>), Christophe George (47<sup>e</sup>), Antoine Godbert (35<sup>e</sup> ex. a.), Rodolphe Greggio (1<sup>e</sup>), Jean-Albert Guisaye (6<sup>e</sup>).

Aude Imbert (3<sup>e</sup>), Goarun (25<sup>e</sup> ex. a.), Marie-Christine Jaccas (31<sup>e</sup> ex. a.), Eric Jaccas (12<sup>e</sup>), Emmanuel Jaurand (3<sup>e</sup>), Catherine Lapre, ép. Blagisi (30<sup>e</sup>), Béatrice Leclerc (28<sup>e</sup> ex. a.), Sylvette Lelion, ép. Garnier (18<sup>e</sup>), Xavier Long (11<sup>e</sup>), Daniel Micolan (45<sup>e</sup> ex. a.), Régine Pierre (37<sup>e</sup>), Marie-Hélène Prieur (28<sup>e</sup> ex. a.), Jean-Louis Rasserie (8<sup>e</sup>), Jean-Claude Raoul-Bellon (15<sup>e</sup>), Hervé Raoult (44<sup>e</sup>), Nathalie Revezay (42<sup>e</sup> ex. a.), Edith Raymond (41<sup>e</sup>), Anne Rolla (42<sup>e</sup> ex. a.), Dominique Roquet (17<sup>e</sup>), Michel Roux (19<sup>e</sup>).

Jean-François Staszak (2<sup>e</sup>), Marie-José Trojani (23<sup>e</sup>), Jean-Jacques Tur (16<sup>e</sup>), Anne Vaucoeur (9<sup>e</sup> ex. a.), Vincent Veschambre (45<sup>e</sup>), Béatrice Vincent (12<sup>e</sup>), Richard Zanelli (14<sup>e</sup>), Pierre Zembri (33<sup>e</sup>).

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

Alain Abbott (27<sup>e</sup>), Cécile Auzolle (14<sup>e</sup>), Valérie Beck (24<sup>e</sup>), Claude Brothier (3<sup>e</sup>), Dietrich (30<sup>e</sup>), Joëlle Brun-Corne (9<sup>e</sup>), Sabine Corillon (12<sup>e</sup>), Vincent Cotto (7<sup>e</sup>), Pierre Crispin (23<sup>e</sup>), Isabelle Dein (3<sup>e</sup>), Moysa (11<sup>e</sup>), Eric Deltour (17<sup>e</sup>), Françoise Depersin

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Françoise et Jean-Pierre DUKZ, ont la joie d'annoncer la naissance de leur première petite-fille.

Lacé,

chez Sophie et Marc KATCHE, le 25 juillet 1988, à Paris.

12, boulevard Pasteur, 75017 Paris.

## Mariages

— Los Angeles, Taipei, Lyon.

Le professeur et M<sup>me</sup> Denis FIERE, sont heureux de faire part du mariage de

Séraphine avec M<sup>me</sup> TWAN MEI FU, le 20 juin 1988.

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Monique DASSAS, née Kohler, veuve de

Nico DASSAS, industriel, survenu le 24 juillet 1988.

De la part de Frédéric et Pierre DASSAS, Et des familles Maguy, Turner et Sternbach.

La crémation aura lieu le mardi 2 août, à 10 h 15, au columbarium du cimetière de Père-Lachaise (métro Gambetta) où l'on se réunira.

— Les familles Gérard, Samuys, Rogant, Machet, Gaudin, ont la douleur de faire part du décès de

Bernard GÉRARD, photographe-illustrateur, survenu à Paris, le 9 juillet 1988, à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu à Evreux (Eure), dans l'intimité familiale.

16, rue Paul-Léonard, 92220 Fontenay-aux-Roses.

— M<sup>me</sup> Joanne Herzmann, Son fils Yann, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Eric HERZMANN, survenu le 17 juillet 1988.

Ses cendres sont conservées au columbarium du cimetière de Père-Lachaise.

— Le 22 juillet 1988, M<sup>me</sup> JORET s'est éteinte.

Selon son désir, la cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière parisien de Bagneux ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ceux de ses amis qui souhaiteraient se recueillir sur sa tombe au cimetière parisien de Bagneux la trouveront division 85, ligne 7, tombe 7.

— M<sup>me</sup> Jeanne HERZMANN, Son fils Yann, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Eric HERZMANN, survenu le 17 juillet 1988.

Ses cendres sont conservées au columbarium du cimetière de Père-Lachaise.

— Le 22 juillet 1988, M<sup>me</sup> JORET s'est éteinte.

Selon son désir, la cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière parisien de Bagneux ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ceux de ses amis qui souhaiteraient se recueillir sur sa tombe au cimetière parisien de Bagneux la trouveront division 85, ligne 7, tombe 7.

— M<sup>me</sup> Jeanne HERZMANN, Son fils Yann, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Eric HERZMANN, survenu le 17 juillet 1988.

Ses cendres sont conservées au columbarium du cimetière de Père-Lachaise.

— Le 22 juillet 1988, M<sup>me</sup> JORET s'est éteinte.

Selon son désir, la cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière parisien de Bagneux ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ceux de ses amis qui souhaiteraient se recueillir sur sa tombe au cimetière parisien de Bagneux la trouveront division 85, ligne 7, tombe 7.

— M<sup>me</sup> Jeanne HERZMANN, Son fils Yann, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Eric HERZMANN, survenu le 17 juillet 1988.

Ses cendres sont conservées au columbarium du cimetière de Père-Lachaise.

— Le 22 juillet 1988, M<sup>me</sup> JORET s'est éteinte.



*nous déclare le docteur Hiroschi Nakajima*

**A VENDRE 10 KM DE  
NEVERS, près Loire, pav.  
4 s/sous-sol, terrain  
350 m<sup>2</sup>, 360 000 F, 73-01-  
22-42. A partir du 1<sup>er</sup> août  
94-73-24-60.**

général de l'OMS aimerait voir  
rapidement et durablement  
noués.

J.-Y. N.

■ **Des 4 rates** — dans un moteur de *Discovery*. — Le navette *Discovery*, dont le lancement est déjà en retard de huit jours sur le programme prévu, ne sera peut-être pas lancée le 4 septembre prochain. Au cours d'une répétition, le test capital de mise à feu des trois moteurs principaux a dû être arrêté en raison d'un problème de valve. En outre, les spécialistes de la NASA essaient toujours de réparer une petite fuite de carburant dans l'un des deux moteurs directionnels qui permettent de manœuvrer en orbite la navette. Si la réparation oblige à remettre à plus tard le lancement, le lancement pourrait être repoussé de deux mois. — (AFP.)

général de l'OMS aimerait voir  
rapidement et durablement  
noués.

J.-Y. N.



# Economie

## SOMMAIRE

■ Une nouvelle hausse des taux d'intérêt pourrait intervenir dans plusieurs pays occidentaux alors que le risque d'inflation s'accroît aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (lire page 21).

■ M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, se fixe

comme objectif de donner à 80 % de la population active le niveau du CAP (lire ci-dessous).

■ M. François Périot, président du CNPF, a rappelé à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, que le CNPF resterait vigilant devant « toutes menaces sur les libertés de ges-

tion » des entreprises (lire ci-dessous).

■ La décision du tribunal de commerce de Paris de prolonger la période de location-gérance de Normed ne constitue pas une chance supplémentaire pour les chantiers navals (lire ci-dessous).

## M. André Laignel prépare pour la fin août un projet sur le « crédit-formation »

« Néophyte », admet-il volontiers, sur les dossiers dont il a la charge, M. André Laignel, tout récent secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, entend profiter de cet avantage. S'il dispose de la durée, il agit sereinement pour simplifier un ensemble devenu, par addition de mesures, totalement inaccessibles pour l'utilisateur. C'est-à-dire pour les entreprises et, bien sûr, les stagiaires.

Dans l'immédiat, une grande affaire l'occupe : donner un contenu à l'idée de « crédit-formation » avancée par les socialistes, le président de la République et M. Michel Rocard, avant même que celui-ci ne devienne premier ministre.

Le principe ? Permettre à toute personne ayant primordialement quitté le système scolaire, ou qui n'a pu atteindre le niveau auquel elle était en droit de prétendre par la formation initiale, de reprendre le cours de sa phase d'acquisition de connaissances. Chacun, qu'il soit demandeur d'emploi ou salarié, devrait pouvoir bénéficier de périodes de formation, à son rythme et selon ses besoins, tout en étant financièrement assuré d'un revenu.

« Quand on sait que 56 % de la population active de notre pays se situe actuellement en dessous du niveau du CAP, on comprend que cette idée puisse être aussi importante que celle du revenu minimum d'insertion », déclare le secrétaire d'Etat. La RFA, rappelle-t-il, dispose pour sa part de 60 % de titulaires d'un diplôme équivalent au minimum au CAP, et l'écart de formation est à l'évidence « l'une des causes de notre retard » par rapport à certains pays européens.

« De même que Jean-Pierre Chevènement a pu populariser et mobiliser sur l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac en l'an 2000, je propose un enjeu identique pour ceux qui sont insuffisamment formés », poursuit M. Laignel. « Il faut que, d'ici à l'an 2000, 80 % de la population active ait au moins le CAP ».

Mais l'objectif, justifié, ne peut être atteint directement et réclamerait trop de moyens. Il convient donc d'être sélectif et de procéder par étapes, sachant que, progressivement, d'autres efforts seront entrepris. « Dans un premier temps, le système du crédit-formation devrait s'adresser aux jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas le CAP », et, au passage, aux 60 000 adultes qui, chaque année, se retrouvent sans emploi ou formation six mois après leur sortie de l'école. « Je fais travailler mes services sur ce projet et j'espère bien pouvoir donner de premières indications à la fin août qui seront ensuite discutées par les partenaires sociaux ».

Sur cette base du volontariat, imagine le secrétaire d'Etat, on pourrait concevoir un dispositif de formation à la carte qui permettrait en deux années de réaliser un « titre d'insertion » conduisant à une qualification. Chacun pourrait choisir de se former et de corriger ses handicaps, au moment où il commence à en comprendre l'intérêt. « Ce n'est pas la peine de forcer

quelqu'un qui a quitté l'école sur un échec », dit-il, en rappelant qu'il a lui-même déserté les classes à quatorze ans avant d'y revenir.

Pour ceux qui se sentent psychologiquement démunis, l'Etat pourrait apporter une aide, s'ils sont sans emploi ou dans des statuts précaires tels que les TUC. Pour ceux qui sont en entreprise et ne sont pas satisfaits de leur sort, le crédit-formation redevient d'une négociation sociale, sur la transférabilité des acquis professionnels obtenus par le travail ou sur les plans de formation des entreprises prévoyant des stages spécifiques de rattrapage. A l'engagement des employeurs, et en fonction de leurs efforts, qui « constituent un investissement », correspondrait une participation des pouvoirs publics, scellée par des accords Etat-entreprise selon des conditions négociées avec les partenaires sociaux.

Convenons qu'un tel programme améliorerait la compétitivité des entreprises « et conduirait à des créations d'emplois ». M. Laignel veut profiter de l'effort de formation pour réviser une œuvre d'intérêt collectif mais aussi d'épanouissement personnel. « Le crédit-formation suppose un effort budgétaire important ».

reconnait-il, certain d'être entendu au moment des arbitrages en vue de la préparation de la prochaine loi de finances.

Au-delà, le secrétaire d'Etat voit dans le crédit-formation le moyen de rompre avec le traitement social du chômage et avec « tous les stades dits occupacionnels ». « Le système actuel est intenable, forcément limité. Puisque, en tout état de cause, il ne peut que nous conduire à l'échec, je préfère prendre le virage avant », affirme-t-il, ainsi conforté dans son refus des mesures dictées par le seul effet statistique sur les chiffres du chômage.

### La fin des TUC

Les TUC (travaux d'utilité collective), observé-t-il, sont une formule « en voie d'extinction » et le dispositif, « perverti », est devenu irréversible. « Ce ne sont pas 100 F de mieux pour la rémunération », souligne-t-il, marquant sa préférence pour son intégration dans un parcours qui conduirait progressivement vers l'emploi avec, justement, le crédit-formation. De même, il envisage de corriger les abus du SIVP (stage d'initiation à la vie pro-

fessionnelle) auxquels « les partenaires sociaux unanimes s'accrochent à vouloir mettre fin ». C'est ainsi qu'il songe à établir un quota de SIVP par rapport aux effectifs employés dans une entreprise ou par rapport au nombre de tuteurs, et qu'il pense à en limiter la durée d'utilisation. « L'exonération de charges sociales pourrait être révisée à l'itinéraire que l'entreprise pour le crédit-formation », précise-t-il.

A ses yeux, on a assisté ces dernières années à un « glissement inacceptable » qui a conduit tout un dispositif de la qualification à la formation puis à l'insertion. « Il est temps de renverser la pyramide, de refaire le chemin contraire », insiste M. Laignel. Il faut reconstruire un cheminement qui parte de l'insertion et fasse en sorte que la part de formation soit plus importante.

Les mesures en vigueur sont appelées à disparaître et seront remplacées, sans rupture, par l'essor des nouvelles dispositions. Le secrétaire d'Etat veut croire qu'on va en finir avec le traitement social, au credo étant que la formation « qualifiante » produit à terme de l'emploi.

ALAIN LEBEAUCHE.

## Le tribunal de commerce prolonge pour sept mois la période de location-gérance de Normed

Le tribunal de commerce de Paris a autorisé, le 27 juillet, la prolongation pour sept mois, jusqu'à la fin février 1989, de la période de location-gérance des chantiers navals de Normed. C'est la société CNL, filiale de Normed, qui assure cette location-gérance pour les sites de La Ciotat et de La Seyne, celui de Dunkerque étant déjà en sous-sol depuis fin décembre 1987.

Cette décision judiciaire permet de geler, sur les plans industriel et financier, les deux sites provençaux et d'y achever les deux navires qui y sont en construction. La phase juridique de liquidation de Normed (en dépôt de bilan depuis deux ans) n'interviendra donc qu'à la fin février 1989.

Le 4 juillet, Jacky Dessalles, chauffeur aux chantiers navals de La Ciotat, a reçu sa lettre. Celle-ci lui annonçait son licenciement le 31 juillet lorsque les chantiers de la Normed fermeront leurs portes. Jacky sait que cette fois-ci c'est fini. Il aura fait partie des derniers. En 1978 déjà son nom figurait sur une des mille six cents enveloppes envoyées par les chantiers. A l'époque, la tension était montée dans la ville. Six mille salariés travaillaient encore sur le site. On se posait des questions même dans les cours d'école. Et un matin Nathalie, la fille de Jacky, est arrivée en pleurant.

Aujourd'hui, Nathalie ne pleure plus. Elle a grandi et, surtout, après des années de lent déclin, tout le monde sait que la dernière heure est venue. Marin dans sa jeunesse, Jacky Dessalles a commencé sa carrière comme chauffeur à la CPTA, une compagnie locale de transport

de voyageurs. Lorsque l'occasion de travailler aux chantiers s'est présentée sept ans plus tard, il n'a pas hésité. Le salaire de chauffeur, comme de l'ensemble des catégories professionnelles d'ailleurs, était largement plus avantageux aux chantiers navals. Lorsqu'il est licencié, en 1978, il ne reste pas longtemps sur le carreau. Un mois plus tard, il retrouve du travail comme chauffeur à la SCALC, société des cars et autobus de La Ciotat. Et puis, en 1982, Jacky profite de la vague des contrats de solidarité et retourne aux chantiers.

Il repart alors une formation de conducteur de grue. Un « plus » auquel il doit pourtant quelques déconvenues. C'est parce qu'il sait manœuvrer les lourdes grues routières que les syndicalistes viennent le chercher lors d'une des violentes journées des manifestations de septembre 1986, quand les métallos des chantiers luttent pour faire échouer le plan Madelin. Peu enclin aux

débordements, Jacky se retrouve pourtant au milieu des affrontements avec les CRS. Une dizaine d'entre eux envahissent la cabine de la grue et les matraques entrent en action. Bilan, un traumatisme crânien et une fracture du nez dont Jacky porte encore la trace.

Depuis, il est resté tranquille. Lorsque les manifestations ont repris, il y a quelques semaines, il s'est tenu à l'écart. De toute façon, les installations tournent au ralenti. Pendant que quelques-uns pêchent le poulpe dans les bassins on effectue quelques travaux pour les commerçants « de l'extérieur ». Jacky a encore de temps en temps à l'aéroport de Marignane pour chercher une personnalité avec la voiture officielle.

Lorsqu'il a reçu sa seconde lettre de licenciement, Jacky avait déjà choisi entre les 200 000 francs de capitalisation et les congés de conversion assortis d'un stage de formation. « A quarante-cinq ans, je vais réapprendre quoi ? » Son métier de chauffeur lui plaît. En plus, ses anciennes expériences dans la région lui permettent d'espérer retrouver un emploi sans trop de difficulté. Pourtant, Jacky Dessalles va d'abord tenter une autre aventure.

En association avec un ami, chauffeur comme lui, il envisage d'effectuer des livraisons pour l'un des grands magasins de la région. Le matériel électroménager livré devra aussi être installé chez le client mais il compte sur ses talents de bricoleur. Pendant une période d'essai, les deux associés loueront un camion. Qu'ils aient acheté un « si ça marche ».

Tout cela n'est encore qu'un projet car le directeur de la grande surface n'a pas donné sa réponse. Quel qu'il arrive, Jacky restera à La Ciotat. Une décision dictée par son attachement à sa ville natale. « Si tout le monde baisse les bras, il n'y aura plus à La Ciotat que des personnes âgées ». Le danger existe en effet si la ville ne parvient pas à attirer suffisamment d'entreprises et se transforme en paisible station balnéaire.

FANNY GUBERT.

## Le conflit des Houillères de Provence

- La CGT refuse les « ultimes » propositions de la direction
- La CFDT se désolidarise du mouvement de grève

Des affrontements se sont produits à Gardanne (Bouches-du-Rhône), entre syndicalistes. Dans la nuit du 26 au 27 juillet, les militants CGT ont expulsé de force les militants CFDT qui voulaient proposer la reprise du travail, après quatre mois de grève.

MARSEILLE  
De notre correspondant

Tandis que se tenait, le 26 juillet, à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence, la troisième réunion de négociation entre la direction des Houillères des bassins du Centre et du Midi (HBCM) et les mineurs en grève depuis quatre mois de Gardanne-Meyreuil, des altercations se sont produites entre les délégués de la CFDT et de la CGT. Depuis mardi, en effet, les représentants du syndicat CFDT, minoritaire, avaient fait part de leur intention de mettre fin à la grève. « Une bousculade » pour les uns, une « bagarre » pour les autres, a eu lieu vers 2 heures du matin, au cours de laquelle trois délégués de la CFDT ont été frappés. Deux sont en arrêt de travail et trois plaintes ont été déposées à la fois contre le syndicat CGT et nominativement contre les auteurs de l'agression.

Après avoir rappelé l'enjeu d'une grève qui met en péril l'avenir d'une entreprise employant 1 800 personnes, M. Bernard Chaton, directeur général des Houillères de bassin du Centre et du Midi a, au cours d'une conférence de presse tenue à Marseille le 27 juillet, fait part des « ultimes propositions allant à la limite des possibilités de l'entreprise ». Elle offre une prime de reprise de 1000 francs, le paiement

de quatre jours de négociation représentant 1 400 F par agent, une avance de 9 000 F par agent dont 4 500 F seront définitivement acquies si la production dépasse 10,5 tonnes par mineur et par jour à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1988, le paiement à 75 % de seize journées de grève d'avril, initialement prévues à 50 %. « Chaque gréviste, précise M. Chaton, perçoit donc à la reprise, pour le fond 13 200 F et pour la forme 12 400 F. Enfin, la revalorisation des salaires les moins élevés concernant 370 agents du jour et de la centrale thermique a été confirmée.

La direction générale des Houillères a précisé que ces conditions ne restaient valables que pour une période limitée.

Pour l'instant, ces propositions ont été qualifiées par M. Louis Sazanne, secrétaire général du syndicat CGT des mineurs, « d'enchères de jeunesse ». L'essentiel, a-t-il précisé, c'est-à-dire nos revendications sur les salaires, sont totalement rejetées. Or, la direction devrait savoir que les mineurs n'accepteront la reprise du travail qu'après des négociations globales sur les salaires.

Dans un communiqué commun de la confédération CFDT et de la fédération FGMM-CFDT, il est d'autre part rappelé que la CFDT proposait une consultation du personnel pour décider de la suite à donner au conflit. « La CGT aurait-elle peur de l'avis des mineurs ? », s'interroge la CFDT, qui déclare qu'elle « ne se laissera pas intimider (...). Les violences physiques, les menaces de mort ne sauraient substituer un débat et à la discussion ».

JEAN CONTRUCCI.

## Le gel des terres du Val-d'Oise

## De nouveaux débouchés plutôt que la jachère

Peu enthousiastes à l'idée de mettre une partie de leurs terres en jachère, certains agriculteurs du Val-d'Oise espèrent trouver de nouveaux débouchés non alimentaires pour leurs productions.

Le 27 juillet à Bruxelles, le commissaire à l'Agriculture M. Franz Andriessen a par ailleurs présenté un rapport sur « l'avenir des campagnes » qui propose d'accompagner le gel des terres par des mesures de soutien à la reforestation, à la petite industrie et à la promotion du tourisme rural.

PONTOISE  
De notre correspondante

Si l'on s'en tient aux premières réactions négatives des agriculteurs du Val-d'Oise, peu de terres viables devraient être gelées à partir de 1989. « Les paysans se cassent les reins, mais ils sont fiers. A l'heure actuelle, leur seule préoccupation est de se nourrir ». Cette phrase de Paul, agriculteur val-d'oise, est proche de la réalité, résume bien à elle seule toute l'émotion ressentie par des mesures « propres peut-être à sauver le marché européen, mais qui finiront de l'enterrer ». Et qui, surtout, ne régleront pas à leur niveau leurs deux préoccupations : surproduction et rentabilité.

Philippe Pelé, exploitant à Epiais-Rhus, dans le Vexin, explique ce paradoxe : « Il y a cinq ans, on payait l'azote environ 2,70 F l'unité ; il faut trois unités pour produire un quintal de blé, qui était à l'époque acheté 125 F hors taxes. Aujourd'hui, l'unité vaut 3 F et le prix du quintal 100 F. Nous sommes obligés de produire davantage pour gagner autant ».

### Inconcevable

En Ile-de-France, le Val-d'Oise apparaît comme relativement aisé. A l'ouest, les grandes surfaces du Vexin, qui représentent 41 % de la superficie du département, ont 3,3 % de la population ; au sud, aux abords de la capitale, un grand nombre de petites superficies. On comptait au début des années 80, 487 chefs d'exploitation dans le Vexin pour 39 270 hectares utiles recensés, 278 pour 16 260 dans la Vieille-France, à l'est, de l'autre côté de l'Oise, et 719 pour 10 100 hectares dans la ceinture de Paris. Au total, 65 630 hectares. On y cultive surtout des céréales et de la betterave, et aussi des arbres fruitiers, des légumes, des fleurs. En dix ans, de 1970 à 1980, le nombre d'agricul-

teurs a diminué de 33 % dans la ceinture de Paris, de 4 % dans la Vieille-France et de 2 % dans le Vexin.

Expropriés en 1979 de Vauréal, près de Cergy-Pontoise, Roger Legrand et son fils Gilles, président du CDJA (Centre des jeunes agriculteurs), ont reconstruit leur exploitation un peu plus loin vers le Vexin, à Arronville, 75 hectares. Pour eux, l'agriculture est une histoire de famille qui remonte au temps où la banlieue n'était encore qu'une suite de champs cultivés. Pour Gilles, le gel des terres est « inconcevable ». « Notre métier est de produire des denrées alimentaires. Nous avons fait un choix et, maintenant, on nous parle de geler nos terres et de toucher des primes ! ».

Gilles et ses amis préfèrent se battre pour imposer d'autres solutions à la surproduction. Volontiers « écologistes », ils préconisent la conversion des récoltes. « Le colza fait une très bonne huile de carburant et la betterave transformée en éthanol est un carburant qui ne pollue pas. Nous souhaitons instaurer un partenariat avec les industriels. Autrefois, un paysan produisait sans savoir ce que devenait sa production ; aujourd'hui, nous voulons la suivre de A jusqu'à Z en lui trouvant d'autres débouchés que l'alimentaire ». Quant à la prime, fixée en moyenne à 2 000 F l'hectare, elle ne suffira pas, selon lui, à couvrir les charges des jeunes qui s'installent, lesquelles s'élèvent à près de 5 000 F l'hectare. L'emprunt, les assurances, le coût d'écoulement toute nouvelle vocation. « Il faudra négocier avec les pouvoirs publics », conclut-il.

Contre le gel, Philippe Pelé, vingt-six ans, est aussi. Membre du conseil d'administration de la Mutualité sociale agricole, il se demande s'il faudra toujours cotiser pour les terres gelées : « Si oui, les primes devront être en conséquence, sinon la Mutualité sera en difficulté ». Il ne croit pas à l'efficacité des mesures car, selon lui, les paysans auront tendance à geler les plus mauvaises terres et à produire davantage sur les autres. « Autrefois, les vieux gelaient leur terre pour la reposer. Aujourd'hui, on peut s'en passer grâce aux techniques nouvelles et on nous demande de la faire à cause de la surproduction. C'est aberrant d'en arriver là alors que des gens meurent de faim. Les vieux ne comprennent pas ».

Si Gilles Legrand estime que « seules les régions défavorisées pourront répondre favorablement à la demande de la CEE », Paul, lui, pense que « certains vieux agriculteurs se laisseront peut-être tenter par les primes ».

JACQUELINE MELLON.

## « La vigilance est de rigueur » affirme M. Périot

La fragilité de la situation économique a conduit M. François Périot à réaffirmer que « la vigilance est de rigueur », à l'issue de son entretien le mercredi 27 juillet avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi. Le président du CNPF a ainsi achevé une série d'entretiens avec plusieurs membres du gouvernement. Il avait rencontré la veille MM. Bérégovoy, Rocard et Rausch. Le patronat se félicite du climat « d'écoute » qui a présidé à ces rencontres, estimant que, s'il ne nourrit pas de craintes particulières à l'égard de la politique du gouvernement, il entend rester « vigilant ».

Lors de son entrevue avec M. Soisson, M. Périot a adressé plusieurs « mises en garde ». Ainsi le CNPF « reste vigilant » devant toute « menace sur les libertés de gestion » en matière de droit de licenciement et d'aménagement du temps de travail. Toutefois la ques-

tion d'une renégociation des conditions de licenciement n'a pas été évoquée avec M. Soisson (qui, lorsqu'il était député avait voté en faveur de la suppression de l'autorisation préalable). Une autre mise en garde a été lancée à propos des salaires : « Soyons prudents avec les augmentations du Smic : matrisons la masse salariale y compris dans le secteur public ; développons l'intéressement qui permet aux salariés de bénéficier de la bonne santé de leur entreprise ».

Le président du CNPF a également insisté pour que les exonérations fiscales facilitant les stages de formation et l'embauche des jeunes ne soient pas remises en cause. Il a estimé qu'il fallait intensifier les efforts sur la formation des jeunes « par le développement de l'apprentissage du bac professionnel et de la formation en alternance ».

Lors de l'entrevue, la veille avec M. Bérégovoy, un certain constat sur la situation économique. M. Périot a affirmé que la croissance du produit intérieur brut « pourrait atteindre 3 % en 1988. L'année en cours serait la meilleure depuis 1979 ». Mais la persistance de certaines faiblesses structurelles rend « indispensable » le maintien des grandes tendances de la politique économique et sociale. Ainsi dans le cadre du budget 1989, le CNPF propose une baisse de l'impôt sur les sociétés et des incitations à l'investissement « notamment par une amélioration du régime fiscal des amortissements ». M. Bérégovoy a souligné que « c'est en réduisant le déficit budgétaire que nous pourrions faire baisser les taux d'intérêt ». Le ministre de l'économie espère « trouver ici ou là quelques mesures qui permettront d'encourager l'investissement ».

## CONJONCTURE

## Les risques d'un relèvement général des taux d'intérêt se précisent

Le titre sterling a été poussé par mercredi 27 juillet à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Après avoir été en baisse pendant plusieurs semaines, elle s'est améliorée, passant de -1,2 milliard de livres sterling en mai à +0,8 milliard en juin. Cette amélioration est due à une forte hausse des exportations de biens matériels, qui ont atteint 10,5 milliards de livres sterling, contre 9,5 milliards en mai. Les importations ont également augmenté, mais de moins, passant de 9,7 à 10,2 milliards. Le solde des services a été négatif, à -0,2 milliard. La balance des paiements a été équilibrée, à 0,3 milliard. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.

Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.

Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.

Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.

Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.

Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.

Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.

Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin. Les investisseurs étrangers ont injecté 1,2 milliard de livres sterling dans le marché britannique, contre 0,8 milliard en mai. Le titre sterling a été poussé à son maximum de 1988, à 111,45 points, à la suite de la publication de la balance des paiements britanniques de juin.



# Économie

## CONJONCTURE

### Les risques d'un relèvement général des taux d'intérêt se précisent

La livre sterling a très peu réagi mercredi 27 juillet à l'annonce de l'important déficit de la balance des paiements britannique de juin. Après avoir baissé quelques instants, elle retrouvait très rapidement son cours d'ouverture. En revanche, le dollar s'est très nettement affaibli sur toutes les places après la publication du PNB américain du second trimestre et l'entrée en scène de la réserve fédérale de la Bundesbank. Il terminait la séance à 1,8445 mark contre 1,8548 la veille, et à 131,65 yens contre 132,50.

L'économie américaine continue de progresser à un rythme relativement rapide. Au deuxième trimestre, le PNB des États-Unis a augmenté de 3,1 % en rythme annuel, après 3,4 % au premier trimestre. Ce résultat est bon à un double titre. Il confirme, d'une part, après une croissance de 3,4 % en 1987, la poursuite d'une forte activité, démentant les sombres pronostics qui ont fait régulièrement sur l'immensité d'un cycle récessif. D'autre part, la croissance américaine est plus saine en ce sens qu'elle est de plus en plus tirée par les investissements et les exportations, la consommation des particuliers s'affaiblissant.

Les dépenses d'équipement des entreprises ont progressé de 14 % en rythme annuel au deuxième trimestre après déjà + 7,8 % au premier trimestre. On assiste donc bien à un boom de l'investissement outre-Atlantique. Les exportations, dopées par un dollar qui a beaucoup baissé depuis le printemps 1987 - progressent fortement elles aussi (+ 8 % en rythme annuel).

Les importations au contraire reculent (- 6,2 % en rythme annuel), la constitution de stocks par les entreprises se ralentissant, alors que la consommation des ménages se modère (+ 2,3 % en rythme annuel au deuxième trimestre après + 4,5 % au premier trimestre).

Tout cela donc pour le mieux dans le meilleur des mondes si la publication de ces bons résultats mercredi 27 juillet n'avait été accompagnée d'une note discordante : la hausse de 4,1 % en rythme annuel de l'indice implicite des prix lié au PNB (« GNP Price Index »). Ce rythme qui est le plus élevé depuis 1984 pourrait être le signe d'une accélération de l'inflation.

Toujours est-il que les milieux financiers et les cambistes ont une fois encore interprété de façon pessimiste ces signes qui, pourtant, sont loin d'être tous inquiétants. Il est vrai tout de même que si la croissance est plus équilibrée, si le déficit commercial se réduit, une accélération de l'inflation forcerait la Réserve fédérale à pousser les taux d'intérêt à la hausse. La croissance et la marche des affaires en seraient l'autant plus ralenties, que les « écoutes » de mai surtout - vont être affectées par la sécheresse mal-

gré des pluies récentes et répétées. En d'autres termes l'agriculture n'apportera pas sa contribution habituelle à la richesse nationale et va peser sur le coût de la vie.

Le risque de voir augmenter les taux d'intérêt existe également en Europe. En Grande-Bretagne, les autorités monétaires ont déjà relevé six fois leur taux de base en deux mois. Ce mouvement pourrait se poursuivre.

La balance des paiements courants britannique a en effet enregistré en juin un déficit nettement supérieur aux prévisions : 1,02 milliard de livres, proche du déficit record établi en mai (1,14 milliard de livres). Pour le premier semestre, le déficit atteint 5,6 milliards de livres, ce qui représente un déficit annuel d'une centaine de milliards de francs. C'est beaucoup (1).

### La Grande-Bretagne dans la surchauffe

Ce déséquilibre reflète la surchauffe de l'économie britannique et plus exactement le haut niveau de la demande intérieure qui se nourrit d'un flot d'importations : la balance commerciale a été déficitaire de 1,52 milliard de livres en juin et de 8,3 milliards au cours du premier semestre, l'équivalent de presque 90 milliards de francs... L'incendie de la plate-forme Piper-Alpha au début de juillet va entraîner un manque à gagner important pour la Grande-Bretagne et aggraver le déséquilibre du commerce extérieur.

La livre sterling n'a pas été affaiblie sur les marchés des changes par ces mauvaises nouvelles. Tout se passe comme si la belle croissance économique que connaît la Grande-Bretagne devait trouver toujours. Beaucoup de pays y trouvent leur compte, les États-Unis et la France notamment qui y déversent allégrement leurs exportations. Il n'empêche que les autorités monétaires britanniques vont devoir à nouveau relever les taux d'intérêt. A plus de 10 % ceux-ci vont finir par freiner les investissements et la croissance. Le risque est évident.

Pour couronner le tout, la Bundesbank qui s'inquiète de la faiblesse du deutschemark pourrait relever son taux d'avances sur titres dit taux Lombard.

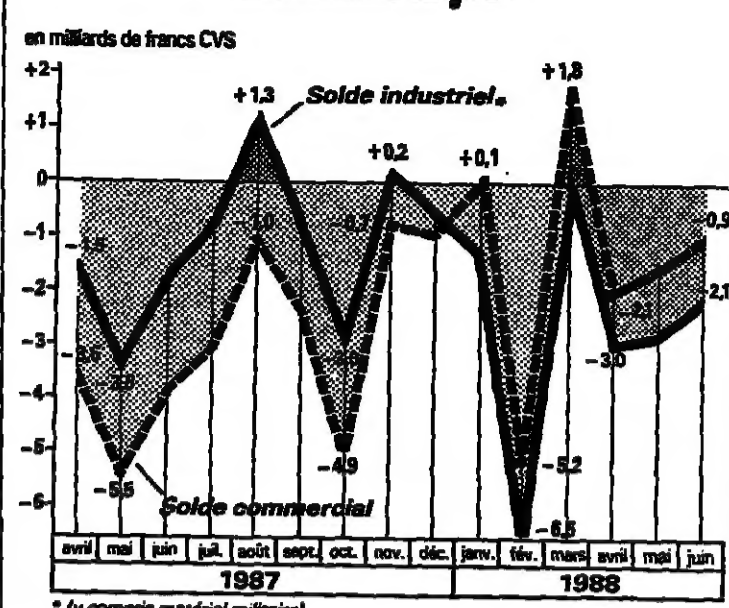
Cette hypothèse apparaît d'autant plus vraisemblable que la Banque centrale allemande vient déjà de relever à plusieurs reprises en un mois son taux directeur qu'est le taux des prêts en pension d'offres commerciales. Le taux de l'escompte avait lui-même été remonté de 2,5 % à 3 % le 30 juin.

Tout se passe comme si, dans un monde en pleine reprise économique depuis un an, les craintes d'une reprise générale de l'inflation l'emportent sur cette autre considération.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Au cours du premier semestre 1987, la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne avait été excédentaire de 750 millions de livres.

### Le déficit du commerce extérieur de la France s'est réduit en juin



(\*) y compris matériel militaire

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 900 millions de francs en juin. Après correction des variations saisonnières, les ventes à l'étranger ont atteint le mois dernier 83,6 milliards de francs, en progression de 1,3 % par rapport à mai, tandis que les importations s'élevaient à 84,5 milliards de francs, soit une hausse de 0,5 % en un mois (1). Ce résultat porte à 9,1 milliards de francs le déficit de la balance commerciale de la France sur les six premiers mois de l'année.

Les chiffres de juin sont encore une fois médiocres : le commerce extérieur aura été déficitaire cinq fois sur six au cours du premier semestre 1988. Cependant - et cela est important - le déséquilibre des échanges extérieurs tend à se stabiliser, peut-être même à se réduire. Au cours du premier semestre 1987, il avait été nettement plus élevé, atteignant 19,2 milliards, soit 10 milliards de plus que sur les six premiers mois de 1988.

### Prévisions optimistes pour 1988

De plus, et c'est une tendance positive, les exportations progressent plus vite que les importations : + 14,9 % pour les premières, + 10,4 % pour les secondes, entre juin 1987 et juin 1988.

Cette évolution plutôt favorable à partir de niveaux médiocres semble confirmée par le comportement de la balance des produits industriels. Celle-ci a encore une fois été déficitaire en juin (matériel militaire compris) malgré la vente de sept Airbus : - 2,1 milliards de francs. Mais ce déséquilibre est moins important qu'en mai (- 2,8 milliards) et qu'en avril (- 3,2 milliards). S'il dépasse encore largement le déficit moyen mensuel de 1987 (900 millions de francs), la

## AFFAIRES

### Au travers d'une association avec Mitsubishi Siemens sur le marché japonais de l'éclairage

La firme OSRAM (groupe Siemens), numéro un de l'ampoule électrique outre-Rhin, vient de conclure un accord d'association avec le puissant groupe japonais Mitsubishi Electric Corp., en vue de construire à 200 kilomètres au sud de Tokyo une fabrique de lampes d'éclairage. L'investissement dépassera 160 millions de deutschemarks (344 millions de francs), dont 51 % seront pris en charge par OSRAM, maître d'œuvre de la production. Mitsubishi regroupera sur le même site toutes ses fabrications de lampes et de matériels d'éclairage.

Le nouvel ensemble sera opérationnel au début de 1990. Parallèlement, une seconde filiale est constituée qui sera chargée de commercialiser et de distribuer l'intégralité des productions du site. Contrainte à 51 % par Mitsubishi, elle commencera ses activités le 1<sup>er</sup> avril 1989. L'objectif, dès le premier exercice, est d'atteindre un chiffre d'affaires de 160 millions de deutschemarks. A l'horizon 1992, les deux partenaires envisagent de porter le montant de leurs ventes à 300 millions de deutschemarks (1 milliard de francs).

Cet accord est important à plus d'un titre. Il permet à OSRAM, numéro deux européen de la lampe (derrière Philips) avec une part de 22 %, déjà présent au Japon avec une fabrique d'ampoules pour éclairage automobile, de pénétrer cette fois sur le marché nippon des lampes d'éclairage, d'un poids considérable (25 % du marché mondial estimé à 9,1 milliards de dollars, soit 57,3 milliards de francs). Mitsubishi y trouve largement son compte. Un des plus grands fabricants mondiaux de matériels électriques (85 milliards de francs environ de chiffre d'affaires), le groupe est peu présent dans l'industrie des lampes, atteignant toutefois la quatrième place au Japon avec 372 millions de francs de chiffre d'affaires. En outre, il ne produit pas de lampes halogènes (lampes à incandescence contenant un halogène ou élément chloré qui accélère la durée de vie et plusieurs fois l'efficacité lumineuse), spécialité dans

**BANQUE INDOSUEZ**  
prend la parole  
aux  
1<sup>res</sup> Journées Prospectives  
du journal  
**Le Monde**  
11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO  
Tél. (1) 47.53.70.70

Le conflit des Houillères de Provence  
CGT refuse les « ultimes » propositions  
la direction  
CFDT se désolidarise du mouvement  
grève

### De nouveaux débouchés plutôt que la jachère

multinationales à l'heure de la chute des taux d'intérêt, les banques ont été obligées d'ouvrir des lignes de crédit à court terme pour éviter la jachère.

9 juillet à Bruxelles, la Banque d'Europe centrale a décidé de baisser son taux directeur de 0,5 point, à 5 %. Cette décision a été saluée par les marchés financiers, qui ont vu le dollar s'affaiblir et le mark se renforcer.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.

La Banque d'Europe centrale a également décidé de maintenir son taux de l'escompte à 3 %.



## Marchés financiers

Nomura s'allie  
à une banque d'affaires de Wall Street

L'offensive japonaise sur la finance américaine se poursuit. Mercredi 27 juillet, deux grandes maisons de titres nipponnes ont annoncé des prises de participation dans des banques d'affaires new-yorkaises. Nomura Securities, la première maison de titres japonaise (une capitalisation de 56 milliards de dollars, 2,13 milliards de dollars de bénéfice net l'an dernier) a indiqué à New York une prise de participation de 20 % dans le capital de la banque d'affaires Wasserstein Perella. L'investissement s'élève à 100 millions de dollars. Le principal établissement financier japonais (150 000 personnes employées dans 159 bureaux dans le monde) s'allie ainsi avec une petite société financière américaine (une quarantaine de personnes), jeune mais en rapide

développement. Créée en février dernier par deux financiers célèbres de Wall Street, qui venaient de quitter la First Boston, MM. Wasserstein et Perella, cette affaire spécialisée dans les opérations de fusions et acquisitions a connu depuis un rapide développement. Les nouveaux partenaires comptent travailler particulièrement sur les opérations de rapprochement entre firmes américaines et japonaises.

Mercredi 27 juillet, à Tokyo, Yamachi Securities, une autre des quatre grandes maisons de titres japonaises a annoncé une prise de participation pour 100 millions de yens environ (769 000 dollars) dans le capital de la société américaine Loderstar Partners, également spécialisée dans les opérations de fusions et acquisitions.

Les Finlandais reprennent  
la part des banques  
chez le papeter Stracel

Le ministère de l'économie et des finances a autorisé, le 27 juillet, le groupe finlandais United Paper Mills (UPM) à racheter les 5,94 % du capital de Stracel (ex-Cellulose de Strasbourg) détenus par les banques. UPM avait déjà obtenu auparavant la possibilité d'acquiescer 50,06 % du capital de Stracel, actuellement entre les mains des seigneurs de la région. Le ministère de l'économie a, en outre, autorisé le groupe norvégien Norske Slog Industrier (NSI) à créer sa propre société à Golbey, dans les Vosges, pour y implanter une usine de pâte à papier et une machine à papier journal, pour un montant de 2,5 milliards de francs. NSI, qui bénéficie de soutien de la firme S4PC, qui détient 44 % de Stracel, reste en lice face à UPM pour conquérir le filière bois de l'est de la France. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Stracel était prévue pour le 28 juillet.

Augmentation  
des fonds propres  
des sociétés de Bourse

Les fonds propres des sociétés de Bourse parisiennes devront être supérieurs ou égaux à 20 millions de francs à l'ouverture de l'exercice 1989, puis à 25 millions en 1990, a annoncé mercredi 27 juillet le conseil des Bourses en valeurs.

Cette décision des autorités boursières vise en partie à renforcer la sécurité des intervenants sur les marchés et à combler surtout une lacune. En effet, jusqu'à présent, aucun montant précis de capitaux n'était exigé des charges d'agents de change. Toutefois, cette nouvelle règle ne fixe pas le seuil à un niveau très élevé et ne nécessite pas d'efforts financiers importants.

Ainsi, selon la société des Bourses françaises, sur les quarante-cinq charges parisiennes, une dizaine seulement seraient en dessous de la barre de 20 millions de francs de capital. Parmi ces dix, une moitié a déjà ouvert son actionariat à des banques ou à des établissements financiers prêts à augmenter sans problème les fonds propres.

## NEW-YORK, 27 juillet ↓

## Rechute

Bien tenu ces deux derniers jours, Wall Street a rechuté mercredi. Amorcé dans la matinée, le mouvement de repli s'est poursuivi une partie de la journée. A la clôture, l'indice des industriels s'est établi à 2 053,70, soit à 20,26 points de son niveau de la veille.

Le bilan général de la séance a été tout aussi mauvais que ce résultat. Sur 1 923 valeurs traitées, 943 ont baissé, 476 ont monté et 504 n'ont pas varié.

Pour tout dire, la publication du PNB pour le deuxième trimestre, intervenue juste avant l'ouverture, a profondément déçu les milieux financiers. Avec un taux de croissance jugé trop fort (3,1 % contre 3,4 % pour le premier trimestre), la Communauté a cru voir réapparaître les démons de l'inflation et de l'argent cher.

Il n'a pas fallu davantage pour faire rechuter Wall Street, où le niveau très faible de l'activité ne permet guère d'absorber un surcroît de vente. Les échanges ont porté sur 135,89 millions de titres contre 121,96 millions la veille.

VALEURS	Cours de 26 juillet	Cours de 27 juillet
Alcoa	50 7/8	50 7/8
AMT	28 1/4	28 1/4
Boeing	58 1/2	58 1/2
Chemical Bank	28 1/2	28 1/2
Du Pont de Nemours	42 1/2	42 1/2
Exxon	45 1/8	45 1/8
Ford	51 3/8	51 3/8
General Motors	79 3/8	79 1/4
Goodyear	60 5/8	60 5/8
IBM	123 1/2	123 1/2
ITT	46 7/8	46 3/4
McDonald	44 1/4	43 3/4
Philips	34 1/8	33 5/8
Union Carbide	47 1/4	46 5/8
US Steel	30 1/8	29 3/4
Westinghouse	31 1/8	31 1/8
Wheat Corp.	52 1/8	52 1/8

## PARIS, 27 juillet ↑

## Fermeté

Bien orientée durant les premiers échanges de la matinée, la tendance s'affaiblit au fil de la journée jusqu'à l'annonce, à 13 h 30, de la balance commerciale française de juin. Malheureusement, celle-ci a été de 800 millions de dollars, ce qui ne suffisait pas à rassurer le marché. L'indicateur instantané qui avait ouvert une hausse de 0,2 % dès le matin, après être descendu jusqu'à -0,02 %, revenait à +0,30 % avant la clôture. Toutefois, certains se demandent quelle sera la réaction des intervenants à la publication du PNB américain du deuxième trimestre, attendu à 14 h 30. Mais tous ces éléments n'ont pas suffi à augmenter le volume des transactions, même sur les valeurs - supports qui sont traditionnellement les plus négociés.

Peu d'activité donc sur un marché où même les rumeurs se sont considérablement amoindries. L'Institut Mérieux n'aurait finalement pas trouvé le vaccin pouvant combattre le SIDA, comme certains l'avaient annoncé pour expliquer la hausse du titre. De même, BSN démentait être intéressé par le groupe agro-alimentaire britannique Rank-Hovis déjà convoité par un Australien. La Lyonnaise des Eaux, une recherche mardi avec plus de 1,2 % de son capital échangé, contenait une activité ralentie. Pris de 13 000 titres étaient échangés contre 69 000 mardi. L'action figurait parmi les plus fortes hausses aux côtés de UFP, Sogefip et Odele et Gabry. En baisse, on notait des valeurs financières comme Cotelem, Parisis et de Récompte et UIC.

Le conseil des Bourses de valeurs indiquait par ailleurs sa décision de fixer le nom des fonds propres applicables aux sociétés de Bourse. Ces fonds devront être supérieurs ou égaux à 20 millions de francs à l'ouverture de l'exercice 1989, et à 25 millions en 1990. Pour les sociétés régionales, ils seront de 2 millions en 1987 et de 3 millions l'année suivante. Un moyen sans doute de renforcer la sécurité des marchés boursiers.

## LONDRES, 27 juillet ↑

## Sans réaction

La Bourse londonienne a finalement percuté un mauvais résultat de la balance des paiements de juin dont le déficit s'est aggravé, atteignant 1,02 milliard de livres (10 milliards de francs). Or cette publication, qui reflète un niveau très élevé de la demande intérieure, ne peut contenir un minimum de la pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Mais cela n'a pas vraiment troublé les investisseurs, certains l'ayant déjà anticipé.

L'indice FT s'est finalement apprécié de 5,8 points (+0,39 %) à 1 478,8. Toutefois, le marché demeurait peu actif avec 365 millions de titres échangés. Dans le secteur bancaire, les résultats de la Midland, inférieurs aux prévisions, ont provoqué un repli de l'action entraînant dans son sillage la National Westminster. Par contre, la Barclays, Des résultats d'OFA sur Reed International ont soutenu les cours de cet éditeur. Parmi les valeurs en hausse figuraient de nombreuses firmes industrielles, minières et pharmaceutiques. Par contre, les assurances et les titres liés à la construction se sont affaiblis. Enfin, les mines d'or ont continué leur progression.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Kodak rachète les Laboratoires associés. - Kodak-Pathe, filiale du groupe américain Kodak, rachète les Laboratoires associés, une entité regroupant les sociétés de développement et de tirage photo DPC-Struttmaster (marque L'Oiseau bleu) et POLOP (marque Intercolor). Le prix de la transaction a été fixé à 2,4 milliards de francs. L'autorisation de Trésor pour conclure l'affaire. Basé à Caen (Calvados), DPC-Struttmaster emploie 1 500 personnes et réalise 600 millions de francs de chiffre d'affaires avec un bénéfice de 18,5 millions. Installée à Grenoble, POLOP (un million de personnes) annonce 550 millions de francs de chiffre d'affaires. Associées depuis vingt-cinq ans, les deux entreprises ont mené un sur le marché français du développement et du tirage avec une part de 28 %, une place que Kodak va renforcer avec sa propre part de 6 %.

● Japon : premières conclusions pour manipulations de cours. - La Haute Cour de Tokyo a condamné, mardi 26 juillet, six personnes pour avoir acquis illégalement des titres avant leur introduction en Bourse dans le premier procès ayant trait à des fraudes sur le marché des valeurs. Les coupables, condamnés de six à dix-huit mois avec sursis, sont des dirigeants d'importantes maisons de courtage japonaises (Nikko et Daiwa) et de la société concernée, la firme alimentaire Kyodo Shiro Co, condamnée à 300 000 yens (12 000 F) d'amende. Cette sentence survient peu après un scandale provoqué par l'achat de titres non cotés dans une autre société et leur revente avec profit après leur introduction en Bourse par des conseillers du premier ministre.

## TOKYO, 28 juillet ↑

## Soutenu

Après son récent accablé de fermeté, le marché japonais a plus ou moins marqué le pas jeudi. La matinée avait donné d'assez bons résultats, puisque, à l'issue de la première demi-séance, l'indice Nikkei évoluait à 25 923 points, soit à 0,33 %. Il devait cependant reprendre du terrain ensuite pour s'établir, à la clôture, à 27 796,09, soit à 57,32 points seulement en dessous de son niveau précédent.

Selon les professionnels, le marché n'a guère tenu compte du PNB américain et se projette à être essentiellement dicté aux achats effectués par les grandes sociétés d'investissement. La clientèle particulière s'est, elle, pratiquement tenue à l'écart.

L'activité est restée très faible, avec moins de 1 milliard de titres échangés, étant ainsi une partie de sa signification à la tendance.

VALEURS	Cours de 27 juillet	Cours de 28 juillet
Alcoa	50 7/8	50 7/8
AMT	28 1/4	28 1/4
Boeing	58 1/2	58 1/2
Chemical Bank	28 1/2	28 1/2
Du Pont de Nemours	42 1/2	42 1/2
Exxon	45 1/8	45 1/8
Ford	51 3/8	51 3/8
General Motors	79 3/8	79 1/4
Goodyear	60 5/8	60 5/8
IBM	123 1/2	123 1/2
ITT	46 7/8	46 3/4
McDonald	44 1/4	43 3/4
Philips	34 1/8	33 5/8
Union Carbide	47 1/4	46 5/8
US Steel	30 1/8	29 3/4
Westinghouse	31 1/8	31 1/8
Wheat Corp.	52 1/8	52 1/8

## PARIS:

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours de 26 juillet	Cours de 27 juillet
ABF SA	250 00	250 10
Amstel & Associés	535	535
Amstel	240	240
B.A.C.	435	430
B. Darnaud & Associés	370	370
B.L.C.M.	535	530
B.L.P.	524	524
Bolton	371	363
Bolton & Associés	517	510
Bolton	1050	1050
Châlon de Lyon	1374	1374
Colson	746	740
Colson	587	588
Colson	882	847
Colson	273	273
C.A.T.C.	129	134 50
C.M.E.	915	915
C.M.E.	300	300
C.M.E.	700	700
C.E.S.P.	189	189
C.E.P. Communication	1410	1410
C.S.I. Information	725	726
Caumont d'Origny	464	464
Caumont	307	307
Caumont	265	265
Caumont	785	800
Caumont	428	428
Caumont	213 20	215 70
Caumont	420	420
Caumont	1000	1000
Caumont	627	602
Caumont	1130	1128
Caumont	125 50	125 10
Caumont	22 40	24
Caumont	480	500
Caumont	500	500
Caumont	848	850
Caumont	208 20	205
Caumont	214	213
Caumont	139	142
Caumont	177	182
Caumont	310	320
Caumont	415	398 40
Caumont	224	224
Caumont	241 50	250
Caumont	185	185
Caumont	133	138 10
Caumont	443	463
Caumont	118	118
Caumont	540	540
Caumont	225	242
Caumont	686	686
Caumont	191 50	191 50
Caumont	305	300
Caumont	97 80	97
Caumont	461	476
Caumont	441	441
Caumont	878	878
Caumont	1270	1270
Caumont	165 50	165 50
Caumont	307	307
Caumont	380	380
Caumont	480	480
Caumont	1800	1800
Caumont	1301	1301
Caumont	276	270
Caumont	840	840
Caumont	309	309
Caumont	235 20	235
Caumont	143	146
Caumont	400	395
Caumont	325 50	324 50

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

Marché des options négociables  
le 27 juillet 1988

VALEURS	PRIX d'exercice	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	480	11	-	-	-
CEC	328	24	36	-	28,50
EX-Ambroise	328	18,20	29	-	-
Lafarge-Coppie	1480	40	81	-	-
Michelin	280	17,50	26	13	-
MMI	1238	165	-	65	-
Parisis	360	48	-	3	18
Pinget	1200	165	152	48	75
Saint-Gobain	520	24	-	21	31
Société Générale	360	12,10	-	-	-
Thomson-CSF	200	11,70	21	16,90	-

## MATIF

COURS	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	103,25	101,85	100,65
Précédent	103,30	101,85	100,80

## CHANGES

CHANGES	27 juillet	28 juillet
Dollar : 6,24 F ↓		
Le dollar s'est légèrement raffermi, jeudi 28 juillet, sur toutes les places financières internationales après sa baisse la veille dans l'après-midi, sur la crainte d'une surchauffe évitée par le PNB américain. Le billet vert, qui était retombé à 6,21 F, s'est traité à 6,2450 F (contre 6,3070 F au fixing de mercredi).		
FRANCFORT 27 juillet 28 juillet		
Dollar (en DM)	1,865	1,858
TOKYO 27 juillet 28 juillet		
Dollar (en yen)	123,5	123,10

## BOURSES

BOURSES	26 juillet	27 juillet
Paris (INSEE, base 100: 31-12-87)		
Valeurs françaises	122,5	
Valeurs étrangères	118,9	
(S&P, base 100: 31-12-81)		
Indice général CAC	353	353,81
(S&P, base 1000: 31-12-87)		
Indice CAC 40	1388,26	1388,96
NEW-YORK (indice Dow Jones)		
Industrielles	2073,97	2053,78
LONDRES (indice Financial Times)		
Industrielles	1473,9	1478,3
Mines d'or	2132	209,4
Fonds d'Etat	87,80	87,84
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	27738,57	27796,09
Indice général	2188,56	2195,94

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
E.-U.	6,2610 6,2648	- 55 - 49	- 115 - 85	- 290 - 210
DM	5,1781 5,1837	- 110 - 80	- 210 - 169	- 680 - 492
Yen (100)	4,7217 4,7275	+ 185 + 127	+ 199 + 237	+ 662 + 751
DM	3,5787 3,5795	+ 56 + 73	+ 122 + 148	+ 385 + 448
Flora	2,9657 2,9695	+ 51 + 60	+ 104 + 126	+ 325 + 377
FB (100)	16,1200 16,1402	+ 20 + 101	+ 32 + 151	+ 115 + 512
FS	4,8516 4,8562	+ 122 + 140	+ 242 + 273	+ 698 + 774
L (1 000)	4,5617 4,5673	+ 141 - 107	- 290 - 246	- 847 - 751
Euro	10,7470 10,7584	- 313 - 263	- 647 - 565	- 1694 - 1497

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	7 5/8	7 7/8	8	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 5/8
DM	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
Flora	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
FB (100)	6	6 3/4	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
FS	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
L (1000)	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
Euro	7	7 1/4	7 3/4	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## BOURSE DU 27 JU

VALEURS	Cours de 26 juillet	Cours de 27 juillet
Alcoa	50 7/8	50 7/8
AMT	28 1/4	28 1/4
Boeing	58 1/2	58 1/2
Chemical Bank	28 1/2	28 1/2
Du Pont de Nemours	42 1/2	42 1/2
Exxon	45 1/8	45 1/8
Ford	51 3/8	51 3/8
General Motors	79 3/8	79 1/4
Goodyear	60 5/8	60 5/8
IBM	123 1/2	123 1/2
ITT	46 7/8	46 3/4
McDonald	44 1/4	43 3/4
Philips	34 1/8	33 5/8
Union Carbide	47 1/4	46 5/8
US Steel	30 1/8	29 3/4
Westinghouse	31 1/8	31 1/8
Wheat Corp.	52 1/8	52 1/8

## Comptant

VALEURS	Cours de 26 juillet	Cours de 27 juillet
Alcoa	50 7/8	50 7/8
AMT	28 1/4	28 1/4
Boeing	58 1/2	58 1/2
Chemical Bank	28 1/2	28 1/2
Du Pont de Nemours	42 1/2	42 1/2
Exxon	45 1/8	45 1/8
Ford	51 3/8	51 3/8
General Motors	79 3/8	79 1/4
Goodyear	60 5/8	60 5/8
IBM	123 1/2	123 1/2
ITT	46 7/8	46 3/4
McDonald	44 1/4	43 3/4
Philips	34 1/8	33 5/8
Union Carbide	47 1/4	46 5/8
US Steel	30 1/8	29 3/4
Westinghouse	31 1/8	31 1/8
Wheat Corp.	52 1/8	52 1/8

## Actions

VALEURS	Cours de 26 juillet	Cours de 2
---------	---------------------	------------



## BOURSE DU 27 JUILLET

Règlement mensuel												Comptes annuels											
VALEURS						VALEURS						VALEURS						VALEURS					
Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
3821	C.A.E. 306 *	2620	2620	2620	+ 0.78	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1102	B.R.P. 171 *	1102	1101	1110	+ 0.78	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1054	C.C.F. 171 *	1054	1053	1058	+ 0.78	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1029	C.C.F. 171 *	1029	1028	1030	+ 0.39	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1029	C.C.F. 171 *	1029	1028	1030	+ 0.39	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1218	Thomson T.P.	1218	1217	1219	+ 0.74	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1218	Thomson T.P.	1218	1217	1219	+ 0.74	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
430	Accor	445	446	446	+ 0.22	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
430	Accor	445	446	446	+ 0.22	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
2040	Alcatel *	2040	2040	2037	- 0.36	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
2040	Alcatel *	2040	2040	2037	- 0.36	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1420	Alcatel *	1420	1420	1420	+ 0.36	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1420	Alcatel *	1420	1420	1420	+ 0.36	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
300	A.L.S.P. *	300	299	300	+ 0.33	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
300	A.L.S.P. *	300	299	300	+ 0.33	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
515	Amgen, Proton	507	507	502	- 0.97	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	1580	Deutsche Bank	1571	1580	1580	+ 0.87	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -

**Comptant** (réflexion)

VALEURS			% du titre	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations													
Emp. 6,50 % 77	128 70	1 981	Cardinal	118	118	Loire Valais	4700	4800	Toutin-Anglais	200			
Emp. 6,50 % 78	105 41	0 800	Chamberlain (SAJ)	978		Louis (SAJ)	1670	1674	Tour Eiffel	300	306		
Emp. 6,50 % 79	106 10	0 807	C.I.C. (Fin. Ind.)	141 40		Louis (SAJ)	1210	1200	Watt S.A.B.D.	956	910		
Emp. 6,50 % 80	106 06	0 807	C.I.C. (Fin. Ind.)	108		Louis (SAJ)	1130	1130	W.A.P.	250	282 80		
Emp. 6,50 % 81	105 70	0 782	C.I.C. (Fin. Ind.)	690	880	Magnat (SAJ)	124	129	W.A.P.	1630	1530		
Emp. 6,50 % 82	111 20	0 780	Cham (SAJ)	1978	2300	Magnat (SAJ)	123	125	Watt	100	1682		
Emp. 6,50 % 83	114 78	2 148	Cham (SAJ)	715	719	Magnat (SAJ)	123	125	Watt	1100			
Emp. 6,50 % 84	114 81	2 148	Cham (SAJ)	1070	1188	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 85	114 81	2 148	Cham (SAJ)	319	310	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 86	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 87	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 88	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 89	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 90	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 91	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 92	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 93	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 94	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 95	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 96	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 97	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 98	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 99	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 100	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 101	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 102	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 103	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 104	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 105	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 106	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 107	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 108	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 109	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 110	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 111	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 112	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 113	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 114	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 115	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 116	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 117	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 118	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 119	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 120	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 121	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 122	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 123	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 124	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 125	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 126	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 127	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 128	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 129	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 130	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 131	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 132	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 133	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 134	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 135	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 136	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 137	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 138	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 139	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 140	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 141	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 142	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 143	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 144	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 145	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 146	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 147	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 148	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 149	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 150	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 151	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 152	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 153	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 154	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 155	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 156	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 157	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 158	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 159	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 160	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 161	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 162	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 163	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 164	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 165	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 166	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 167	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 168	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 169	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 170	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 171	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 172	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 173	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 174	114 81	2 148	Cham (SAJ)	200	200	Magnat (SAJ)	400	400	Watt	106	116		
Emp. 6,50 % 175	114 8												

**SICAV** (inflation)

[illegible]

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	préc.	27/7	Achat	Vente
Etats-Unis (5 \$)	6 267	6 307	6 080	6 520
ECU	7 021	7 022		
Allemagne (100 DM)	337 105	337 040	347	347
Autriche (100 S)	18 119	18 107	15 400	16 400
France (100 F)	288 320	288 690	288	308
Denemark (100 kr)	89 859	89 820	80	87
Norvège (100 kr)	82 560	82 560	10 400	11 100
Suède (100 cour.)	92 747	92 761	3 600	4 000
Italie (1 000 lire)	4 216	4 205	3 400	4 100
Belgique (100 B)	4 822	4 859	4 350	4 800
Grèce (100 dr.)	404 320	406 330	263 000	263 000
Rupee (100 rs)	86 300	86 320	85	101
Yen (100 ¥)	47 570	47 580	46 520	46 600
Espagne (100 pes.)	6 500	6 103	4 850	5 250
Portugal (100 esc.)	4 167	4 168	3 900	4 200
Libra (100 £)	5 938	5 938	5 800	5 800
Drapac (50 cent.)	6 121	6 742	4 080	4 400

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS 9/10	COURS 27/7
Or fin 1 kilo en lingots	95400	96700
Or fin 100 lingots	95400	96700
Pièces indiennes	805	804
Pièces indiennes (10 \$)	320	320
Pièces indiennes (20 \$)	540	538
Pièces indiennes (20 \$)	488	492
Stromboli	1935	1935
Pièces 25-250	2530	2580
Pièces 10-10 dollars	1600	1630
Pièces de 5 dollars	952 50	
Pièces de 500 francs	3270	3260
Pièces de 100 francs	521	524
Or Lendine	431 50	431 70
Or Zurich	431 50	431 70
Or Hongkong	429 05	432 15
Argent Lendine		

## Hors-cote

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - + : marché actif



